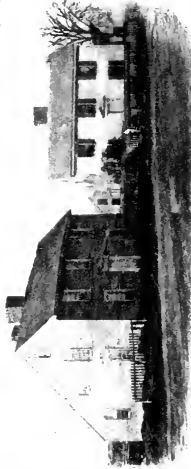


John Adams Library,

IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



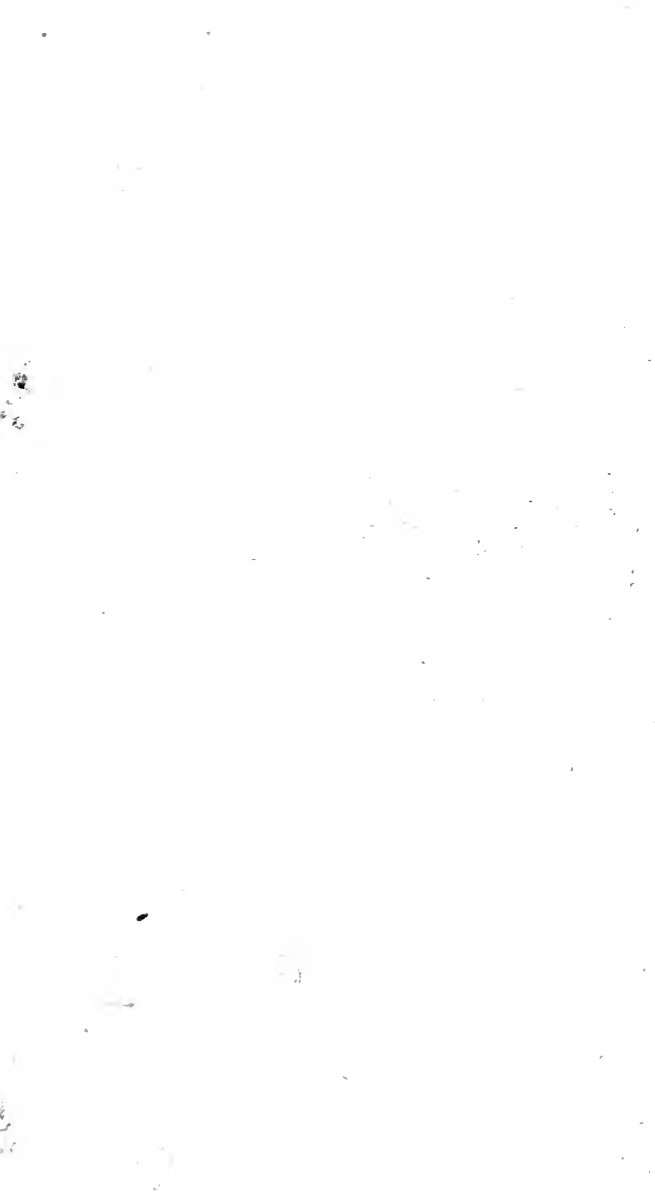
SHELF N^o.

ADAMS

167.14

15.1







HISTOIRE

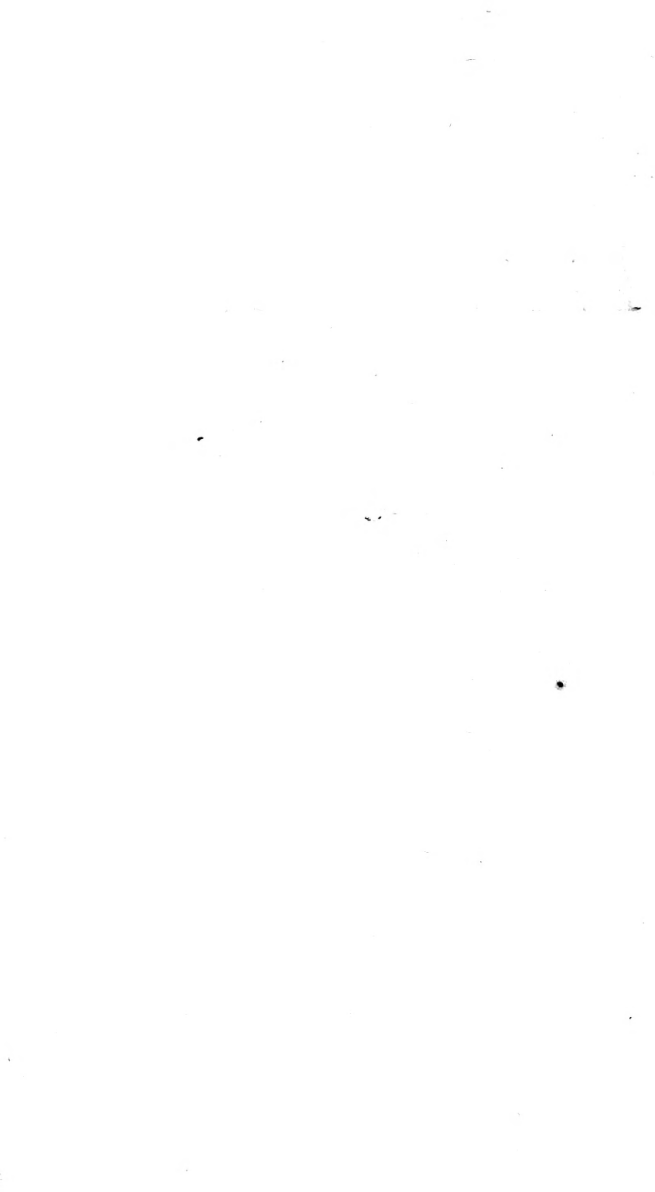
DU

TRAITÉ DE PAIX

DES

PYRÉNÉES.

TOME SECOND.



HISTOIRE
DES
NÉGOCIATIONS,
ET DU
TRAITÉ DE PAIX
DES
PYRÉNÉES.
TOME SECONDE



A AMSTERDAM,
Chez GUY, Libraire ;
Et se trouve A PARIS,
Chez BRIASSON, Libraire, rue S.
Jacques.

M. DCC. L.

✓ ADAME 164.14
02



NÉGOCIATION

*Du Cardinal Mazarin & de Dom
Louis de Haro dans l'Isle
des Phaisans.*



Uoique les intérêts de la France & de l'Espagne parussent fixés par les préliminaires, le Cardinal Mazarin, & Dom Louis de Haro n'hésiterent pas de les soumettre à un nouvel examen. Ils vouloient avoir seuls la gloire d'une négociation aussi célèbre. Dom Louis croyoit que son Maître devoit emporter facilement tout ce qu'il prétendoit, depuis qu'il s'étoit déterminé à donner l'Infante à Louis XIV. le Cardinal Mazarin se flatoit que l'on donneroit à l'Infante pour sa dot les Pays-Bas, ou la Franche-Comté. Leur espérance fut vaine.

1659.

Tomé Second,

H h vj

1659.

La premiere conférence se tint le 13. Août 1659. elle commença par les intérêts de M. le Prince. Dom Louis étoit irrité de ce que Pimentel avoit consenti à dépouiller M. le Prince de sa Charge & de ses Gouvernemens ; cet objet lui paroissoit intéressant pour la gloire du Roi d'Espagne , & pour l'honneur de sa propre négociation ; il demanda que l'on rendît à M. le Prince tout ce qu'il possédoit avant la guerre. Le Cardinal Mazarin répondit que le Roi son Maître ne pouvoit , & ne devoit faire en faveur de M. le Prince que ce qui avoit été réglé avec Pimentel. Alors Dom Louis pour se concilier le Ministre de France , parla du mariage du Roi avec l'Infante sans aucune équivoque , & comme d'un événement qui devoit unir à jamais les deux Nations. Le Cardinal reçut avec plaisir les assurances qu'on lui donnoit sur ce mariage ; cependant il parut inébranlable sur les intérêts de M. le Prince ; & dans la dépêche qu'il fit au Roi , pour lui rendre compte de la premiere conférence ,

il dit qu'il croyoit avoir reconnu ,
aux discours de Dom Louis , que
les Espagnols , par vanité , paroîs-
soient vouloir donner de grandes
récompenses à M. le Prince , mais
qu'ils desiroient de n'être pas pris
au mot ; qu'il n'y avoit aucun in-
convénient à leur permettre de don-
ner à M. le Prince de l'argent & des
Terres qui pussent l'indemniser de
la perte de sa Charge & de ses Gou-
vernemens ; ou si l'Espagne s'obsti-
noit à demander pour M. le Prin-
ce la Charge de Grand-Mâitre , &
un Gouvernement tel que celui de
Bourgogne , ou de Berry , la Fran-
ce pourroit demander en échange
quelque place considérable , tel que
Cambrai & le Cambresis , ou Arras,
S. Omer , Avesne , Charlemont ,
Philippeville , Marienbourg : la con-
jecture du Cardinal fut exactement
vraie.

La premiere conférence se passa
ainsi en discours généraux ; l'on con-
vint que M. de Lyonne assisteroit
aux conférences avec le Cardinal
Mazarin ; que Dom Antonio Pi-
mentel & Dom Pedro Coloma , Sc-

1659.

crétaire d'Etat y suivroient Dom Louis , & que M. de Lyonne travailleroit après les conférences avec Dom Coloma pour rédiger les articles qui auroient été arrêtés. Ce choix mortifia Pimentel , qui avoit espéré d'achever la négociation qu'il avoit commencée. Le Cardinal auroit souhaité que l'on donnât la préférence à Pimentel ; cependant il dissimula dans la crainte de le rendre suspect , & parce qu'il devoit être indifférent à la France que l'Espagne se servît de l'un ou de l'autre de ces Ministres.

Dans la seconde conférence, on forma le projet du préambule du traité de paix ; & quoique le Pape eût désiré avec empressement d'être choisi pour Médiateur entre les deux Couronnes , il fut décidé que l'on ne parleroit point de sa médiation , qui n'avoit point influé sur ce traité , & qu'on laisseroit aux Rois de France & d'Espagne la gloire de s'être déterminés eux-mêmes à la paix. M. de Lyonne & Dom Coloma furent chargés de rédiger les articles du contrat de mariage : mais

il y eut de l'embarras pour fixer le tems de la célébration. Les conférences avoient été ouvertes le 13. du mois d'Août ; il falloit du tems pour achever le traité ; on ne pouvoit se dispenser d'envoyer à Madrid un Ambassadeur pour demander l'Infante , & il étoit difficile que tout fût fini avant l'hyver. Pour abréger , le Cardinal proposa de se charger de la demande de l'Infante ; qu'il auroit ordre de son Maître d'aller jusqu'à Madrid , qu'il entreroit en Espagne , & que Philippe IV. enverroient à sa rencontre pour le dispenser d'achever le voyage. Dom Louis n'approuva pas cet expédient ; il dit que le Conseil d'Espagne vouloit que la demande de l'Infante fût faite avec solennité ; que les apparences étoient nécessaires dans des occasions aussi importantes ; que l'Ambassadeur François chargé de la demande , pouvoit aller à Madrid en poste , & que ce parti le dispenseroit de faire des préparatifs pour lesquels on n'avoit pas assez de tems. Ce fut en effet le parti que l'on prit ; l'Ambas-

1659.

fade en fut plus singulière, & elle n'en fut pas moins brillante.

Dom Louis fit un nouvel effort en faveur de M. le Prince. Il représenta qu'il étoit bien dur au Roi d'Espagne de ne pouvoir donner à ce Prince des récompenses proportionnées aux services qu'il avoit rendus, & aux Dignités qu'il perdoit en France; qu'on lui avoit promis par un traité particulier de ne jamais faire la paix qu'il ne fût rétabli dans tout ce qu'il avoit, lorsqu'il passa au service du Roi d'Espagne. Le Cardinal répondit à Dom Louis, que s'il vouloit prendre la peine de rédiger ces raisons par écrit, lui Cardinal les signeroit comme les raisons les plus pressantes, pour déterminer le Roi de France à ne point acquiescer à ce que le Roi d'Espagne vouloit faire en faveur de M. le Prince. Il ajouta qu'il y auroit une imprudence extrême à se fier aux protestations que faisoit M. le Prince, de vouloir servir son Maître avec zèle & avec fidélité; qu'au reste il promettoit d'engager le Roi, non-seulement

à rétablir M. le Prince dans toutes
ses Dignités , mais encore à lui don-
ner des places fortes en échange de
celles qu'on lui avoit prises , & dont
on avoit rasé les Fortifications ; à
remettre même au Roi d'Espagne
toutes les conquêtes que la France
avoit faites , pourvû que le Roi
d'Espagne s'obligeât à laisser tran-
quille le Roi de Portugal , & à finir
ainsi la guerre de tous côtés : c'étoit
dire au Ministre Espagnol que le
Roi de France n'étoit pas plus dis-
posé à rétablir M. le Prince dans sa
Charge & dans ses Gouvernemens,
que le Roi d'Espagne à reconnoître
le Duc de Bragance pour Roi de
Portugal. Dom Louis voulut éta-
blir une grande différence entre le
Duc de Bragance & M. le Prince ,
le Cardinal l'interrompit , & lui dit,
oui , il y a une différence extrême
en ce que le Duc de Bragance pos-
sede plusieurs Royaumes , & que M.
le Prince est dépouillé de tout , &
à juste titre. Dom Louis mit en
parallele les grands avantages que
le Roi de France recueilloit par ce
traité avec le sacrifice médiocre

1659.

qu'on lui demandoit , pour la satisfaction de M. le Prince ; le Cardinal dit que son Maître sacrifioit à la paix les intérêts du Portugal, qui étoient chers à la France , & qu'elle voudroit racheter par la cession de toutes ses conquêtes ; qu'après un sacrifice aussi important , il ne falloit pas en demander d'autres.

Le nommé Lenet étoit chargé des intérêts de M. le Prince ; il vit Dom Louis au sortir de sa seconde conférence , & il trouva ce Ministre absolument découragé sur les prétentions de M. le Prince. Comment espérer de ramener le Cardinal sur un objet aussi important ? Comment répondre à l'offre que la France faisoit de rendre tout à M. le Prince , si on vouloit laisser au Roi de Portugal tout ce qu'il possédoit ? Comment même oser insister davantage sur une demande qui étoit injuste ; puisqu'il s'agissoit d'obliger la France qui faisoit la paix avec cette supériorité que donnent les conquêtes , à rétablir parfaitement un Sujet rébelle , & à le voir rentrer dans le Royaume plus grand qu'il n'étoit

n'étoit avant sa révolte , par les récompenses que l'Espagne vouloit lui donner? Lenet n'oublia rien pour ranimer le courage de Dom Louis ; il avoit affaire à un Ministre d'un caractère lent & timide , qui avoit senti dans les premières conférences la supériorité que le Cardinal Mazarin avoit sur lui , & qui étoit surpris que l'on osât lui refuser quelque chose après la déclaration qu'il avoit faite que le Roi d'Espagne consentoit à donner l'Infante au Roi de France. Lenet lui persuada enfin qu'il falloit demeurer ferme sur les intérêts de M. le Prince ; que la France accorderoit tout ce que l'on demandoit plutôt que de rompre la paix ; que si l'Espagne étoit réduite à continuer la guerre , tout changeroit de face ; que l'Angleterre se déclareroit en sa faveur ; que l'on pouvoit exciter en France des troubles plus dangereux que les premiers , & que le Cardinal craignoit avec raison d'être disgracié , s'il ne se hâtoit de consumer la paix. Ces discours touchèrent Dom Louis ; il voulut enlever

1659.

1659.

par importunité ce qu'il n'espéroit pas de persuader; mais il crut qu'il étoit à propos que M. le Prince fit d'abord quelque démarche capable de flater personnellement le Cardinal. Ce Prince fit assûrer le Ministre de France qu'il avoit une grande passion d'obtenir son amitié, qu'il la regardoit comme la meilleure place de sûreté qu'on pût lui donner; qu'il le prioit d'agréer qu'il vînt aux conférences, accompagné seulement de deux Gentils-hommes, & que sûrement ils ne se sépareroient qu'avec une satisfaction réciproque.

Dom Louis s'étoit chargé de cette proposition; le Cardinal qui ne pouvoit ignorer qu'il avoit été jusques-là l'objet de la haine & de la jalousie de M. le Prince, reçut ces avances avec hauteur. Il offrit en apparence son amitié à M. le Prince, s'il rendoit au Roi tout ce qu'il lui devoit; mais il refusa absolument de voir ce Prince aux conférences; & pour engager Dom Louis à ne pas insister sur cette entrevûe, il lui prédit que ce Prince l'embar-

rasseroit lui-même par sa présence & par ses sollicitations. Dom Louis se rendit à cet égard ; mais il demanda au Cardinal si le Roi de France n'approuveroit pas que le Roi d'Espagne donnât à M. le Prince , ou le Royaume de Sardaigne , ou les deux Calabres. Le Cardinal répondit qu'il étoit persuadé que ces offres n'étoient pas sérieuses ; que l'Espagne ne les faisoit que pour donner à M. le Prince des preuves de sa bonne volonté ; que si M. le Prince avoit de pareils établissemens , il ne rentreroit jamais en France ; que le Roi consentiroit en cette occasion , que M. le Prince renonçât tout-à-fait à la France , & qu'il se naturalisât Espagnol ; mais qu'il falloit qu'il optât , ou d'être tout François , ou d'être tout Espagnol. Dom Louis dit , qu'en donnant à M. le Prince les grands établissemens qu'il avoit offerts , M. le Duc d'Anguien son fils pourroit du moins retourner en France pour y jouir de ses droits , & du patrimoine que l'on devoit rendre à M. le Prince. Le Cardinal répondit qu'à

1659.

cet égard le pere & le fils étoient une même personne, que cette distinction feroit contraire au service & à la dignité du Roi ; que l'on termineroit toutes les difficultés d'une maniere plus avantageuse à la Maison de Condé, si l'Espagne donnoit à M. le Prince une somme assez confiderable pour acheter de grandes Terres , qui demeuraissent dans sa Maison , & qui lui seroient plus utiles qu'une Charge & des Gouvernemens que les familles perdent par la mort de ceux qui en sont pourvûs.

Dom Louis s'étoit bien attendu à toutes ces difficultés , & il auroit été bien embarrassé, si on l'eût pris au mot sur l'offre du Royaume de Sardaigne , ou des deux Calabres ; mais il vouloit paroître libéral , & être en effet fort économe. Dom Louis ajoûta , qu'en donnant de l'argent à M. le Prince, ce seroit payer une dette, & que ce ne seroit pas récompenser M. le Prince des grands services qu'il avoit rendus à l'Espagne , ni le dédommager de la Charge & des Gouvernemens qu'il

perdoit en France ; il assura que le Roi d'Espagne vouloit récompenser M. le Prince en Roi , & qu'il falloit que l'Espagne renonçât à avoir des Alliés , si elle en abandonnoit un du mérite de M. le Prince. Le Cardinal interrompit Dom Louis , & il lui dit qu'un Sujet qui avoit le malheur de se révolter contre son Maître , & qui se mettoit sous la protection d'un Prince étranger , n'étoit point un Allié ; cette qualité ne convient qu'aux Souverains , qui peuvent prendre tels engagements qu'ils veulent ; & la France avoit intérêt que des Alliés de cette espece fussent traités de façon à effacer le mauvais exemple qu'avoit donné M. le Prince , & à rendre ces sortes d'alliances plus difficiles. A reste , dit le Cardinal, l'Espagne peut bien sacrifier à la paix les intérêts de M. le Prince , quand la France veut bien lui sacrifier les intérêts du Portugal , qui sont d'une plus grande importance. Il faut finir cette affaire , & n'en plus parler ; l'Espagne peut fixer la gratification qu'elle veut donner à M. le

1659.

Prince ; le Roi y consentira , si elle n'est pas contraire à son service. Dom Louis toujours irrésolu & accablé par les raisons, & par la fermeté du Cardinal, demanda du tems pour penser à la récompense de M. le Prince , & le Cardinal écrivit à son Maître que cet objet seroit réglé selon ses desirs.

Dans la quatrième conférence , on examina le projet que M. de Lyonne & Dom Coloma avoient fait pour le traité de mariage du Roi & de l'Infante ; l'on convint facilement de toutes les clauses de ce contrat ; la renonciation de l'Infante à la Couronne d'Espagne en étoit l'objet le plus important ; sur cette renonciation , la France avoit donné toutes les facilités que l'Espagne pouvoit desirer, jusques-là que le Cardinal Mazarin avoit assuré Dom Louis qu'on pouvoit rédiger la clause de renonciation de telle manière que l'on voudroit , & qu'il la signeroit aveuglément , persuadé que toutes les renonciations les plus expresses & les plus fortes ne pouvoient enlever à l'Infante une Cou-

bonne Patrimoniale, lorsque le tems & les événemens y appelleroient, ou cette Princesse, ou sa postérité. Il est vrai que dans les premières entrevûes le Cardinal s'étoit flaté de tirer quelque avantage de cette renonciation. Il avoit dit à Dom Louis que le Roi de France ne se rendoit si facile sur les conditions de la paix, que dans l'espérance qu'on n'exigeroit de l'Infante aucune renonciation; qu'il n'étoit pas naturel que le Roi cédât une partie de ses conquêtes en considération de ce mariage; si l'Infante étoit le plus grand parti de l'Europe, le Roi l'étoit aussi; & ce mariage étoit plus avantageux à l'Infante que celui de l'Empereur, dont la Dignité étoit Elective & passagere. Dom Louis avoit paru ferme sur la renonciation; il n'avoit laissé aucune espérance d'en dispenser l'Infante, & il avoit fort exagéré les sacrifices que le Roi d'Espagne prétendoit faire par ce mariage. Ce Prince perdoit l'amitié de l'Empereur en lui refusant l'Infante; il donnoit la préférence à la Maison de Bourbon sur

1659.

sa propre Maison ; il renonçoit aux secours d'hommes & d'argent que l'Empereur lui offroit. Dom Louis ajoûta qu'il étoit persuadé que le Cardinal ne s'opposoit à la renonciation de l'Infante que pour ne pas paroître abandonner les intérêts personnels de cette Princesse ; mais que l'Espagne ne pouvoit écouter sur cet objet aucune proposition ; pour en convaincre le Cardinal , il lui fit une prétendue confidence bien singulière ; il dit que dans le Conseil de Madrid , lui seul & un autre avoient été d'avis de marier l'Infante au Roi , que tous les autres Ministres du Roi d'Espagne avoient désapprouvé ce mariage , même avec les renonciations les plus fortes , parce qu'ils savoient fort bien que si le Roi d'Espagne perdoit ses deux fils , dont l'aîné n'avoit que vingt mois , on ne pouvoit pas espérer , ni même souhaiter que la France ne prétendît pas à la Couronne d'Espagne. Discours que le Cardinal ne manqua pas de rendre à son Maître , & qui le déterminâ encore davantage à laisser

Dom

Dom Louis maître d'exprimer la renonciation comme il le voudroit.

1659.

Dans une nouvelle conférence , Dom Louis intercéda pour M. le Prince avec plus de vivacité qu'auparavant ; il dit d'abord que M. le Prince desiroit seulement de rentrer en France, sans déshonneur, & que si l'on pouvoit terminer cette affaire , tout le reste se passeroit avec une satisfaction mutuelle , & l'on jouïroit d'un siècle d'or. Il rapporta des exemples de la clémence dont plusieurs Rois de France avoient usé envers quelques-uns de leurs Sujets qui s'étoient révoltés , surtout il s'attacha aux exemples récents du Prince de Conty , du Maréchal de Turenne , du fils du Maréchal d'Hocquincourt , du Comte de Daugnion ; tout cela étoit dit à propos , mais il gâta tout en disant qu'il étoit assez ordinaire aux François de se révolter , d'obtenir leur pardon , & de recueillir même des avantages de leur révolte. A ce discours le Cardinal s'enflamma ; il dit qu'il étoit fort surpris que l'on voulût établir pour maxime

1659.

que la révolte n'étoit pas un crime en France , qu'elle étoit même un moyen de rendre sa condition meilleure ; que si M. le Prince pensoit ainsi , il falloit le désabuser , & que c'étoit un motif de plus pour déterminer le Roi à le traiter avec sévérité. Le Prince de Conty & le Vicomte de Turenne avoient imploré la clémence du Roi avec la plus grande soumission , sans rien prétendre que l'honneur de sa bienveillance ; pour d'Hocquincourt & du Daugnion , le Roi avoit consulté le bien de son service. L'Espagne auroit souhaité que d'Hocquincourt lui livrât Péronne , pour envoyer des Partis jusqu'aux portes de Paris , & que du Daugnion traitât avec elle de la place de Brouage , & des Isles voisines dans l'espérance de subjuguier toute la Guienne , & d'éterniser la guerre civile. Les François , dit le Cardinal , ne sont pas plus accoutumés que les Espagnols , à manquer de fidélité à leur Souverain : mais les Rois de France ont toujours puni sévèrement la révolte , lorsqu'il n'étoit pas de leur in-

térêt d'agir autrement. En Espagne même on est patient, lorsqu'on ne peut appaiser les rébellions, témoins les Portugais & les Catalans, que le Roi d'Espagne avoit recherchés avec empressement, & à qui il avoit offert des privilèges, avec de grandes récompenses pour les Seigneurs de Portugal & de Catalogne. Les Hollandois ont soutenu leur révolte avec obstination; le Roi d'Espagne les a reconnus pour un Peuple libre, & les Ambassadeurs ont traité d'égal à égal avec ceux de la République. Si les François sont légers, s'ils se révoltent facilement, ils rentrent dans leur devoir avec sincérité, & les Espagnols ne reviennent jamais. Au reste, la puissance du Roi de France est telle, que non-seulement il n'a rien perdu par la guerre civile, mais qu'il a même fait des conquêtes.

Dom Louis se borna à supplier pour M. le Prince : le Cardinal répondit que son Maître n'iroit pas au-delà de ce qui avoit été réglé par le traité de Paris *; qu'il étoit inutile de perdre quatre conférences,

* Les préliminaires signés par le Cardinal Mazarin & par Pimentel.

1659.

pour revenir sur un article terminé ; que jamais le Roi ne souffriroit que le Roi d'Espagne donnât à M. le Prince une récompense qui fût pour la postérité un monument de sa rébellion , & qui fût d'un pernicieux exemple aux Princes de son Sang ; le Roi marquoit encore plus de bonté pour M. le Prince que sa conduite ne le méritoit : Il est fâcheux , dit le Cardinal , que les intérêts d'un Particulier arrêtent la paix générale , pour laquelle toute l'Europe soupire ; ils ont déjà été une pierre d'achoppement aux conférences de Madrid , & je verrai plutôt échouer la paix que d'accorder à M. le Prince quelque chose au-delà de son patrimoine , que mon Maître veut bien lui rendre. Dom Louistâcha de calmer le Cardinal, en l'assurant que rien au monde ne pouvoit les faire séparer sans avoir conclu la paix , & sans avoir lié entr'eux une amitié sincère , & qu'il ne demandoit que vingt-quatre heures pour arranger les intérêts de M. le Prince à la satisfaction du Roi de France. Le Cardinal répliqua qu'il n'ignoroit pas que l'on

avoit offert à M. le Prince le Gouvernement des Pays-Bas, avec la même autorité & les mêmes émolumens dont le Cardinal Infant avoit joui. M. le Prince, dit-il, a été sage de le refuser, s'il avoit prêté serment de fidélité au Roi d'Espagne, il ne seroit jamais rentré en France. Le Cardinal ne dissimula pas même qu'il étoit informé d'une nouvelle offre que l'Espagne avoit faite à M. le Prince, de quelques-unes de ses places; le Cardinal tenoit ce discours pour inspirer à Dom Louis un moyen de terminer les contestations que l'on avoit au sujet de la Charge & des Gouvernemens de M. le Prince. Dom Louis répondit qu'à la vérité on avoit offert à M. le Prince des places sur la frontiere de Flandres; mais que le Roi d'Espagne prendroit ses précautions pour qu'elles ne sortissent pas des mains de ce Prince; d'où le Cardinal concluoit, en écrivant au Roi, que les Espagnols ne faisoient de grandes offres à M. le Prince que par ostentation.

Le lendemain, Dom Louis an-

1659.

nonça que le Roi d'Espagne pourroit se rendre sur la frontiere au mois d'Octobre , & l'on travailla à régler le cérémonial qui devoit être observé pour l'entrevûe des deux Rois , & pour le mariage. Lorsque tout fut réglé , le Cardinal fit une proposition qui étonna Dom Louis. Le Duc de Neubourg étoit allié de la France ; les Espagnols s'étoient emparé de la Ville de Juliers , & ils n'avoient aucun titre pour la conserver ; le Cardinal demanda qu'elle fût rendue au Duc de Neubourg. Dom Louis dit que ce Prince avoit été long-tems sous la protection du Roi d'Espagne ; qu'il l'avoit quittée pour prendre le parti de la France , & qu'il prioit le Cardinal de juger si sa défection méritoit récompense. Le Roi d'Espagne vouloit bien rendre ses bonnes graces au Duc , afin qu'il parût que le Roi de France s'étoit intéressé pour lui ; mais l'Espagne vouloit garder la Ville de Juliers comme un gage de l'attachement que le Duc de Neubourg devoit avoir pour cette Couronne. Le Cardinal prouva que la restitution de Juliers étoit juste ; cette place

appartenoit incontestablement au Duc de Neubourg ; elle avoit été mise en dépôt entre les mains des Espagnols pour la garder contre des Ennemis puissans ; le Duc en avoit toujours reçu les revenus & les impositions , la Justice y avoit été administrée en son nom , & l'Espagne n'avoit pas même de prétexte pour garder cette place. Le Roi de France rendoit au Duc de Savoie les places qui lui avoient été données en dépôt ; c'étoit une suite naturelle de la paix , puisque ces sortes de dépôts ne sont faits que pour les tems de troubles & de guerre , & le Roi d'Espagne pouvoit d'autant moins refuser de rendre Juliers, que l'on y avoit reçu une garnison Espagnole , sous la condition expresse qu'elle en sortiroit à la paix. Le Duc de Neubourg devoit nécessairement être compris dans le traité avec tous les autres Alliés du Roi de France ; c'étoit ne lui rien offrir de nouveau , que de l'assurer que le Roi d'Espagne le considéreroit , comme s'il n'eût pas pris le parti de la France ; ce Prince étoit Souve-

1659.

rain ; il lui étoit libre de prendre tel parti qu'il jugeoit à propos , & personne n'avoit le droit de l'en punir : il n'en étoit pas de même de M. le Prince , à qui cependant le Roi vouloit bien rendre un patrimoine immense. Dom Louis voulut encore contester ; le Cardinal protesta qu'il n'abandonneroit point cette demande , & le Ministre Espagnol accorda la restitution de Juliers , pourvû que le Roi de France rendît Bergues sans récompense.

On examina les droits du Duc de Modene ; les Espagnols s'étoient saisi de sa Principauté de Correggio pendant la guerre , & le Duc avoit fait sa paix particuliere avec l'Espagne par un traité , où Fuenfaldagne Gouverneur du Milanès lui avoit promis au nom du Roi d'Espagne, de lui rendre Correggio , s'il renvoyoit du Modénois les troupes Françoises. Le Duc avoit rempli de bonne foi ses engagements : mais le Roi d'Espagne avoit refusé de ratifier le traité , & il prétendoit avoir garnison Espagnole dans Correggio. Le Cardinal demandoit l'exé-

cution d'un traité solennel fait par un Ministre d'Espagne autorisé de son Maître ; le refus de la ratification n'annulloit pas le traité ; il avoit été exécuté par le Duc de Modene, à l'égard du renvoi des troupes Françoises ; l'Empereur avoit déjà promis au Duc l'investiture de Correggio , & le Duc de Modene avoit fait partir un Ambassadeur pour aller à Vienne recevoir cette investiture. Enfin , Pimentel avoit confirmé dans le traité de Paris celui que le Duc de Modene & Fuenfaldagne avoient fait ; & si l'on manquoit ainsi à des engagemens réitérés , personne ne pourroit désormais avoir aucune confiance aux traités que les Ministres d'Espagne pourroient faire. Dom Louis vouloit que le Cardinal eût personnellement obligation au Roi d'Espagne de la restitution de Correggio ; il l'accorda , dit-il , en considération de ce que le Duc de Modene avoit épousé la niece du Cardinal ; mais le Ministre François assûra qu'il n'en devoit aucune reconnoissance, cette affaire ayant été terminée par

1659.

deux traités qui subsistoient , & que l'Espagne ne pouvoit se dispenser d'exécuter.

Dom Louis revenoit à chaque conférence à son objet favori ; il n'eut pas plutôt prononcé le nom de M. le Prince , que le Cardinal lui dit qu'il tenoit cette affaire pour terminée ; que l'Espagne cherchoit moins à récompenser ce Prince qu'à le rendre plus considérable en France , & à apprendre aux esprits inquiets ce qu'ils pouvoient espérer en s'attachant au Parti Espagnol ; qu'il avoit donné un moyen de procurer à M. le Prince un rétablissement parfait , en lui cédant des places considérables qu'il pût remettre au Roi ; qu'au surplus il le prioit encore de s'en tenir au traité de Paris , & à une gratification en argent. Le Roi d'Espagne , dit encore le Cardinal , a offert le Royaume de Sardaigne à M. le Prince ; qu'il donne plutôt ce Royaume au Duc de Bragance en échange de son Royaume , & le Roi mon Maître traitera mieux M. le Prince. Dom Louis rejetta avec hauteur ce que l'on de-

mandoit pour le Roi de Portugal; il prétendit que le Roi de France recueilloit de ce traité assez d'avantages en reculant ses frontieres, & en assurant ses conquêtes pour rendre gratuitement à M. le Prince sa Charge & ses Gouvernemens. Le Cardinal offrit de céder toutes les conquêtes, si le Roi d'Espagne vouloit seulement rendre la Navarre qui ne lui appartenoit pas. Dom Louis demanda au Cardinal, s'il savoit ce que c'est que la Navarre, & il l'assura qu'elle n'étoit pas si grande que le Roussillon. Acceptez donc ma proposition, dit le Cardinal, je n'en ferai pas défavoué: mais vous n'en ferez rien; si mon Maître avoit Pampelune, le vôtre seroit obligé de déloger de Madrid: les armes sont journalieres, répondit Dom Louis; aujourd'hui les affaires des Alliés de la France tournent mal en Allemagne; l'on est à la veille de voir en Angleterre des changemens favorables à l'Espagne; nous ne craignons plus de révolutions à Naples; il pourroit arriver tel événement en Portugal qui per-

1659.

mettroit au Roi d'Espagne d'employer ses forces ailleurs. Savez-vous pourquoi, dit le Cardinal? C'est que tout dort dans l'espérance de la paix. Le Roi a suspendu toute négociation avec la Suede, l'Angleterre, & le Portugal; il a rejeté pour Naples des propositions plus plausibles que les anciennes; s'il ne m'avoit commandé d'avoir les mains croisées, vous jugeriez par vous-même que la France est plus en état de se faire redouter que jamais. On finit par avouer de part & d'autre, que la paix étoit nécessaire à l'une & à l'autre Monarchie. Dom Louis pria le Cardinal de faire nommer celui qui devoit aller à Madrid faire la demande de l'Infante, & qu'il eût le titre de Duc & Pair.

Les articles du contrat de mariage furent présentés aux Ministres. Le Cardinal proposa de les signer dans l'appartement de Dom Louis, afin qu'ils fussent signés en Espagne, & Dom Louis approuva le choix que l'on avoit fait du Maréchal de Grammont, pour aller à Madrid

demandeur l'Infante. On avoit parlé dans les premières conférences de la dot de l'Infante , plutôt pour suivre l'usage , que pour s'en faire un objet intéressant ; le Cardinal avoit dit que l'on pourroit prendre cette dot sur quelquesunes des Villes que le Roi son Maître avoit conquises. Dom Louis rappella cette offre , & il fut d'avis d'en faire l'un des articles du traité de mariage ; mais le Cardinal s'y opposa ; il dit qu'il n'avoit offert à l'Espagne cette facilité pour payer la dot de l'Infante que dans l'espérance que l'on n'exigeroit d'elle aucune renonciation , & puisqu'on en exigeoit , la France ne vouloit pas rendre un pouce de terre de toutes les conquêtes qu'elle avoit faites depuis 1656. Dom Louis proposa de payer la dot en argent ; le Cardinal l'accepta ; la dot fut fixée à trois millions monnoie de France , telle qu'on l'avoit donnée à la Reine Anne d'Autriche. Dom Louis n'avoit pas espéré de sortir si facilement de cet embarras ; il fut d'avis de signer & de publier la paix , afin qu'aucun inci-

1659.

dent ne pût la déranger ; le Cardinal y consentit , persuadé qu'on ne lui parleroit plus des intérêts de M. le Prince. Ce n'étoit pas l'intention de Dom Louis ; il prit un nouveau tour ; il assûra que M. le Prince se désistoit de tout , & qu'il avoit ordonné à ses Gens d'affaires de ne plus rien demander , enforte , dit Dom Louis , que je suis son Plénipotentiaire , & qu'il s'en rapporte entierement à ce que je ferai. C'est une ruse , dit le Cardinal ; M. le Prince voit que ses affaires sont désespérées , il veut essayer si une conduite désintéressée lui procurera quelque avantage. Dom Louis demanda qu'il fût permis à M. le Prince de venir aux conférences ; ce Prince , ajouta-t-il , sent bien qu'il est perdu , s'il n'exécute fidelement les engagements qu'il va prendre par ce traité , non-seulement parce qu'il a affaire à un grand Roi dont la puissance est redoutable , mais encore parce qu'on lui a déclaré qu'il n'aura point de plus grand ennemi que le Roi d'Espagne & l'Infante , si jamais il manquoit de fidélité à

son Maître. Que deviendront ces menaces, répondit le Cardinal, s'il manque de fidélité pour s'attacher une seconde fois à l'Espagne?

1659.

Dom Louis dit qu'il seroit modeste, & qu'il se borneroit à demander quelque sûreté pour M. le Prince; le Cardinal répondit que le Roi ne devoit donner à ses Sujets d'autres sûretés que sa parole; s'il avoit bien voulu en donner aux Huguenots, il avoit eu de grandes railons, mais ensuite il avoit retiré toutes les places qu'on leur avoit confiées; le traité de Paris a pourvû suffisamment à la sûreté de M. le Prince; qu'il demeure fidele au Roi, non-seulement il sera tranquile, mais il pourra prétendre aux bienfaits de son Maître. Il n'a d'autre parti à prendre qu'à licencier ses troupes, & à renoncer à toute association avec les Etrangers.

Pour changer de discours, le Cardinal rappella à Dom Louis une proposition qu'il avoit faite à M. de Lyonne, lorsqu'on disputoit sur la place de Cap de Quiers; la nature avoit, dit le Ministre Espagnol,

1659.

formé les barrières de la France & de l'Espagne ; les Monts sont entre la France & Cap de Quiers , & il est naturel de le céder à l'Espagne. Sur ce principe , disoit le Cardinal , le Pays de Conflans doit nous être cédé avec la partie de la Cerdagne qui est du côté de la France. Dom Louis répondit que le principe n'avoit pas été adopté , & qu'il falloit s'en tenir aux premieres conventions.

Au sortir de cette conférence , l'Ambassadeur du Roi d'Angleterre se présenta chez le Cardinal pour lui rendre visite , sans l'avoir prévenu ; le Cardinal lui fit dire qu'il lui étoit impossible de le recevoir ; que cette visite donneroit de l'ombrage à Lokart Ambassadeur d'Angleterre , & qu'il croyoit mieux servir le Roi de la Grande Bretagne en refusant cette visite , qu'en la recevant.

On avoit voulu empêcher que les François & les Espagnols de la suite des Ministres ne se vissent , dans la crainte de quelque dispute , & on avoit eu raison de le craindre.

L'Abbé

L'Abbé Siry, Auteur d'un *Mercur* qui a de la réputation, étoit à la suite du Cardinal Mazarin ; en sa présence, Christoval, Secrétaire de Dom Louis, tint des discours injurieux à Pimentel ; il s'échappa jusqu'à dire que Pimentel n'avoit sù ce qu'il faisoit lorsqu'il avoit signé le traité de Paris ; que l'Espagne ne devoit jamais ratifier ce traité, & que Dom Louis feroit mieux de s'enfermer dans le Couvent des Carmes Déchaussés de Madrid, que de signer la paix la plus honteuse que l'Espagne eût jamais faite. Siry voulut justifier Pimentel ; Christoval reprocha à Siry d'avoir écrit avec partialité contre l'Espagne ; il dit que la Fuente Ambassadeur d'Espagne à Venise, auroit dû l'empêcher d'écrire ainsi en lui disant des raisons de poids ; il vouloit dire, en lui donnant de l'argent, & que s'il ne s'étoit pas rendu, l'Ambassadeur devoit l'envoyer à l'autre monde ; Siry reprocha à son tour à Christoval qu'il recevoit douze cens écus de pension de M. le Prince. L'Espagnol feignit de ne pas entendre ce

1659.

1659.

reproche ; il soutint que l'on faisoit une grande faute de donner l'Infante au Roi ; qu'il falloit la marier à l'Empereur en lui donnant les Pays-Bas pour dot , & que ce Prince auroit donné cinquante à soixante mille hommes à l'Espagne pour faire la guerre à la France. Ce seroit , dit Siry , le moyen de rendre bientôt le Roi de France Maître des Pays-Bas ; ces cinquante ou soixante mille Yvroignes ne serviroient qu'à désespérer les Flamans , & à les obliger à se jeter entre les bras de la France.

Dom Louis avoit exigé du Cardinal qu'il informeroit le Duc de Bragance , que le Portugal ne devoit plus compter sur aucun secours de la France ; l'objet du Ministre Espagnol étoit de finir par la négociation l'affaire de Portugal ; il se flatoit que la Maison de Bragance & les Portugais se voyant abandonnés , auroient recours à la clemence du Roi d'Espagne , & que l'on appaiseroit les troubles de Portugal en donnant la Charge de Connétable de Castille & de grandes

Terres en Espagne à la Maison de Bragance. Lorsque l'on commença la septieme conférence, Dom Louis demanda au Cardinal s'il avoit dépêché un Courier au Duc de Bragance pour lui apprendre ce que l'on avoit réglé à son égard. Le Cardinal dit qu'il n'étoit pas de la prudence de hâter des nouvelles qui seroient mal reçues en Portugal. Avant que de faire cette démarche, il vouloit avoir des assurances de la paix, & il ne voyoit rien de moins sûr, puisque l'Espagne ne se contentoit pas de ce que l'on accordoit à M. le Prince par le traité de Paris, & que tous les jours on faisoit de nouvelles instances en sa faveur. Dom Louis assûra le Cardinal qu'il ne devoit avoir aucune défiance sur le succès de cette négociation; il le pressa d'envoyer un Courier en Portugal, & il l'autorisa à offrir une suspension d'armes pour le mois de Décembre, afin que l'on pût entrer en négociation. Le Cardinal le promit, quoiqu'il fût persuadé que les Portugais vouloient tout risquer pour défendre leur Roi, & pour

1659.

conserver leur liberté ; les Ministres de France & d'Espagne se promirent mutuellement une neutralité parfaite , si l'Angleterre attaquoit l'une des deux Couronnes après la paix. On ne voit pas quel motif avoit pû faire naître cette convention ; mais il est certain que ni la France , ni l'Espagne ne devoit craindre l'Angleterre , qui n'avoit point alors d'Alliés , & qui étoit affoiblie par ses divisions intestines.

Dom Louis s'appliquoit à donner tous les jours une nouvelle forme & de nouvelles raisons aux instances pressantes qu'il faisoit pour M. le Prince ; il exagéra le sacrifice que le Roi d'Espagne faisoit en renonçant à l'Alsace & à la propriété de la Ville de Brisack , qui devoient lui appartenir , si la ligne de l'Archiduc d'Inspruk venoit à manquer ; il demanda pour dédommagement de cette renonciation quelque satisfaction pour M. le Prince , & cependant il déclara qu'il la recevroit comme un effet de la générosité du Roi de France , & que le Roi d'Es-

pagne lui en auroit obligation. Le Cardinal dit que ces sortes de générosités pouvoient faire honneur à des Particuliers , mais qu'elles étoient honteuses & funestes aux Princes ; que de grands Rois ne devoient penser qu'à leur réputation & au bien de leur service ; que le Roi de France ne demanderoit jamais rien au Roi d'Espagne qui fût contre son honneur & son intérêt ; qu'il étoit étonné que l'on insistât avec tant de vivacité sur les prétentions de M. le Prince , & que plus l'Espagne vouloit le rendre puissant, plus la France devoit l'humilier & l'affoiblir. Dom Louis ne se découragea pas ; il crut avoir trouvé un expédient pour faire rendre à M. le Prince sa Charge & ses Gouvernemens. Le Roi d'Espagne croyoit déjà voir le Roi de Portugal à ses piés , parce que la France l'abandonnoit ; il étoit déterminé à donner à ce Prince déthroné de grands établissemens en Espagne, pour ôter à la Maison de Bragance toute espérance de retour à la Couronne de Portugal ; Dom Louis ne doutoit

1659.

pas que la France ne s'intéressât au sort du Duc de Bragance , & il vouloit faire marcher d'un pas égal l'établissement de ces deux Princes; il proposa donc au Cardinal de donner à M. le Prince le Havre de Grace pour place de sûreté , & que le Roi d'Espagne donnât Olivença au Duc de Bragance , aux mêmes conditions que l'on rendit à M. le Prince sa Charge & ses Gouvernemens, & que l'on donnât au Duc de Bragance la Charge de Connétable de Castille, en lui rendant tous ses biens & tous les honneurs qui étoient dûs à sa naissance.

* M. le Prince avoit eu les Gouvernemens de Guienne, de Bordeaux, de Berri, de Bourges, de Beaugarde, de Montron, de Stenay, & de Clermont. Le Cardinal répondit avec une extrême vivacité; il dit que la seule proposition qu'on venoit de lui faire l'humilioit , & qu'il falloit que Dom Louis eût bien peu d'idée de sa capacité pour croire qu'il donneroit dans un piège aussi grossier. M. le Prince, dit-il , seroit plus grand avec le Havre qu'avec tous les Gouvernemens qu'il avoit avant sa révolte. * La cession d'Olivença n'est point une sûreté pour le Roi de Portugal que l'on veut dépouil-

ler , & le Roi d'Espagne voudroit en échange de cette place médiocre gagner une Couronne avec des revenus immenses dans l'ancien & dans le nouveau monde. Le Cardinal peignit avec des couleurs fortes toutes les ressources que le Roi de Portugal avoit dans la fidélité de ses Sujets , dans la haine où ils étoient nourris contre les Castillans , dans ses richesses , dans la position de Lisbonne située de maniere à être secourue par mer partant de Puissances intéressées à l'affoiblissement de l'Espagne ; il fit sentir la disproportion de ces ressources & de l'état de simple Sujet où M. le Prince devoit rentrer par la paix. Le Ministre François parut vouloir rompre toute négociation , persuadé que son Maître approuveroit sa conduite , que la France & toute l'Europe lui applaudiroit. Eh bien ! dit Dom Louis , nous ferons la paix , nous exécuterons notre traité sincèrement ; M. le Prince se jettera aux piés du Roi ; il lui présentera son fils qu'il laissera à la Cour de France ; pour lui , il faut qu'il se retire à Ve-

1659.

nise , ou en Hollande , où il vivra avec éclat de l'argent que mon Maître lui donnera , & cela ne sera pas trop bien. Si M. le Prince , dit le Cardinal , accepte la grace que le Roi veut bien lui faire , il n'aura pas besoin de l'argent d'Espagne pour vivre avec dignité ; s'il veut se retirer dans les Pays étrangers , il faut qu'il emmene son fils , & il n'aura pas la mortification de se jeter aux piés du Roi : mon Maître ne le verra que lorsqu'il aura rempli exactement toutes les conditions qui lui ont été imposées par le traité de Paris. Après la conférence , Dom Louis envoya Pimentel au Cardinal pour faire de nouveaux efforts qui furent également inutiles. Pimentel revint , persuadé que le Cardinal vouloit se retirer. Pour l'arrêter & pour le convaincre qu'en Espagne on croyoit la paix certaine , on lui envoya les présens que Philippe IV. destinoit à Louis XIV. Le Cardinal en informa la Cour , & il demanda que l'on préparât des présens pour le Roi d'Espagne , pour Dom Louis & pour Dom Coloma.

Le

Le Duc de Lorraine n'étoit plus prisonnier au Château de Toledé; on lui avoit donné la Ville & les environs pour prison, & on avoit exigé de lui qu'il promît par écrit qu'il n'approcheroit point de Madrid de plus de six lieues. Il envoya à Andaye un homme de confiance pour demander qu'il lui fût permis de venir aux conférences défendre ses propres intérêts, & en même tems il fit dire au Cardinal Mazarin qu'il desiroit avec passion son amitié, qu'il vouloit même rechercher son alliance; qu'il ne pensoit ni à se marier, ni à retourner en Lorraine, si on ne le jugeoit pas à propos; qu'il remettroit ses Etats au Prince Charles son neveu; qu'il serviroit le Roi où l'on voudroit, & qu'il pouvoit encore par ses amis rendre de grands services à la France. Au reste, il espéroit que le Roi agiroit généreusement avec lui; il protestoit qu'il ne rentreroit jamais dans ses Etats, si on ne les lui rendoit entierement, & il croyoit que cette affaire devenoit personnelle au Cardinal par l'alliance qu'il vouloit contracter avec lui.

M m

1659.

Le Cardinal sans accepter , ni refuser l'alliance honorable qu'on lui proposoit , dit que cela seul lui fermeroit la bouche , & l'empêcheroit de dire un seul mot en faveur du Duc de Lorraine , dans la crainte qu'on ne l'accusât d'agir pour ses intérêts , & pour ceux de sa famille , qu'il sacrifieroit toujours à la gloire du Roi & au bien de l'Etat ; il assûra l'Envoyé du Duc de Lorraine que le Roi avoit marqué pour ce Prince & pour sa Maison une bonté extraordinaire , puisque s'il avoit voulu se relâcher sur l'affaire de M. le Prince , & retenir la Lorraine , le Roi d'Espagne y auroit consenti. Le Duc ne devoit jamais espérer de recouvrer Clermont, Stenay & Jametz, qui avoient été cédés à la France par des traités particuliers. Il avoit contracté avec le Roi les engagements les plus solennels , sous peine de perdre ses Etats ; cependant il n'avoit rempli aucun de ses engagements ; il s'étoit attaché opiniâtrément au parti de l'Espagne ; il avoit signalé son aversion contre la France , & le

Roi lui rendoit la Lorraine. Le Cardinal comparoit ce traitement avec celui que le Duc de Lorraine avoit reçu en Espagne, où bien loin d'obtenir des récompenses, il avoit été retenu prisonnier. Il étoit traité comme le Prince Palatin, qui n'avoit pû recouvrer par le traité de Munster qu'une partie de ses Etats, malgré la protection puissante des Rois de France & de Suede victorieux en Allemagne. Le Cardinal répéta à l'Envoyé que les Espagnols avoient peu d'affection pour son Maître; & quand même ils se seroient intéressés sincèrement pour lui, ils n'auroient pas obtenu davantage, eux qui perdoient plusieurs places, & qui faisoient de grands sacrifices à la paix.

1659.

Lorsque le Ministre de France croyoit avoir terminé l'affaire de M. le Prince, Dom Louis lui proposa une nouvelle conférence, sans expliquer le motif qui le déterminoit à la demander. La négociation & les prières n'avoient pas réussi. Dom Louis crut qu'il pourroit intimider le Cardinal; il parla

M m ij

1659.

avec emphase du mécontentement du Roi d'Espagne, sur ce qu'on lui refusoit le rétablissement de M. le Prince, & il ajouta que ce Prince iroit où Dieu lui inspireroit d'aller : mais que l'on ne jouïroit pas si tranquillement des effets de la paix. Le Cardinal remercia Dom Louis de ce qu'il lui parloit avec sincérité ; ce discours s'accordoit avec celui de Christoval, qui avoit assuré l'Abbé Siry, que s'il n'étoit pas pressé d'écrire l'histoire de cette paix, dans peu de tems il auroit sujet de l'écrire sur un ton bien différent. Le Cardinal dit qu'il ne lui restoit qu'à prendre congé, puisque le malheur de la Chrétienté vouloit que les intérêts de M. le Prince empêchassent la paix une seconde fois ; mais on devoit espérer que Dieu beniroit les armes du Roi qui avoit recherché la paix bien sincèrement, & dans le tems même des plus grands succès qu'il avoit à la guerre.

Dom Louis accoûtumé à fâcher le Cardinal, & à l'appaïser, renouvella ses anciennes protestations,

que les intérêts de M. le Prince n'empêcheroient pas la paix ; il avoit seulement voulu dire que le Roi son Maître desiroit fort d'obtenir quelques graces pour M. le Prince. La méthode est nouvelle , dit le Cardinal , d'assûrer que cette affaire n'empêchera pas la paix , lors même qu'elle seule la suspend , & qu'elle est au moment de tout renverser. Dom Louis peu instruit des affaires de France , répétoit au Cardinal tout ce qu'il entendoit dire à Lenet ; il se hafarda à citer l'exemple du Connétable de S. Pol , à qui Louis XI. même le plus sévere des Rois de France , avoit pardonné plusieurs infidélités. Le Cardinal n'eut pas de peine à puiser dans l'Histoire de France des exemples d'une juste sévérité ; il rappella d'abord celui de Louis Prince de Condé , bisayeul de M. le Prince , qui avoit été condamné à mort sous le regne de François II. & qui auroit péri , si une mort précipitée n'eût enlevé le Roi. Les exemples du regne d'Henri IV. & de Louis XIII. étoient encore ré-

1659.

cens ; ils prouvoient qu'en France on avoit toujours puni la révolte , lorsqu'on avoit pû le faire avec sûreté ; pour le Connétable de Saint Pol , s'il avoit d'abord recueilli quelques avantages de ses perfidies , il les avoit enfin payées de sa tête. Dom Louis n'eut rien à répliquer , & le Cardinal rendant compte au Roi de cette conférence , dit qu'il arrive à Dom Louis ce qui arrive à ceux que l'on contraint de se battre à force de raisons , & de leur représenter l'infamie qui suit toujours une lâcheté ; ils ne se battent pas de bon cœur , & ils sont toujours vaincus. Le Cardinal se croyoit assuré de la victoire dans les combats qu'on lui livroit pour M. le Prince , & pour persuader Dom Louis que l'on romproit plutôt la négociation que d'accorder à M. le Prince au-delà de ce qu'on lui avoit accordé par le traité de Paris , il dit que quoique son Maître desirât la paix , & que lui-même vît avec douleur renouveler la guerre entre les deux Couronnes , il lui feroit glorieux & avantageux de

rompre à l'occasion de M. le Prince ; que la France lui applaudiroit ; que les Espagnols mêmes désapprouveroient cette rupture , & que les pierres s'éleveroient contre ceux qui auroient replongé deux grands Royaumes dans les horreurs de la guerre , uniquement parce que M. le Prince ne sortoit pas avec honneur du mauvais pas où il s'étoit mis. Dom Louis rappella à la mémoire du Cardinal la proposition qu'il avoit faite lui-même , que le Roi d'Espagne donnât des places fortes à M. le Prince , qui les remettroit au Roi , & qui recevroit en conséquence de ce sacrifice des preuves des bontés du Roi : si la proposition a été sincère , disoit Dom Louis , nous ferons bientôt d'accord. Le Cardinal feignit d'avoir fait cette proposition de son propre mouvement , & de craindre qu'elle ne déplût au Roi ; il ajouta que cependant si l'on offroit des places considérables , il se chargeroit d'en rendre compte au Roi , sans répondre du succès de la proposition. Dom Louis dit qu'après l'offre

1652.

1659.

qu'il alloit faire , il ne falloit plus lui demander de récompense pour Bergues , & que le Roi d'Espagne vouloit bien donner à M. le Prince Philippeville & Mariembourg , pour les remettre au Roi de France , sous la condition que l'on donneroit la Charge de Grand-Maître au Duc d'Enguien. Le Cardinal rejeta cette proposition avec hauteur ; il dit qu'il falloit parler d'Aire & de Saint Omer , ou de Cambray & du Cambresis , ou des quatre places que l'on avoit offertes autrefois à M. le Prince , Avesnes , Charlemont , Philippeville & Mariembourg. Dom Louis dit qu'il ne pouvoit écouter les deux premières propositions ; quant à la dernière , il assûra que jamais on n'avoit offert à M. le Prince que Charlemont , Philippeville & Mariembourg, il les offroit encore ; pour la place d'Avesnes, elle étoit d'une importance qu'il ne pouvoit la céder sans un ordre précis , & qu'il alloit expédier un Courier pour savoir les intentions de son Maître.

Le Cardinal dit que la cession de ces quatre places n'étoit pas proportionnée à ce que l'on exigeoit en faveur de M. le Prince. Dom Louis répliqua qu'il étoit bien malheureux que le Cardinal ne se contentât pas d'une offre qui le faisoit trembler, & que dans le Conseil de Madrid on le blâmeroit de l'avoir faite. Ne vous attirez donc point de reproches, répondit le Cardinal, par la cession de la place d'Avèfnes; exécutons le traité de Paris; l'argent que le Roi d'Espagne donnera à M. le Prince finira tout, & mon Maître ne s'y opposera pas. Je ne vous ai inspiré la cession de quelques places que pour vous faire plaisir, & pour vous tirer de l'embarras où vous jette l'obsession des gens de M. le Prince : n'en parlons plus, puisque cette voie est dangereuse pour vous. Dom Louis demanda vingt-quatre heures pour y réfléchir, & un profond secret sur ces nouvelles propositions.

Lorsqu'il revit le Cardinal, il affecta d'être extrêmement inquiet sur

1659.

la foiblesse qu'il avoit eue de parler de la cession d'Avesnes. Le Cardinal craignoit qu'il ne révoquât l'offre de cette place ; cependant il affecta une grande indifférence à cet égard. Sur tout il s'opposa à ce que M. le Prince vînt aux conférences, comme Dom Louis le souhaitoit encore ; il s'agit , disoit-il, de finir le grand ouvrage de la paix , non d'expédier des Couriers qui ne peuvent être de retour que dans vingt jours. L'Espagne veut temporiser pour voir s'il n'arrivera pas en Angleterre quelque changement qui lui soit favorable. On veut me lasser & me fatiguer ; mais quoique mon tempérament soit devenu tout François , j'aurois toute la patience possible , si l'intérêt de mon Maître & le bien de la Chrétienté ne demandoit pas que l'on finît. Dom Louis prit congé du Cardinal , en lui demandant seulement la permission de lui envoyer Pimentel ; c'étoit pour lui dire que Dom Louis avoit pris le parti de céder Avesnes, Philippeville & Marienbourg, sans attendre les ordres du Roi d'Espa-

gne, quand même il en devoit être disgracié. Le Cardinal rit de la prétendue frayeur du Ministre Espagnol, & il dit qu'il falloit ajoûter à ces trois places, ou la restitution de Juliers au Duc de Neubourg, ou donner à la France le Pays de Conflent & la partie de la Cerdagne, qui est en deçà des Monts.

1659.

Dom Louis ne vouloit plus quelques jours après céder les trois places qu'il avoit offertes; il étoit dans des irrésolutions continuelles, que le Cardinal attribuoit au peu de connoissance que ce Ministre avoit des affaires de France. Le Cardinal se plaignit de ce qu'on l'amusoit; il protesta qu'il avoit ordre de finir de quelque maniere que ce fût. L'Angleterre, la Suede, le Portugal, tous les Alliés de la France demandoient à renouveler leurs traités; tout étoit furcis par les négociations pour la paix, & tout languissoit par son retardement. Dom Louis, bien loin de finir, proposa d'envoyer deux Couriers, l'un à Bruxelles pour savoir les dernieres intentions de M. le Prince,

1659.

l'autre à Madrid pour avoir de nouveaux ordres du Roi. Le Cardinal pour toute réponse voulut se retirer ; Dom Louis se désista de l'envoi des Couriers ; & après avoir fait quelques propositions nouvelles, que le Cardinal n'adopta pas, il promit de finir le lendemain.

Il avoit espéré que le Cardinal accepteroit l'offre qu'il lui fit de Philippeville, Mariembourg, Avesnes pour le Roi de France, & de Juliers pour le Duc de Neubourg ; mais il exigeoit qu'on ne parlât plus du Pays de Conflent & de la partie de la Cerdagne qui est en deçà des Monts ; ou si la France les demandoit, Dom Louis prétendoit qu'elle cédât à l'Espagne Béthunes & Saint Venant. Le Cardinal soutint, ou qu'il falloit s'en tenir au traité de Paris pour M. le Prince, ou qu'il falloit faire des offres plus avantageuses à la France, soit du côté des Pays-Bas, soit vers les Pyrénées : on ne put rien fixer sur ces différentes prétentions.

Enfin, dans la conférence qui suivit, Dom Louis abandonna le

Conflent & la partie de la Cerdagne que la France prétendoit; mais il demanda le Gouvernement de Champagne pour M. le Duc d'Enghien, sous prétexte qu'autrefois il y avoit été nommé. Sur le refus du Cardinal, Dom Louis tâcha d'obtenir au moins le Gouvernement de Stenay pour M. le Prince. Le Cardinal dit qu'il n'étoit pas possible de lui confier le Gouvernement d'une place frontiere; que M. le Prince ne s'étoit servi de ce Gouvernement & de celui de Clermont que contre son Maître & son Bienfaiteur, & que l'on ne vouloit pas éprouver s'il en feroit un meilleur usage. Dom Louis crut que c'étoit le moment favorable pour parler en faveur des François qui avoient suivi M. le Prince; il n'hésita pas à demander qu'ils fussent tous rétablis dans leurs biens & dans leurs Charges. Le Cardinal dit que le Roi vouloit bien leur rendre leur patrimoine, mais qu'il ne leur accorderoit aucune autre grace; il fallut donc que l'Espagne se bornât à les dédommager des Charges qu'ils perdoient, &

1659.

qu'elle leur donnât de l'argent pour cette indemnité.

A l'égard de M. le Prince , on décida définitivement qu'il reviendrait en France, & même à la Cour, où il jouïroit de tous les droits & des honneurs attachés à sa dignité de premier Prince du Sang , qu'on lui rendroit ses biens , sans cependant qu'il pût rien exiger pour le passé de ses apointemens , de ses pensions , de ses revenus , & de ce que le Roi pouvoit lui devoir avant sa sortie du Royaume. En considération de ce que le Roi d'Espagne rendoit Juliers au Duc de Neubourg , & de ce qu'il cédoit au Roi de France la place d'Avesnes, qu'il avoit eu intention de donner à M. le Prince , on lui assûroit le Gouvernement de Bourgogne & de Bresse , ceux du Château de Dijon & de la Ville de S. Jean-de-Lône ; la Charge de Grand Maître passoit à M. le Duc d'Enguien , avec le droit de survivance en faveur de M. le Prince , & l'on promettoit de faire expédier des lettres d'abolition pour lui & pour ceux qui l'a-

voient suivi hors du Royaume. On lui imposoit l'obligation de désarmer dans huit semaines après la signature du traité ; on ne lui permettoit pas de céder à aucun Souverain les troupes qu'il avoit aux Pays-Bas ; il devoit déclarer par écrit qu'il renonçoit à tous les traités qu'il avoit faits avec le Roi d'Espagne , ou d'autres Princes étrangers ; il étoit obligé de promettre par le même acte qu'il ne prendroit jamais de semblables engagements , & qu'il ne s'attacheroit à aucun Potentat qu'au Roi son Souverain Seigneur , à peine d'être déchu de la réhabilitation & du rétablissement qu'on lui promettoit ; enfin il devoit remettre au Roi les places de Rocroy , du Câtelet & de Linchamp , au tems qui lui seroit prescrit.

1659.

Les grandes difficultés étoient applanies , & l'on ne craignoit plus de voir échoüer la négociation. Dom Louis vouloit toujours que l'on permît à M. le Prince de venir aux conférences ; il en donnoit un prétexte plausible , en assûrant que

1659.

c'étoit uniquement pour reconcilier ce Prince avec le Cardinal , & pour les unir à jamais. Le Cardinal répondit que M. le Prince ne pourroit rentrer en France qu'après avoir exécuté tout ce qu'il avoit promis , & que les conférences seroient finies avant qu'il eût pû licencier ses troupes. Les Ministres réglerent que l'Infante n'ameneroit en France que peu de personnes destinées à son service ; son Confesseur , un Médecin , un Apothicaire & trois femmes de chambre ; pour les charges de sa Maison , le Cardinal dit que le Roi en avoit disposé selon l'usage.

Dom Louis proposa de laisser au moins à M. le Prince le petit Gouvernement de Verdun sur la Saône , & il ne put y réussir. Il souhaitoit que dans le traité de paix on ne parlât de M. le Duc d'Enguien que pour faire passer sur sa tête la Charge de Grand-Maître de la Maison du Roi , qu'on lui avoit enfin accordée. Le Cardinal observa qu'il étoit indispensable de ne pas laisser subsister sa prétention sur le Gouvernement

vernement de Champagne, & qu'il falloit expliquer que la Charge de Grand-Maître lui étoit donnée en échange de ce Gouvernement. Les Ministres de France & d'Espagne chercherent les moyens de pacifier les troubles qui s'étoient élevés dans le Nord entre la Suede & le Danemark. On desiroit que la paix fût générale, & l'on craignoit avec raison que les Rois de France & d'Espagne ne fussent entraînés indirectement dans une nouvelle guerre par les secours qu'ils se croiroient obligés de donner à leurs Alliés; pour l'éviter, on se promit mutuellement d'envoyer des Ambassadeurs dans les Cours du Nord, qui offriroient la médiation de leurs Maîtres, & qui travailleroient à y rétablir la paix.

La conférence suivante, dit le Cardinal dans sa dépêche au Roi, datée du 22. Septembre, commença bien & finit mal; le Ministre d'Espagne fit présent au Cardinal d'un attelage; il le pria, s'il le donnoit au Roi, de l'avertir de ne pas mener lui-même ces chevaux extrê-

1659.

mement difficiles à conduire. Il pressoit le départ du Maréchal de Grammont, quoiqu'il fût presque impossible que le Roi d'Espagne vînt sur la frontière avec l'Infante sur la fin de l'année, où les Couriers mêmes étoient souvent arrêtés par les neiges dans les montagnes de la Vieille Castille. Le Cardinal s'étoit attendu à cette difficulté; mais il fut surpris de voir Dom Louis retomber dans ses incertitudes, & vouloir soumettre à un nouvel examen des articles déjà décidés. Le Ministre d'Espagne ne pouvoit consentir à ce que l'on fit mention dans le traité des Gouvernemens de Champagne & de Berry, auxquels M. le Duc d'Enguien aspirait, & dont le Cardinal vouloit l'exclure expressément; ce Prince, disoit le Ministre d'Espagne, n'est point coupable; il n'avoit que sept ans, lorsqu'il a suivi M. le Prince son père. Pourquoi laisser dans le traité des preuves de l'indignation du Roi contre lui, s'il n'a pu la mériter? L'Espagne avoit cédé à la France, sans aucune restriction, la place

d'Avesnes ; Dom Louis ne vouloit pas que les dépendances de cette place fussent enveloppées dans la cession , sous le prétexte que les dépendances d'Avesnes appartenoient au Prince de Chimay , & que le Roi d'Espagne ne pouvoit céder ce qui appartenoit à l'un de ses Sujets ; enfin , Dom Louis paroissoit se repentir d'avoir cédé à la France le Comté de Conflent ; il ne s'opposoit pas à ce que le Roi de France en prît possession ; mais il demandoit que l'on n'en parlât pas dans le traité ; il prétendoit qu'il suffisoit de dire que l'Espagne cédoit à la France tout ce qui est en deçà des Monts , & que les Commissaires nommés de part & d'autre fixassent les bornes des Pays compris dans cette cession. Le Cardinal étonné de ces variations , dit que son Maître , bien loin de donner des marques d'indignation contre M. le Duc d'Enguien , lui accordoit un bienfait signalé en lui donnant la Charge de Grand-Maître ; que l'on étoit convenu de la cession pure & simple d'Avesnes , ce qui emportoit

1659.

1659.

nécessairement la cession de ses dépendances, comme on l'avoit réglé pour toutes les places qu'on cédoit mutuellement par ce traité. Si Dom Louis s'opposoit à ce que la cession du Comté de Conflent fût exprimée dans le traité, il falloit que l'Espagne eût quelque dessein qu'elle dissimuloit; il ne suffisoit pas de dire qu'elle cédoit à la France ce qui est en deçà des Monts, & il falloit au moins décider par le traité quels étoient les Monts qui devoient servir de bornes entre les deux Royaumes; si l'on ne decidoit pas nettement cette question, on laisseroit un levain pour une guerre nouvelle: mais le Roi de France aimoit mieux continuer la guerre avec la supériorité que ses armes lui avoient donnée, que de la recommencer, lorsque le Roi d'Espagne auroit eû le tems de subjuguier le Portugal, & qu'il auroit recouvré toutes les places que la France vouloit bien lui rendre par le traité de paix; Dom Louis ne voulut céder sur aucun de ces objets: l'on se sépara avec vivacité & avec aigreur.

Dans l'intervalle de cette conférence, & de celle qui fut tenue le 25. Septembre, le Cardinal envoya M. de Lyonne à Dom Louis pour lui offrir une dernière fois l'alternative de l'exécution du traité de Paris, à l'égard de M. le Prince, ou de la cession formelle du Comté de Conflent, & de la place d'Avesnes avec ses dépendances; M. de Lyonne avoit ordre de demander une réponse précise. Dom Louis ne voulut rien promettre; il dit qu'il lui falloit de nouveaux ordres de son Maître.

1659.

Le Cardinal demanda une entrevûe pour savoir le motif d'un procédé si extraordinaire. Le Ministre d'Espagne répondit que c'étoit malgré lui qu'il faisoit naître des incidents capables d'altérer la bonne intelligence; mais il croyoit avoir à se plaindre de M. de Lyonne qui lui avoit parlé avec hauteur, & qui lui avoit déclaré que s'il ne donnoit une réponse précise sur le champ, le Cardinal se retireroit, sans attendre des nouvelles de Madrid. M. de Lyonne, répondit le Cardinal,

1659.

est donc bien malheureux d'avoir déplû à Votre Excellence, & de ne m'avoir pas satisfait, puisqu'il ne m'a pas rendu une réponse précise, qui étoit l'unique objet de son voyage. Nous pouvons tout achever en un quart d'heure, en exécutant le traité de Paris, qui a été ratifié par le Roi d'Espagne; il n'est plus question ni du Comté de Conflent, ni de la place d'Avèfnes. Ne parlons plus de M. le Duc d'Enguien, & ne cherchons plus des expédiens pour M. le Prince; tout est réglé; il ne reste qu'à signer & à publier la paix. Tout est trop avancé, répliqua Dom Louis, pour ne pas finir à la satisfaction des deux Partis. Si je n'ai pas acquiescé à vos dernières propositions, ce n'a pas été par mauvaise volonté, mais par défaut de pouvoir. J'ai été d'avis de céder expressément le Comté de Conflent & la partie de la Cerdagne, qui est du côté de la France. J'attens des ordres dans peu de jours, & j'espère qu'ils seront tels que vous les desirez. Le Cardinal voulut rédiger sans délai cet article, afin qu'il n'y eût

plus qu'à signer au retour du Courier. La cession du Conflent & d'une partie de la Cerdagne fut faite dans les termes les plus forts, & il parut que Dom Louis n'avoit fait cette difficulté que pour obtenir le Gouvernement de Berry en faveur de M. le Duc d'Enguien; il demanda en effet ce Gouvernement, comme si l'Espagne l'eût acheté par la cession du Conflent & de la Cerdagne; le Cardinal s'en défendit, sur ce qu'il avoit rendu un dernier compte au Roi de tout ce qui regardoit M. le Prince & M. le Duc d'Enguien; mais il ajoûta que si la conduite de ces Princes étoit agréable au Roi, M. le Duc d'Enguien ne prétendrait pas en vain à de pareils Gouvernemens. Dom Louis avertit le Cardinal des plaintes que faisoit M. le Prince, qui étoit persuadé que le Cardinal ne vouloit pas lui rendre son amitié, puisqu'il avoit refusé de le voir aux conférences; le Cardinal soutint avec raison, qu'il ne devoit point voir M. le Prince qu'il n'eût accepté les conditions de la paix, & qu'il n'eût rendu ses respects au Roi.

1659.

Tout étoit réglé à son égard ; cependant ses intérêts pensèrent rompre encore une fois la négociation. Lenet avoit persuadé à Dom Louis que l'article qui concernoit M. le Prince devoit être rédigé d'une manière qui lui fût honorable ; il en avoit donné un modele au Ministre Espagnol, & dans ce modele, sans parler ni de la faute de M. le Prince, ni de l'amnistie que le Roi lui accordoit, on supposoit qu'il avoit traité avec son Maître sur les conditions de la paix, comme un Prince étranger auroit pû traiter. Ce modele fut présenté par Dom Coloma à M. de Lyonne, qui refusa de s'en charger, & qui prédit aux Espagnols que la témérité de Lenet, & la complaisance aveugle de Dom Louis feroit prendre au Cardinal un parti auquel ils ne s'attendoient pas. Les Espagnols ne se rendirent pas ; ils firent passer le projet jusqu'au Cardinal. Ce Ministre en fut étonné ; il prit sincèrement le parti de rompre les conférences, & de se retirer. D'abord il envoya à Dom Louis le présent qu'il

qu'il lui avoit destiné, pour ne pas être en reste avec lui; il fit partir un Courier pour défendre au Maréchal de Grammont de partir. Il envoya le projet à la Cour, & il ne voulut point voir le Ministre d'Espagne qu'il n'eût reçu les ordres de son Maître. Lorsque ces ordres furent arrivés, il vit Dom Louis, & il lui dit que le Roi & son Conseil avoient été scandalisés du projet que Lenet avoit osé présenter; qu'il avoit ordre de se retirer, & qu'il ne convenoit pas au Roi de disputer plus long-tems avec son Sujet; on a toujours assuré, ajoûta-t-il, que M. le Prince desiroit sincerement la paix entre les deux Couronnes, & qu'il souhaitoit avec passion de servir son Maître, lui qui ne craint point de former des demandes qui feront un obstacle éternel à la paix. Le Roi même se plaint avec justice, de ce que depuis la trêve, & que l'on a posé les armes de part & d'autre, Dom Louis est le seul qui ait entrepris de faire la guerre à sa réputation; le Ministre d'Espagne fut mortifié de ce reproche qui lui étoit

1659.

personnel , & il fit de grandes protestations de respect pour le Roi. Il s'agit, dit le Cardinal, de prouver vos bonnes intentions par des effets. Je vous offre encore le choix, ou du traité de Paris, ou des conventions que nous avons faites tout récemment; mais je ne souffrirai rien qui puisse blesser la dignité de mon Maître. Dom Louis répond que rien au monde ne peut empêcher la paix; il demande que le Maréchal de Grammont continue son voyage; il ne marchera pas, dit le Cardinal, que cette affaire ne soit terminée. Dom Louis se borna à demander en grace que l'on ne mît pas M. le Prince au désespoir par des termes injurieux. Le Cardinal lui promit de le satisfaire autant que l'honneur du Roi pourroit le permettre.

Le lendemain, il remit son projet à Dom Louis, qui refusa même de le lire, & qui protesta qu'il le signeroit aveuglément, par le desir extrême qu'il avoit de consommer l'ouvrage de la paix. Depuis plusieurs jours on gardoit le silence sur la difficulté que Dom Louis avoit

faite au sujet des dépendances d'Avesnes. On décida que pour ces dépendances , le Prince de Chimay reconnoîtroit la Souveraineté du Roi , comme il avoit reconnu celle du Roi d'Espagne ; qu'il n'auroit aucune juridiction sur le territoire d'Avesnes , où la justice avoit été rendue jusques-là en son nom ; que toutes les Fortifications & tous les revenus de la place appartiendroient à la France , & que le Roi d'Espagne l'en dédommageroit. Dom Louis promit que l'on ne fortifieroit aucune place entre Avesnes & les Pays qui appartennoient à la France, ou qui lui étoient cédés par ce traité.

1659.

L'on régla que les Monts qui de toute ancienneté avoient servi de bornes entre les Gaules & l'Espagne, en serviroient encore, & que l'on nommeroit des Commissaires pour terminer toutes les difficultés que ce bornage pouvoit occasionner. Dom Louis pressoit le voyage du Maréchal de Grammont ; il dit qu'on l'attendoit à Madrid avec impatience, & qu'on lui préparoit des

1659.

honneurs extraordinaires, & que s'il y avoit eû à la Cour d'Espagne un plus grand Seigneur que l'Amirante de Castille, on l'auroit nommé pour recevoir & pour accompagner le Maréchal; il demanda qu'on retirât de Catalogne l'armée Françoisse d'abord après la signature du traité, & il n'eut pas de peine à l'obtenir.

L'on n'avoit plus à régler que des objets moins intéressans, & les négociations devenoient plus faciles, à mesure qu'elles approchoient de leur fin. Les Ducs de Savoie & de Mantoue étoient en contestation au sujet de la dot de l'Infante Marguerite mariée à pour ne point laisser de sujet de guerre entre ces Princes, on entendit leurs Ministres: mais ceux de France & d'Espagne ne purent les concilier. La France protégeoit le Duc de Savoie; l'Espagne étoit alliée du Duc de Mantoue; on craignoit que cet objet tout médiocre qu'il étoit, ne rallumât la guerre en Italie; pour la prévenir, on renvoya la décision de cette affaire au Duc de Navaille.

& au Comte de Fuenfaldagne , qui étoient à la tête des armées de France & d'Espagne au-delà des Alpes. Ils devoient prononcer en qualité d'Arbitres , & ils avoient les forces nécessaires pour faire exécuter leur décision. Dom Louis paroissoit peiné de l'état où l'on laissoit les Ducs de Lorraine & de Mantoue Alliés de l'Espagne , lors même que le Duc de Neubourg , qui n'étoit allié de la France que depuis très-peu de tems , obtenoit tout ce qu'il pouvoit desirer. Ce Ministre vouloit encore négocier sur ces intérêts ; il ne cessoit de demander le Gouvernement de Champagne pour M. le Duc d'Enguien ; le Cardinal le déterminâ enfin à ne plus faire de sollicitations inutiles sur des objets que l'on avoit épuisés , & qui avoient été décidés sans retour.

L'on étoit fort avancé dans le mois d'Octobre , lorsque le Roi d'Angleterre se rendit à Fontarabie, de l'agrément de Dom Louis. Le Duc de Lorraine vint à Yron pour être à portée des conférences ; il étoit sorti d'Espagne sans avoir pû

1659.

obtenir audience du Roi , & il ne dissimuloit point son ressentiment sur la dureté & l'ingratitude de l'Espagne. On vit paroître dans le même tems un Ambassadeur de Portugal , des Envoyés de Mayence , de Cologne & de Neubourg. Le Cardinal dit à cette occasion, qu'il ne falloit plus douter de la fin de la comédie , puisque tous les Acteurs paroissoient sur le théâtre.

Le Duc de Lorraine fit dire au Cardinal qu'il étoit extrêmement mécontent de l'Espagne , & qu'il ne vouloit plus se conduire que par les conseils , & suivant les intérêts de la France ; il demandoit que le Cardinal l'entendît sur les projets qu'il avoit formés. Ce Prince avec beaucoup d'esprit , de courage & de talens pour la guerre , s'étoit perdu par son inconstance ; il avoit voulu se faire rechercher par les grandes Puissances ; & par sa conduite, il les avoit obligées à le maltraiter. Le Cardinal persuadé que l'on ne devoit avoir aucune confiance à ses promesses & à ses traités les plus solennels , lui fit dire qu'il ne pou-

voit recevoir que de Dom Louis du soulagement dans sa situation , & que la paix étant faite entre la France & l'Espagne , la France ne pouvoit profiter de son mécontentement.

1659.

Le Roi d'Angleterre embarrassé davantage le Cardinal : ce Prince infortuné ne demandoit d'abord qu'une entrevue avec le Roi de France , qu'il espéroit de toucher par la justice de sa cause & par le malheur de sa situation. Le Cardinal en parut attendri , il en conféra avec le Ministre d'Espagne , & le résultat de leurs conférences fut que les tems n'étoient pas propres au rétablissement du Roi d'Angleterre.

Le Duc de Lorraine ne s'étoit pas rebuté du premier refus que le Cardinal avoit fait de l'entendre ; il avoit obtenu une conférence avec ce Ministre ; & quoiqu'elle dût déplaire au Ministre d'Espagne , le Cardinal la donna avec un éclat qui parut même affecté. Il envoya la Compagnie de ses Gardes , & ses carrosses sur la frontière pour rece-

1659.

voir ce Prince ; lui-même s'avança jusqu'à une demi-lieue de S. Jean de Luz ; mais il lui refusa la main , & il s'excusa de ce qu'il ne lui rendoit pas sa visite , parce que ce Prince habitoit encore sur les Terres d'Espagne , où le Cardinal ne devoit pas aller. Le Duc de Lorraine n'oublia rien de tout ce qui pouvoit toucher le Ministre en sa faveur ; il fit des protestations d'un attachement éternel au service du Roi ; il demanda que l'on adoucît la rigueur du traité ; il se plaignit avec aigreur des Espagnols qui avoient fait les plus grands efforts , jusqu'à sacrifier des places considérables pour procurer des graces à M. le Prince , & qui abandonnoient un Prince Souverain leur ancien Allié , consacré à leur service depuis vingt-cinq ans , & écrasé pour avoir pris leur parti. Il avoüoit cependant qu'il n'avoit pas droit de prétendre que le Roi de France fût pour lui plus que le Roi d'Espagne ; mais cela même feroit éclater davantage la générosité du Roi , & la France devoit en recueillir de grands avantages.

Le Cardinal fut insensible à tout ; il répondit que tout étoit décidé , & qu'il n'étoit plus possible de changer le traité ; le Duc de Lorraine ne devoit attendre sa guérison que de Dom Louis , & toute la France seroit indignée avec raison contre le Cardinal , si le Roi accordoit au Duc de Lorraine des graces que l'Espagne n'exigeoit pas. Au reste , le Cardinal ne dissimula pas la joie qu'il ressentoit de voir que les Alliés de son Maître fussent mieux traités que ceux de l'Espagne ; il parut mortifié de ce que cette différence étoit aux dépens du Duc de Lorraine ; & pour lui faire mieux sentir qu'il ne devoit jamais avoir de confiance aux Espagnols , il dit à ce Prince, qu'il supplieroit le Roi de se relâcher de quelqu'uns des avantages qui lui étoient assurés par le traité à l'égard de la Lorraine , si le Duc de Lorraine pouvoit déterminer Dom Louis à lui faire les mêmes sacrifices qu'il avoit faits à M. le Prince , & à lui donner en Flandres quelques places , qu'il pût céder à la France pour fortifier ses frontieres.

1659.

Le Duc de Lorraine saisit ce projet avec empressement ; il promit de faire tous ses efforts pour y déterminer Dom Louis ; en attendant le succès de sa négociation , il demanda au Cardinal qu'on lui rendît le Duché de Bar , qui étoit un objet médiocre pour le Roi de France , & dont le revenu n'excédoit pas quatre mille francs. Il proposa de transporter en Franche-Comté le chemin que le Roi s'étoit réservé en Lorraine pour le passage des troupes qu'il enverroit en Alsace. Le Cardinal ne rejetta aucune proposition ; mais il assûra qu'il ne pouvoit répondre que lorsqu'il sauroit avec certitude ce que le Roi d'Espagne vouloit faire en faveur du Duc de Lorraine. Lorsque le Cardinal rendit compte au Roi de cette conversation , il établit pour principe qu'il étoit utile à la France d'accepter les dédommagemens que l'Espagne donneroit pour ce que l'on relâcheroit en Lorraine. Selon lui, on pouvoit rendre facilement le Duché de Bar , qui n'a point de places fortes , & dont les troupes du Roi pou-

voient s'emparer , lorsque le Duc de Lorraine prenoit parti contre la France , & il étoit plus utile d'affoiblir le Roi d'Espagne du côté des Pays-Bas , que d'affoiblir un Duc de Lorraine qui n'étoit pas assez fort pour contester avec le Roi.

1659.

Lorsque les deux Ministres se rassemblèrent , le Cardinal fit entrer dans la salle de la conférence M. le Duc de Guise , & M. le Comte d'Harcourt , pour remercier Dom Louis de ce qu'il avoit procuré la liberté du Duc de Lorraine. Le Cardinal présenta aussi à Dom Louis M. de Gonterii que le Maréchal de Grammont avoit envoyé de Madrid pour remercier Dom Louis des honneurs extraordinaires que ses fils avoient faits au Maréchal. Après ces présentations, Dom Louis étant demeuré seul avec le Cardinal , dit que les Ministres du Duc de Lorraine lui avoient livré un terrible assaut , & qu'ils l'avoient pressé extrêmement de céder quelques places de Flandres , pour que la France rendît le Duché de Bar ; Dom Louis se plaignit au Cardinal de l'a-

1659.

voir mis aux prises avec le Duc de Lorraine : pour rendre sa condition meilleure , il dit que le Cardinal avoit donné à ce Prince des moyens de le persécuter , mais que tout étoit fini , & que le Duc de Lorraine ne devoit plus rien attendre que de la générosité du Roi de France. Le Cardinal rappella à la mémoire de Dom Louis , qu'il l'avoit souvent pressé de finir la négociation avant que le Duc de Lorraine pût venir aux conférences , & les embarrasser par ses sollicitations. Ce Prince avoit appris par le bruit public que l'Espagne cédoit des places à la France en faveur de M. le Prince ; ce n'étoit point un mystère que le Cardinal lui eût révélé ; il étoit naturel que le Duc de Lorraine demandât d'être traité au moins aussi favorablement que M. le Prince ; si la proposition n'agréoit pas à Dom Louis , il étoit le maître de la rejeter. Dom Louis dit qu'il feroit un dernier effort pour le Duc de Lorraine , s'il ne s'agissoit que de céder quelques petites Terres pour faire rendre le Duché de Bar.

à ce Prince. Le Cardinal vouloit qu'on en donnât à la France un dédommagement considérable ; il dit que le Roi son Maître étoit satisfait de ce qui avoit été décidé, & qu'il ne se relâcheroit qu'à proportion des avantages que l'Espagne lui offriroit. Dom Louis laissa tomber ce discours ; il se proposoit de ne plus rien écouter sur les intérêts du Duc de Lorraine, qui par une conduite inconstante & bisarre, avoit mécontenté les deux Partis.

1659.

Le Maréchal de Grammont étoit parti pour aller demander l'Infante. Il avoit fait le voyage en poste avec un cortège très-nombreux & très-brillant. Arrivé à Mandés, Village situé à un quart de lieue de Madrid ; lui & toute sa suite prirent des habits magnifiques. Le Roi d'Espagne y avoit envoyé deux Lieutenans des postes, six Maîtres Couriers, huit Postillons, & beaucoup de chevaux de son Ecurie pour le Maréchal, & pour ceux qui l'accompagnoient ; on disposa la marche pour qu'elle se fit sans confusion ; un Lieutenant des Postes, les six

1659. Maîtres & les huit Postillons vêtus d'habits de satin couleur de rose , galonnés d'argent , marchoient à la tête : suivoit le Lieutenant Général des Postes seul ; le Maréchal étoit entre ses deux fils ; il avoit avec lui quarante Seigneurs François , ou Gentilshommes , & une nombreuse livrée fermoit la marche. On partit de Mandés au galop , & on entra à Madrid par la porte du Prado , au milieu d'une multitude innombrable de Peuple qui faisoit retentir l'air de cris de joie , & qui admiroit un spectacle unique dans son espece. Le Maréchal entra à cheval dans le vestibule du Palais ; là il fut reçu par l'Amirante de Castille , accompagné de dix-huit Grands d'Espagne. Le Roi l'attendoit dans un salon fort orné , assis sous un dais , & environné d'une Cour brillante. Il se leva dès que le Maréchal parut , & il se découvrit. Le Maréchal fit son compliment , & ensuite le Roi s'entretint familièrement avec lui. La conversation finie , le Maréchal passa au côté droit du fauteuil du Roi , & il lui demanda la

permission de lui présenter les Seigneurs qui l'accompagnoient ; la Reine & l'Infante voyoient la cérémonie d'une tribune où elles ne pouvoient être vûes. De l'appartement du Roi, le Maréchal fut conduit chez la Reine ; il lui parla un moment le chapeau sur la tête ; puis il se découvrit, & après avoir harangué la Reine, il parla aux deux Infantes. La Reine répondit en Espagnol, & l'Infante ne dit que ces mots : *Come esta la Reyna mi tia. Com-
ment se porte la Reine ma tante ?* Après les complimens, l'Amirante conduisit le Maréchal dans un Palais orné des meubles les plus riches de la Couronne, où toute sa suite fut logée commodément. On lui laissa le reste de la journée pour se délasser d'une course fatigante. Le lendemain il reçut la visite du Nonce, de l'Ambassadeur de l'Empereur, & de l'Ambassadeur de Pologne ; on lui donna l'un des carrosses du Roi, & six autres carrosses pour les Seigneurs qui étoient avec lui ; chaque jour fut marqué par quelque fête, & le vingt du mois d'Août,

1659.

Dom Fernando Ruys de Contreras lui apporta en cérémonie une lettre par laquelle le Roi l'assûroit qu'il accordoit avec plaisir l'Infante au Roi de France, & qu'il lui expliqueroit ses sentimens dans une Audience publique qui avoit été fixée pour le lendemain. Dans cette Audience, le Roi fit un discours fort touchant sur les malheurs des guerres qui avoient précédé, sur les avantages que l'on devoit recueillir de la paix & de l'alliance que les deux Couronnes les plus puissantes de l'Europe contractoient. Le Maréchal prit congé du Roi, de la Reine & de l'Infante, & le soir il assista à une comédie où il fut placé vis-à-vis de l'Infante, afin qu'il eût le tems de la considérer. Dans la lettre qu'il écrivit au Cardinal, il dit : *Je loue Dieu de tout mon cœur, de pouvoir écrire avec vérité, que rien n'est plus beau ni plus agréable que l'Infante, & dans la satisfaction que Votre Eminence doit avoir du grand nombre d'importans services que vous avez rendus à l'Etat, vous y pourrez ajouter celle d'avoir procuré au Roi la plus aimable femme qui soit*
dans

du Traité de Paix des Pyrén. 449
dans toute la Chrétienté. Avant le départ du Maréchal , le Roi lui envoya un cordon de chapeau de fort beaux diamans.

1652,

Tout étoit prêt à être signé, lorsque les vivacités du Duc de Lorraine retardèrent la signature de quelques jours. Il protesta à Dom Louis qu'il aimeroit mieux être abandonné par le Roi d'Espagne, que de le voir acquiescer à tout ce que la France exigeoit. Il reconnoissoit qu'il ne devoit pas se plaindre de la France qui lui avoit imposé les conditions les plus dures ; mais il lui étoit insupportable que la Maison d'Autriche signât sa ruine & sa perte, après l'avoir servie pendant vingt-cinq ans. Il dit nettement que les mauvais traitemens qu'il éprouvoit ternissoient la gloire du Roi Catholique, & que toutes les conventions que l'on avoit faites à son sujet, étoient aussi nulles qu'injustes, parce qu'il étoit Souverain, & qu'il n'avoit donné aucun pouvoir au Ministre d'Espagne pour traiter de ses intérêts. Il alla jusqu'à dire qu'il en feroit repentir l'Espagne, &

1659.

dans toutes les occasions, il répétoit les mêmes plaintes & les mêmes menaces. Le Cardinal étonné de ces incartades, dit au Duc de Lorraine en particulier, que sa conduite étoit imprudente, & qu'il devoit modérer ses discours dans un tems où il étoit encore au pouvoir des Espagnols, & qu'ils auroient plus de raison de le faire arrêter alors, que lorsqu'ils le firent arrêter à Bruxelles; on chercha des expédiens pour l'appaiser; le Cardinal souhaitoit fort qu'on lui proposât un dédommagement convenable pour le Duché de Bar; mais il dissimuloit, & Dom Louis ne faisoit aucune proposition. Le Duc de Lorraine fut obligé de plier; il reconnut trop tard, qu'un Prince foible, qui ne peut obtenir la neutralité entre deux grandes Puissances, doit sacrifier son inclination à son intérêt, & s'attacher à celle qui a plus de facilités pour lui nuire & pour le soutenir.

Dom Louis reçut alors la nouvelle affligeante de la mort de l'Infant, & de la maladie du Prince

des Asturies; les Espagnols proposèrent à cette occasion, que si le Prince des Asturies mouroit, l'on donnât la seconde Infante à Monsieur, qui iroit s'établir en Espagne, & dont la postérité succederoit à la Couronne: cette proposition s'évanoüit par le rétablissement de la santé du Prince des Asturies.

1659.

Avant que de signer, Dom Louis demanda au Cardinal une déclaration formelle, qu'il ne croyoit pas que l'on pût lui refuser. Le Cardinal avoit toujours assuré que le Roi d'Espagne pouvoit donner à M. le Prince une récompense en argent. Dom Louis exigeoit que le Cardinal déclarât que le Roi de France permettoit à M. le Prince d'accepter cette somme. Le Cardinal répondit que M. le Prince pouvoit l'accepter, mais qu'il étoit plus à propos que le Roi d'Espagne donnât le million d'or qu'il destinoit à M. le Prince, à l'Archiduc d'Infpruk, pour le dédommager des droits qu'il avoit eus sur l'Alsace, & qu'il avoit cédés au Roi de France par le traité de Munster, & qu'en

1659.

échange le Roi rendroit la même somme à M. le Prince. Dom Louis observa que le million d'or n'étoit pas prêt, & que le Roi d'Espagne ne pouvoit le payer qu'avec le tems, & en donnant tous les ans cent mille écus, jusqu'à ce que cette dette fût acquitée. Le Cardinal parut douter que M. le Prince se contentât de l'offre de Dom Louis; il assûra du moins que le Roi de France n'y consentiroit pas; cent mille écus payés tous les ans à M. le Prince par le Roi d'Espagne en pleine paix, auroient l'air d'une pension qu'il seroit indécent à M. le Prince d'accepter. Dom Louis assûra qu'il ne pouvoit offrir davantage; il prétendoit que la paix laissoit encore de grands embarras au Roi d'Espagne; il restoit en guerre avec l'Angleterre & le Portugal, & le mariage de l'Infante occasionnoit des dépenses extraordinaires. Le Cardinal se rendit; il donna un délai de trois ans pour payer cette somme, & Dom Louis s'en contenta.

Il voulut essayer de fléchir le Cardinal en faveur du Duc de Lorrain.

ne ; mais il ne prenoit pas la route que le Ministre de France lui avoit tracée ; & n'offrant rien pour indemniser la France de la cession du Duché de Bar, il ne put rien obtenir. Le sort du Roi d'Angleterre le touchoit encore davantage ; c'étoit, disoit-il, un Hôte bien moins incomode que le Duc de Lorraine ; il sollicitoit avec douceur, & il desiroit que le Roi de France s'intéressât à ses malheurs. Le Cardinal dit que son Maître en étoit touché ; mais qu'il étoit impossible d'entreprendre la guerre d'Angleterre dans un tems où celle d'Allemagne devenoit plus vive, & où le Roi ne pourroit se dispenser d'envoyer une armée dans l'Empire, pour empêcher que ses Alliés ne fussent opprimés, & pour faire exécuter le traité de Munster dont il étoit garant. Si le Roi d'Angleterre faisoit espérer qu'on pourroit le rétablir avec peu de troupes, ce Prince paroïssoit se flater, ou peut-être il ne desiroit que d'engager dans cette guerre la France & l'Espagne, dans l'espérance que ces deux Couron-

1659.

nes ne laisseroient pas leur ouvrage imparfait, & qu'elles n'abandonneroient jamais les troupes qu'elles auroient envoyées dans la Grande-Bretagne. Dom Louis dit qu'il ne s'agissoit que d'y envoyer quatre ou cinq mille hommes ; que le Roi d'Angleterre répondoit du succès, malgré la médiocrité du secours, & que son rétablissement devenoit immanquable par les divisions du Parlement & de l'armée Angloise. S'il ne tient qu'à cela, répondit le Cardinal, le Roi d'Espagne ne voudra partager avec personne la gloire de rétablir un Roi avec si peu de dépense & de danger.

Enfin, l'on s'assembla le 7. Septembre 1659. pour signer le traité de paix & le contrat de mariage. Le Duc de Lorraine s'étoit appaisé par le conseil du Cardinal, pour être payé des sommes considérables que l'Espagne lui devoit, & pour jouir de soixante mille écus de rente qu'elle lui assignoit sur des Terres situées en Flandres. Tous les obstacles étoient évanouis ; la signature du traité de paix & du

contrat de mariage se fit avec le plus grand appareil, & M. de Crequy partit sur le champ pour en porter à son Maître l'heureuse nouvelle. La saison étoit trop avancée pour que le Roi d'Espagne fît le voyage de Fontarabie, & qu'il y amenât l'Infante. La cérémonie du mariage fut remise à l'année suivante. Il fut célébré à Saint Jean de Luz le 9. Juin 1660.

1659.

Ainsi finit une guerre qui avoit duré vingt-cinq ans : une multitude innombrable de troupes y avoient péri ; elle avoit épuisé les finances des deux plus florissans Royaumes de l'Europe ; l'Espagne perdoit beaucoup de Pays & de places fortes, & la France les achetoit trop cher : tels sont presque toujours les malheureux fruits de la guerre.

Cette négociation avoit attiré l'attention de toute l'Europe, & le traité qui la consumma fut reçu d'une manière bien différente en Espagne & en France. En Espagne, on vit avec des transports de joie la fin d'une guerre malheureuse ; après la signature du traité, Dom

1659.

Louis dit aux Espagnols qui l'accompagnoient, *allons rendre graces à Dieu de cet événement ; l'Espagne étoit perdue ; elle est sauvée.* En France, les sentimens furent partagés. Le traité le plus glorieux & le plus utile que nos Rois aient jamais fait, devint l'objet de la critique, de la fatyre même la plus vive & la plus amere. Il est des hommes toujours déterminés à censurer ce dont ils ne sont pas les Auteurs, ou par vanité, ou par vengeance, ou par intérêt, plus souvent encore, parce qu'ils n'ont pas assez de lumieres pour juger des affaires d'Etat.

Les ennemis du Cardinal se feroient plaints avec justice de la continuation de la guerre ; ils désapprouverent & la paix, & les conditions que l'on avoit prescrites aux Espagnols. D'abord on reprocha au Ministre de France de n'avoir pas demandé l'exécution du traité qu'il avoit conclu à Paris avec Pimentel, & d'avoir soumis à un nouvel examen des conventions solennelles, signées par un Ministre Plénipotentiaire d'Espagne, & ratifiées

pas

par son Maître : mais dans le traité que le Cardinal Mazarin avoit signé avec Pimentel , il n'y avoit aucune assurance du mariage du Roi avec l'Infante Marie-Thérèse ; avant les conférences des Pyrénées , le Cardinal espéroit encore de conclurre ce mariage , sans que l'on exigeât aucune renonciation de l'Infante , & d'obtenir pour sa dot, ou la Franche-Comté , ou les Pays-Bas. Lorsque Dom Louis eut donné des assurances du mariage du Roi avec l'Infante , il fallut traiter suivant un nouveau plan , & avoir de la fermeté , ou de la facilité à l'égard des conquêtes de la France , à mesure que le Roi d'Espagne seroit libéral ou économe pour la dot de l'Infante.

1659.

Dans les libelles qu'on se donnoit alors la liberté de répandre , on accusa le Cardinal Mazarin d'avoir ignoré toute la foiblesse, tout l'épuisement de l'Espagne ; d'avoir agi par un excès de timidité , & d'avoir redouté l'ombre même des anciennes séditions. La France, disoit-on , avoit tout à espérer depuis la bataille des Dunes ; le fruit de sa

1659.

viçtoire avoit été la prise de Dunkerque , d'Oudenardes , de Menin , de Commines , d'Ypres & de Gravelines. Les Espagnols étoient cantonnés dans le Brabant & dans le Haynaut , où les troupes du Roi & les places de Landrecy & du Quesnoy les tenoient dans l'inaction & dans la crainte. Les François étoient Maîtres d'Arras , de Béthune , de Bapaume , la Bassée , Lens & Saint Venant. Ils avoient Damvilliers , Longwy , Thionville & Montmédy , qui rendoient le Duché de Luxembourg inutile aux Espagnols. L'on ne pouvoit en Espagne lever de nouvelles troupes , jusqu'à ce que la flotte des Indes y fût arrivée. Les Pays-Bas qui paroissoient encore soumis à leur ancien Maître , étoient disposés à se révolter , persuadés que Philippe IV. ne pouvoit plus les défendre , & que le tems étoit venu de recouvrer leur liberté ; l'entrée de l'Italie étoit ouverte aux troupes Françaises ; elles occupoient Valence sur le Pô , & Mortave sur le Thésin ; le Duc de Modene leur Allié pouvoit incommoder beaucoup les Espagnols. L'Empereur avoit trop d'affaires en Allemagne

pour leur donner du secours. Si malgré ses embarras il avoit entrepris d'envoyer des troupes en Flandres, le Roi de Suede ne l'auroit pas souffert ; s'il avoit posté ses troupes en Italie, les Etats de l'Empire qui se plaignoient avec raison des infractions de leurs privilèges, auroient profité de l'absence des armées de l'Empereur pour se faire rendre leurs anciens droits. Les François Maîtres du Roussillon n'avoient rien à craindre pour le Languedoc ; l'Espagne même leur étoit ouverte, depuis qu'ils possédoient Roses & une partie de la Catalogne. La Franche-Comté observoit une neutralité exacte ; l'Alsace & la Lorraine obéissoient au Roi : la réputation des troupes Espagnoles étoit extrêmement affoiblie ; leur crédit étoit tombé. Si la Flandre s'étoit révoltée, ou si Louis XIV. en avoit achevé la conquête, il auroit pû facilement avoir de plus grandes armées en Italie, & enlever ce que le Roi d'Espagne y avoit conservé. Enfin, les Portugais Vainqueurs des Espagnols à Elvas, pouvoient soutenir la guerre très-long-tems,

1659.

si on leur envoyoit des secours par mer , & si la France faisoit avec eux une alliance offensive & défensive. Saint Evremond qui étoit aux conférences des Pyrénées , se flata d'établir ces raisons dans une lettre qu'il écrivit au Marquis de Crequy, & que l'on rendit publique pour le malheur de son Auteur. Ennemi personnel du Cardinal Mazarin , aigri par une prison de quelques mois à la Bastille , il remplit sa lettre d'ironies indignes de la réputation d'esprit qu'il avoit acquise , & de traits satyriques plus indignes encore de sa prétendue Philosophie.

Le Cardinal n'eut pas de peine à justifier le traité qu'il avoit conclu. Ses amis & ceux de la vérité avoient que le Roi avoit sacrifié sa gloire & de grandes espérances à la paix ; mais la gloire même du Roi étoit augmentée par ce sacrifice. Il est plus glorieux de faire du bien aux hommes que de les subjuguier , d'obliger une Nation aussi belliqueuse , aussi sage , aussi puissante que la Nation Espagnole à demander la paix , que de l'accabler par les malheurs de la guerre. Le Roi n'avoit cédé ses espérances

que pour des avantages certains ; la France ne pouvoit refuser la paix , sans risquer de perdre le fruit de sa bravoure , de ses victoires , des dépenses immenses qu'elle avoit faites. Déjà les troubles d'Angleterre empêchoient les Anglois d'envoyer des troupes en Flandres , & d'armer des vaisseaux pour attaquer la flotte des Indes. Cromwel étoit mort sur la fin de l'année 1658. son fils avoit succédé à son autorité , sans avoir hérité de ses lumieres , de son ambition , de son intrépidité. Le Parlement d'Angleterre s'étoit rendu Maître de la République ; mais l'armée s'étoit révoltée contre le Parlement : & bien loin de fortifier l'armée Françoisse qui étoit en Flandres , les Anglois en avoient retiré leurs troupes ; ils s'étoient bornés à laisser une garnison dans Dunkerque ; leurs dissensions ne leur permettoient pas d'affoiblir les forces qu'ils avoient dans la Grande-Bretagne , de dégarnir leurs portes , d'exposer leurs flottes , & de penser aux affaires du dehors.

Dans les plus grands succès des armes , on doit craindre leurs vi-

1659.

1659.

ciffitudes. Il est important de profiter des momens de supériorité pour faire une paix avantageuse. La France avoit beaucoup souffert d'une guerre de vingt-cinq ans , & pendant ses troubles domestiques , ses Citoyens l'avoient désolée , plus encore que ses ennemis. Une multitude de séditieux n'attendoit que le refus de la paix pour exciter de nouveaux troubles , & l'Espagne devoit faire les plus grands efforts pour les soutenir. On ne pouvoit espérer d'entreprendre la conquête de la Flandre sans se faire de nouveaux ennemis ; les Etats-Généraux surtout devoient s'y opposer , par jalousie contre la France , par la crainte que leur inspiroient son voisinage & sa puissance , par le crédit que l'Espagne avoit dans les Provinces-Unies, depuis qu'elle les avoit reconnues pour Souveraines. Les Espagnols étoient sûrs de recevoir bientôt la flotte des Indes , & d'y trouver des thrésors accumulés pendant plusieurs années. L'Empereur offroit soixante mille hommes à Philippe IV. & pour l'empêcher de les donner , il eût été nécessaire que la France & la Suede envoyas-

sent des armées dans l'Empire. La France ne le pouvoit sans affoiblir trop ses troupes de Flandres, de Catalogne & d'Italie; la Suede le pouvoit encore moins; elle avoit la guerre avec le Dannemark; elle craignoit la Pologne, l'Electeur de Brandebourg, & les Etats Généraux.

1659.

On n'entretenoit des armées en Italie qu'avec des dépenses excessives. Le secours du Duc de Modene étoit foible, & la communication de son Pays avec les places occupées par les François étoit difficile. Le mariage du Roi avec la Princesse de Piémont n'auroit pas été un garant sûr que le Duc de Savoie eût été constant dans le parti de la France; les Princes préféreroient leurs intérêts aux liaisons de parenté; si le Duc de Savoie avoit épousé l'Infante; si par ce mariage il étoit monté sur le Thrône d'Espagne, son union avec l'Empereur les auroit rendus trop puissans, l'un en Italie, l'autre dans l'Empire, & l'accroissement de leur pouvoir auroit été dangereux pour la France: mais dans la circonstance où le

1659.

Duc de Savoie n'auroit point acquis de nouveaux Etats, l'Empereur pouvoit faire entrer ses troupes en Italie par le Tirol & par la Valteline, & le forcer à une neutralité, qui auroit déconcerté tous les projets que la France pouvoit former sur l'Italie. A l'égard de M. le Prince, la Régente & tout le Conseil n'avoient pas crû que le Roi dût être inexorable pour un Prince de son Sang, dont la France admiroit les talens, lors même qu'il lui faisoit la guerre.

Tous ces motifs justifioient le traité des Pyrénées aux yeux des François qui en jugeoient sans passion : mais à présent que le tems a amené des événemens qu'il étoit facile de prévoir, & qu'il étoit naturel d'espérer, on reconnoît unanimement que le traité des Pyrénées a été l'un des plus glorieux & des plus utiles que la France ait faits. Par ce traité, Louis XIV. a obligé les anciens ennemis de sa Couronne à poser les armes ; il a soutenu ses Alliés ; il a humilié & affoibli le Duc de Lorraine, le seul Prince qui eût joint ses troupes à celles d'Espagne. La réputation &

la confiance des Alliés sont pour un grand Roi fort au-dessus de l'acquisition de quelques places.

1659.

Du moins ceux qui ne jugent de l'utilité d'un traité que par les acquisitions que l'on y fait , ne peuvent méconnoître les avantages du traité des Pyrénées. Philippe IV. cédoit à Louis XIV. tout l'Artois ; il n'en exceptoit qu'Aire & S. Omer. Dans la Flandre , Louis XIV. demouroit Maître de Rocroy , du Câtelet , de Linchamp , d'Avesnes , de Mariembourg , de Philippeville , des Forts Philippe , de l'Ecluse , d'Hannuin , de Bourbourg , de Saint Venant , de Gravelines , & de tous les Territoires qui dépendent de ces différentes places. La France avoit encore dans le Haynaut Landrecy & le Quesnoy. Dans le Duché de Luxembourg , elle fortifioit sa frontiere par l'acquisition de Thionville , de Montmédy , de Damvilliers , de la Prevôté d'Yvoy , de Chavancy & de Marville. Du côté du Roussillon , on lui cédoit les Comtés de Roussillon & de Conflent , avec une partie du Comté de Cerdagne. Les Catalans étoient rétablis dans tous leurs pri-

1659.

viléges. Le Duc de Savoie Allié de la France recouvroit Verceil ; il confervoit tous les droits qui lui avoient été promis par le traité de Quérasque. On rendoit Juliers au Duc de Neubourg, & au Prince de Monaco toutes les Terres qu'il avoit possédées dans le Royaume de Naples & dans le Duché de Milan. Louis XIV. rendoit la Lorraine au Duc Charles, sous la condition que les fortifications de Nancy seroient rasées ; le Roi se réservoit le Duché de Bar, le Comté de Clermont, Moyenvic, Stenay, Dun & Jametz, avec un passage en Lorraine pour les troupes Françoises que l'on enverroient en Alsace.

Si la France abandonnoit le Portugal, elle n'étoit point infidelle à ses traités. Jamais Louis XIII. & Louis XIV. n'avoient voulu promettre aux Portugais de ne faire la paix avec l'Espagne que de concert avec eux ; l'on avoit prévu que cet engagement seroit un obstacle insurmontable à la paix ; l'on avoit promis seulement de solliciter le Roi d'Espagne en faveur du Portugal : & quoique la France n'eût pas lieu d'être satisfaite de la mollesse

avec laquelle les Portugais avoient fait la guerre , le Cardinal Mazarin avoit été bien au-delà des engagements que le Roi avoit pris , lorsque dans la vivacité de la contestation sur le rétablissement de M. le Prince , il avoit offert de lui rendre avec son patrimoine la Charge de Grand Maître & tous ses Gouvernemens , même de céder toutes les conquêtes que la France avoit faites pendant cette guerre , si le Roi d'Espagne vouloit reconnoître le nouveau Roi de Portugal. Le Roi d'Espagne ne crut pas devoir acheter si cher le rétablissement de M. le Prince ; il aima mieux lui faire le sacrifice de quelques places en Flandres. Pour l'Alsace , Philippe IV. renonçoit à tous les droits qu'il prétendoit avoir sur cette Province ; il anéantissoit l'opposition qu'il avoit formée au traité de Munster , & il assûroit à la France l'exécution de cet important traité.

Le Roi avoit eu encore d'autres motifs très-pressans pour se déterminer à la paix ; mais il étoit obligé de les tenir secrets , & ces motifs n'ont été dévoilés que par la succession des tems. Philippe IV. avoit

1659.

été marié deux fois : de son premier mariage avec Elisabeth de France sœur de Louis XIII. il avoit eu un fils nommé Dom Baltasard , mort sans postérité en 1646. il avoit eu encore plusieurs filles mortes en bas âge , & l'Infante Marie-Thérèse qui fut promise à Louis XIV. par le traité des Pyrénées. Après le décès d'Elisabeth de France morte en 1644. Philippe IV. avoit épousé en secondes noces Marie - Anne d'Autriche fille de l'Empereur Ferdinand III. De ce mariage il eut deux Princes qui moururent en bas âge , l'Infant Charles qui lui succéda sous le nom de Charles II. & l'Infante Marguerite-Thérèse qui fut mariée quelques années après le traité des Pyrénées à l'Empereur Léopold.

Au tems de ce traité , l'Infante Marie-Thérèse , sœur aînée du Prince des Asturies & de l'Infante Marguerite , avoit des droits échus sur une partie des Etats du Roi son pere , & elle avoit des espérances encore plus grandes. Ce n'est pas ici le lieu de justifier ses prétentions ; cette discussion appartient à l'histoire des traités d'Aix-la-Chapelle &

de Nimegue. J'observerai seulement que les Coûtumes locales des différens Etats que le Roi d'Espagne possédoit aux Pays-Bas, donnoient à l'Infante Marie - Thérèse le droit que ces Coûtumes appellent de *dévolucion* sur le Brabant, la Haute Gueldres, le Limbourg, le Duché de Luxembourg, la Flandre, une partie de l'Artois, le Comté de Haynaut, celui de Namur, Anvers & le Marquisat du Saint Empire, & sur la Seigneurie de Malines. Tous ces grands Fiefs n'avoient point été incorporés à la Couronne d'Espagne, & leur succession devoit être réglée par la Loi que leurs anciens Souverains & les Etats de chaque Pays leur avoient imposée; mais cette même Loi en assûroit une portion considérable à l'Infante Marie-Thérèse, en sa qualité de sœur aînée du Prince des Asturies & de l'Infante Marguerite, & en qualité de seule fille du premier lit du Roi d'Espagne.

Ce droit de dévolution ne passoit pas les bornes des Pays Bas; il ne pouvoit pas s'étendre sur les autres Fiefs que le Roi d'Espagne possédoit, & en particulier sur le Com-

1659.

té de Bourgogne ; mais la Loi de cette Province appelle les filles à la succession des Fiefs également avec les mâles ; elle ne donne aucune prérogative à l'âge & au sexe ; l'Infante Marie-Thérèse devoit espérer de recueillir dans la succession du Roi son pere une partie de ce Fief important ; elle pouvoit même monter sur le Thrône d'Espagne , si le Prince des Asturies mouroit sans postérité. Il est vrai que l'on exigeoit d'elle une renonciation à tous ses droits paternels & maternels, moyennant cinq cens mille écus d'or que le Roi son pere lui promettoit pour sa dot : renonciation dont je prouverai l'injustice & la nullité dans l'Histoire du traité de Nimegue ; renonciation dont le Ministre d'Espagne avoit reconnu lui-même la foiblesse aux conférences des Pyrénées , & qui n'a pû empêcher Philippe V. de succéder à la Monarchie d'Espagne , plus encore par les droits du sang , que par le testament de Charles II.

Des espérances & des droits si éclatans n'étoient point inconnus au tems du traité des Pyrénées , & les ennemis du Cardinal Mazarin

furent réduits à donner la gloire de ce traité au courage & à la pénétration du Cardinal de Richelieu , qui avoit commencé la guerre que la France terminoit avec tant de bonheur. Pour dire la vérité , il y eut alors entre le Cardinal de Richelieu & le Cardinal Mazarin la différence qui est entre le génie & l'esprit. Le génie fait naître les grandes occasions ; l'homme d'esprit en profite , lorsqu'elles sont nées. Le Cardinal de Richelieu avoit formé le projet d'affoiblir la Maison d'Autriche ; il lui avoit suscité de puissans ennemis dans le Nord , dans le cœur même de l'Allemagne , aux Pays-Bas , en Catalogne , en Italie. Toute l'Europe étoit en armes ; partout on faisoit la guerre avec une vigueur extrême , lorsque la mort surprit ce Ministre , & qu'elle laissa ses grands projets ébauchés. Le Cardinal Mazarin les suivit avec dextérité ; obligé de les interrompre pendant la guerre civile , il les reprit avec fermeté , dès que la sédition le laissa respirer ; il remplit avec fidélité tous les engagements que la France avoit contractés ; il fut même lui acquérir un

1659.

— nouvel Allié, Cromwel, qui eût embarrassé les François en attaquant Calais, selon le desir des Espagnols, & qui contribua beaucoup au gain de la bataille des Dunes, dont l'évenement fut décisif. Le Cardinal de Richelieu a eu la gloire de former le plus grand dessein qu'un Ministre de France ait pû concevoir, & de tracer la route qu'il falloit tenir. Le Cardinal Mazarin a eu la gloire d'exécuter ce projet dans les tems les plus difficiles ; il a donné à la France une Reine vertueuse, & qui a transmis plusieurs Couronnes à sa postérité. Nous lui devons d'ailleurs l'avantage inestimable d'avoir éteint les anciennes dissensions des François & des Espagnols, d'avoir anéanti les guerres éternelles, vives & opiniâtres, que la rivalité de Charles-Quint & de François I. avoit fait naître, & d'avoir réuni les intérêts des deux premières Monarchies de l'Europe. Puisse leur union être inaltérable, pour la grandeur de leurs Maîtres, & pour le bonheur de leurs Sujets.

F I N.

TRAITÉ DE PAIX

E N T R E

LES COURONNES

DE FRANCE ET D'ESPAGNE.

L OUIS par la grace de Dieu,
 Roi de France & de Navarre :
 A tous ceux qui ces présentes Let-
 tres verront , Salut : Comme en ver-
 tu des pouvoirs respectivement don-
 nés par Nous , & Très-haut, Très-
 excellent & Très-puissant Prince,
 le Roi Catholique des Espagnes ,
 notre très-cher & très-amé bon fre-
 re & oncle ; à notre très-cher &
 très-amé cousin le Cardinal Mazari-
 ni , & au Seigneur Dom Louis
 Mendez de Haro & Gusman ; ils
 aient dans l'Isle , dite des Faïsans ,
 en la riviere de Bidassoa , aux con-
 fins des deux Royaumes , du côté
 des Pyrénées , le septieme du pré-
 sent mois de Novembre , conclu ,
 arrêté & signé le Traité de Paix &

1659.

R r

1659.

Au Nom de Dieu le Créateur :
A tous présens & à venir , soit no-
toire ; que comme une longue &
sanglante guerre auroit depuis plu-
sieurs années fait souffrir de grands
travaux & oppressions aux Peuples ,
Royaumes , Pays & Etats qui sont
soumis à l'obéissance de Très-haut ,
Très-excellent & Très-puissant Prin-
ce Louis XIV. par la grace de Dieu
Roi Très-Chrétien de France & de
Navarre ; & de Philippe IV. par
la même grace de Dieu , Roi Ca-
tholique des Espagnes ; en laquelle
guerre s'étant aussi mêlé d'autres
Princes & Républiques , leurs Voi-
sins & Alliés ; beaucoup de Villes ,
Places & Pays de chacun des deux
Partis auroient été exposés à de
grands maux , miseres , ruines &
désolations : & bien qu'en d'autres
tems , & par diverses voies , au-
roient été introduites des ouvertu-
res & négociations d'accommode-
ment , aucune néanmoins pour les
myllerieux secrets de la Divine Pro-

vidence , n'auroit pû produire l'effet que leurs Majestés desiroient très-ardemment ; jusqu'à ce qu'enfin ce Dieu Suprême , qui tient en sa main les cœurs des Rois , & qui s'est particulièrement réservé à lui seul le précieux don de la Paix , a eu la bonté , par sa miséricorde infinie , d'inspirer dans un même tems les deux Rois , & les guider & conduire de telle maniere , que sans aucune autre intervention ni motifs que les seuls sentimens de compassion qu'ils ont eu des souffrances de leurs bons Sujets , & d'un desir paternel de leur bien & soulagement , & du repos de toute la Chrétienté , ils ont trouvé le moyen de mettre fin à de si grandes & longues calamités , d'oublier & d'éteindre les causes & les semences de leurs divisions , & d'établir à la gloire de Dieu , & à l'exaltation de notre sainte Foi Catholique , une bonne , sincere , entiere & durable Paix & Fraternité entr'eux & leurs Successeurs , Alliés & Dépendans , par le moyen de laquelle se puissent bientôt réparer en toutes parts les dom-

1659,

1659.

images & miseres souffertes. Pour à quoi parvenir, lesdits deux Seigneurs Rois ayant ordonné à Très-Eminent Seigneur Messire Jules Mazarini, Cardinal de la Sainte Eglise Romaine, Duc de Mayenne, Chef des Conseils du Roi Très-Chrétien, &c. & à Très-Excellent Seigneur, le Seigneur Dom Louis Mende de Haro & Gusman, Marquis de Carpio, Comte, Duc d'Olivarès, Gouverneur perpétuel des Palais Royaux & Arsenal de la Cité de Seville, Grand Chancelier perpétuel des Indes, du Conseil d'Etat de sa Majesté Catholique, Grand Commandeur de l'Ordre d'Alcantara, Gentilhomme de la Chambre de Sa dite Majesté, & son Grand Ecuyer, leurs deux premiers & principaux Ministres, de s'assembler aux confins des deux Royaumes, du côté des Monts Pyrénées, comme étant les deux Personnes les mieux informées de leurs saintes intentions, de leurs intérêts, & des plus intimes secrets de leurs cœurs, & par conséquent les plus capables de trouver les expédiens nécessaires pour termi-

ner leurs différends ; & leur ayant à cet effet donné de très - amples pouvoirs , dont les copies seront insérées à la fin des Présentes : lesdits deux principaux Ministres , en vertu de leursdits pouvoirs , reconnus de part & d'autre pour suffisans, ont accordé , établi & arrêté les articles qui ensuivent.

1659.

I.

Premierement , il est convenu & accordé qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme & durable paix , confédération & perpétuelle alliance & amitié entre les Rois Très-Chrétien, & Catholique , leurs enfans nés & à naître , leurs hoirs , successeurs & héritiers , leurs Royaumes, Etats , Pays & Sujets qui s'entr'aimeront comme bons freres , procurant de tout leur pouvoir le bien , l'honneur & réputation l'un de l'autre , & évitant de bonne foi , tant qu'il leur sera possible , le dommage l'un de l'autre.

II.

Ensuite de cette bonne réunion ;

R r iij

1652.

la cessation de toutes sortes d'hostilités, arrêtée & signée le huitieme jour de Mai de la presente année, continuera selon sa teneur, entre lesdits Seigneurs Rois, leurs Sujets, Vassaux & adhérens, tant par mer & autres eaux que par terre, & généralement en tous lieux où la guerre a été jusqu'à présent entre leurs Majestés : & si quelque nouveauté ou voie de fait étoient ci-après entreprises par les armes, ou en quelque façon que ce soit, sous le nom & autorité de l'un desdits Seigneurs Rois, au préjudice de l'autre, le dommage sera réparé sans délai, & les choses remises au même état où elles étoient audit huitieme jour de Mai, que ladite suspension d'armes fut arrêtée & signée : la teneur de laquelle se devra observer jusqu'à la publication de la Paix.

III.

Et pour éviter que les différends qui pourroient naître à l'avenir entre aucuns Princes & Potentats Alliés desdits Seigneurs Rois, ne puis-

sent altérer la bonne intelligence & amitié de leurs Majestés, que chacun d'eux desire rendre tellement sûre & durable, qu'aucun accident ne la puisse troubler, il a été convenu & accordé, qu'arrivant ci-après quelque différend entre leurs Alliés, qui pût les porter à une rupture ouverte entr'eux, aucun d'eux Seigneurs Rois n'attaquera, ou n'inquiétera avec ses armes l'Allié de l'autre, & ne donnera aucune assistance publique ni secrète contre ledit Allié, sans que premièrement & avant toutes choses, ledit Seigneur Roi n'ait traité en la Cour de l'autre par l'entremise de son Ambassadeur, ou de quelqu'autre personne particuliere sur le sujet dudit différend : empêchant autant qu'il sera en leur pouvoir, & par leur autorité, la prise des armes entre leursdits Alliés, jusqu'à ce que, ou par le Jugement des deux Rois, si leurs Alliés s'en veulent remettre à leur décision, ou par leur entremise & autorité, ils aient pu accommoder ledit différend à l'amiable, en sorte que chacun de leurs

1659.

Alliés en soit satisfait , évitant de part & d'autre la prise des armes auxiliaires : Après quoi , si l'autorité des deux Rois , ou leurs offices & leur entremise n'ont pû produire l'accommodement , & que les Alliés prennent enfin la voie des armes , chacun desdits Seigneurs Rois pourra assister son Allié de ses forces , sans que pour raison de ce l'on vienne à aucune rupture entre leurs Majestés , ni que leur amitié en soit altérée ; promettant même en ce cas , chacun desdits Rois , qu'il ne permettra pas que ses armes , ni celles de son Allié entrent dans aucun des Etats de l'autre Roi , pour y commettre des hostilités ; mais que la querelle se vuidera dans les limites de l'Etat , ou des Etats des Alliés qui combattront entr'eux , sans qu'aucune action de guerre ou autre qui se fasse en cette conformité , soit tenue pour une contravention au présent Traité de Paix.

Comme pareillement , toutesfois & quantes que quelque Prince ou Etat allié de l'un desdits Seigneurs Rois , se trouvera directement ou

indirectement attaqué par les forces de l'autre Roi , en ce qu'il possédera ou tiendra lors de la signature du présent Traité , ou en ce qu'il devra posséder en exécution d'icelui ; il sera loisible à l'autre Roi d'assister ou secourir le Prince ou l'Etat attaqué , sans que tout ce qui sera fait en conformité du présent article , par les troupes auxiliaires , tandis qu'elles seront au service du Prince ou Etat attaqué , puisse être pris pour une contravention au présent Traité. Et en cas qu'il arrivât que l'un desdits Seigneurs Rois fût le premier attaqué , en ce qu'il possède présentement , ou doit posséder en vertu du présent Traité , par quelque'autre Prince ou Etat que ce soit , ou par plusieurs Princes & Etats ligués ensemble ; l'autre Roi ne pourra joindre ses forces audit Prince ou Etat agresseur , quoique d'ailleurs il fût son Allié , non plus qu'à ladite Ligue des Princes & Etats aussi agresseurs , comme il a été dit , ni donner audit Prince & Etat , ou à ladite Ligue , aucune assistance d'hommes , d'ar-

gent , ni de vivres , ni passage ou retraite dans ses Etats à leurs Personnes , ni à leurs troupes.

Quant aux Royaumes , Princes & Etats qui sont présentement en guerre avec l'un desdits Seigneurs Rois , qui n'auront pû être compris au présent traité de paix , ou qui ayant été compris , ne l'auront pas accepté , il a été convenu & accordé que l'autre Roi ne pourra après la publication dudit traité , leur donner directement ni indirectement aucune sorte d'assistance d'hommes , de vivres , ni d'argent , & encore moins aux Sujets qui pourroient ci-après se soulever ou révolter contre l'un desdits Seigneurs Rois.

I V.

Tous sujets d'inimitié ou méfiance demeureront éteints & abolis pour jamais ; & tout ce qui s'est fait & passé à l'occasion de la présente guerre , ou pendant icelle , sera mis en perpétuel oubli , sans que l'on puisse à l'avenir , de part ni d'autre , directement ni in-

directement en faire recherche par Justice ou autrement, sous quelque prétexte que ce soit, ni que leurs Majestés ou leurs Sujets, serviteurs & adhérens d'un côté & d'autre, puissent témoigner aucune sorte de ressentiment de toutes les offenses & dommages qu'ils pourroient avoir reçus pendant la guerre.

1659.

V.

Par le moyen de cette paix & étroite amitié, les Sujets des deux côtés, quels qu'ils soient, pourront en gardant les Loix & Coûtumes du Pays, aller, venir, demeurer, trafiquer & retourner au Pays l'un de l'autre, marchandement & comme bon leur semblera, tant par terre que par mer, & autres eaux douces, traiter & négocier ensemble : & seront soutenus & défendus les Sujets de l'un au Pays de l'autre, comme propres Sujets, en payant raisonnablement les droits en tous lieux accoutumés, & autres, qui par leurs Majestés & les successeurs d'icelles seront imposés.

1659.

V I.

Les Villes, Sujets, Marchands, Manans & Habitans des Royaumes, Etats, Provinces & Pays appartenans au Roi Très-Chrétien, jouiront des mêmes privilèges, franchises, libertés & sûretés dans le Royaume d'Espagne, & autres Royaumes & Etats appartenans au Roi Catholique, dont les Anglois ont eu droit de jouir par les derniers traités faits entre les deux Couronnes d'Espagne & d'Angleterre, sans qu'on puisse en Espagne ni ailleurs, dans les Terres ou autres lieux de l'obéissance du Roi Catholique, exiger des François & autres Sujets du Roi Très Chrétien, de plus grands droits & impositions, que ceux qui ont été payés par les Anglois avant la rupture, ou qui sont payés présentement par les Habitans des Provinces-Unies du Pays-Bas, ou autres Etrangers, qui y seront traités le plus favorablement. Le même traitement sera fait dans toute l'étendue de l'obéissance dudit Sei-

Et du Traité de Paix des Pyrén. 485
gneur Roi Très-Chrétien , à tous
es Sujets dudit Seigneur Roi Ca- 1612.
holique , de quelque pays ou na-
ion qu'ils soient.

VII.

Ensuite de ce , si les François ou autres Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne sont trouvés dans lesdits Royaumes d'Espagne , ou aux côtes d'iceux , avoir embarqué ou fait embarquer dans leurs vaisseaux , en quelque sorte que ce puisse être , des choses prohibées pour les transporter hors lesdits Royaumes ; la peine ne pourra s'étendre au-delà de ce qui a été pratiqué ci-devant en tel cas envers les Anglois , ou qui est présentement pratiqué envers les Hollandois , ensuite des traités faits avec l'Angleterre ou les Provinces-Unies : & toutes les recherches & procès intentés ci-devant pour ce regard , demeureront annullés & éteints. Le même sera observé à l'endroit des Villes , Sujets , Minans & Habitans des Royaumes & Pays appartenans audit Sei-

gneur Roi Catholique, qui jouiront des mêmes privilèges, franchises & libertés dans tous les Etats dudit Seigneur Roi Très-Chrétien.

VIII.

Tous François & autres Sujets dudit Seigneur Roi Très-Chrétien, pourront librement, & sans qu'il leur puisse être donné aucun empêchement, transporter hors lesdits Royaumes & Pays dudit Seigneur Roi Catholique, ce qu'ils auront eu de la vente des bleds qu'ils auront faite dans lesdits Royaumes & Pays, ainsi & en la forme qu'il en a été usé avant la guerre : & le même sera observé en France, à l'endroit de ceux dudit Seigneur Roi Catholique.

IX.

Ne pourront d'un côté ni d'autre, les Marchands, Maîtres des Navires, Pilotes, Matelots, leurs Vaisseaux, marchandises, denrées & autres biens à eux appartenans, être arrêtés & saisis, soit en vertu

de quelque Mandement général ou particulier , ou pour quelque cause que ce soit , de guerre ou autrement , ni même sous prétexte de s'en vouloir servir pour la conservation & défense du Pays : & généralement rien ne pourra être pris aux Sujets de l'un desdits Seigneurs Rois , dans les Terres de l'obéissance de l'autre, que du consentement de ceux à qui il appartiendra , & en payant comptant ce qu'on desirera avoir d'eux. On n'entend pas toutefois en ce comprendre les saisies & arrêts de Justice, par les voies ordinaires , à cause des dettes , obligations & contrats valables de ceux sur lesquels lescdites saisies auront été faites : à quoi il sera procédé selon qu'il est accoutumé, par droit & raison , comme il s'observoit avant cette dernière guerre.

1659.

X.

Tous les Sujets du Roi Très-Chrétien pourront en toute sûreté & liberté , naviger & trafiquer dans tous les Royaumes, Pays & Etats

1659.

qui sont ou seront en paix , amitié ,
ou neutralité avec la France (à la
réserve du Portugal seul & ses con-
quêtes & Pays adjacens , sur quoi
lesdits S.igneurs Rois ont convenu
ensemble d'une autre maniere) sans
qu'ils puissent être troublés ou in-
quiétés dans cette liberté, par les
Navires , Galeres , Fregates , Bar-
ques ou Bâtimens de mer, apparte-
nans au Roi Catholique , ou aucun
de ses Sujets , à l'occasion des hos-
tilités qui se rencontrent, ou pour-
roient se rencontrer ci-après , entre
ledit Seigneur Roi Catholique , &
les susdits Royaumes , Pays & Etats
ou aucun d'iceux qui sont ou se-
ront en paix , amitié , ou neutra-
lité avec la France : bien entendu
que l'exception faite du Portuga-
en cet article & aux suivans , qui
regarde le Commerce , n'aura lieu
qu'autant de tems que ledit Portu-
gal demeurera en l'état qu'il est à
présent ; & que s'il arrivoit que le
dit Portugal fût remis en l'obéissan-
ce de Sa Majesté Catholique , il en
feroit alors usé pour ce qui regarde
le Commerce audit Royaume de
Portugal.

Portugal , à l'égard de la France ,
en la même maniere que dans les
autres Etats que possède aujourd'hui
Sa Majesté Catholique , suivant le
contenu au présent article & sui-
vans.

1659.

XI.

Ce transport & ce trafique s'éten-
dra à toutes sortes de marchandises
& denrées , qui se transportoient li-
brement & sûrement auxdits Royau-
mes , Pays & Etats , avant qu'ils
fussent en guerre avec l'Espagne ;
bien entendu toutefois , que pen-
dant la durée de ladite guerre , les
Sujets du Roi Très-Chrétien s'ab-
stiendront d'y porter marchandises
provenans des Etats du Roi Catho-
lique , telles qu'elles puissent servir
contre lui & ses Etats , & bien
moins marchandises de contre-
bande.

XII.

En ce genre de marchandises de
contrebande , s'entend seulement
être comprises toutes sortes d'armes
à feu , & autres assortimens d'i-

1659.

celles, comme canons, mousquets, mortiers, petards, bombes, grenades, fauciffes, cercles poiffés, affuts, fourchettes, bandolieres, poudres, mèches, salpêtre, balles, piques, épées, morions, casques, cuirasses, hallebardes, javelines, chevaux, selles de cheval, fourreaux de pistolets, baudriers & autres assortimens servans à l'usage de la guerre.

XIII.

Ne feront compris en ce genre de marchandises de contrebande, les fromens, bleds & autres grains, légume, huiles, vins, sel, ni généralement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie; mais demeureront libres comme toutes autres marchandises & denrées non comprises en l'article précédent; & en sera le transport permis, même aux lieux ennemis de la Couronne d'Espagne, sauf en Portugal, comme il a été dit, & aux Villes & places assiégées, bloquées ou investies.

X I V.

1652a

Pour l'exécution de ce que dessus , il a été accordé qu'elle se fera en la maniere suivante : Que les Navires & Barques , avec les marchandises des Sujets du Seigneur Roi Très Chrétien , étant entrées en quelque Havre dudit Seigneur Roi Catholique , où ils avoient accoustumé d'entrer & de trafiquer avant la présente guerre , & voulant de-là passer à ceux desdits ennemis , seront obligés seulement de montrer aux Officiers du Havre d'Espagne , ou autres Etats dudit Seigneur Roi , d'où ils partiront ; leurs passeports contenant la spécification de la charge de leurs Navires , attestés & marqués du scel & seing ordinaire , & reconnu des Officiers de l'Amirauté des lieux d'où ils seront premierement partis , avec la déclaration du lieu où ils seront destinés , le tout en la forme ordinaire & accoustumée. Après laquelle exhibition de leurs passeports , en la forme susdite , ils ne

pourront être inquiétés ni recherchés, détenus ni retardés en leurs voyages, sous quelque prétexte que ce soit.

X V.

Il en sera usé de même à l'égard des Navires & Barques Françoises, qui iroient dans quelques Rades des États du Roi Catholique, où ils avoient accoustumé de trafiquer avant la présente guerre, sans vouloir entrer dans les Havres; ou y entrant, sans toutefois vouloir débarquer & rompre leurs charges; lesquels ne pourront être obligés de rendre compte de leur cargaison, que dans le cas qu'il y eût soupçon qu'ils portassent aux ennemis dudit Seigneur Roi Catholique, des marchandises de contrebande, comme il a été dit ci-devant.

X V I.

Et audit cas de soupçon apparent, lesdits Sujets du Roi Très-Chrétien seront obligés à montrer dans les Ports leurs passeports, en la forme ci-dessus spécifiée.

Que s'ils étoient entrés dans les Rades , ou étoient rencontrés en pleine mer , par quelques Navires dudit Seigneur Roi Catholique , ou d'Armateurs particuliers , ses Sujets , lesdits Navires d'Espagne , pour éviter tout désordre , n'approcheront pas de plus près les François , que de la portée du canon , & pourront envoyer leur petite barque ou chaloupe au bord des Navires ou Barques Françaises , & faire entrer dedans deux ou trois hommes seulement , à qui seront montrés les passeports par le Maître ou Patron du Navire François , en la maniere ci-dessus spécifiée , selon le formulaire qui sera inferé à la fin de ce traité ; par lequel il puisse apparoître non seulement de sa charge , mais aussi du lieu de sa demeure & résidence , & du nom tant du Maître & Patron que du Navire même , afin que par ces deux moyens on puisse connoître s'ils portent des marchandises de contrebande , &

1659.

qu'il apparaisse suffisamment , tant de la qualité dudit Navire , que de son Maître & Patron ; auxquels passeports & lettres de mer , se devra donner entière foi & créance. Et afin que l'on connoisse mieux leur validité , & qu'elles ne puissent en aucune maniere être falsifiées & contrefaites , seront données certaines marques & contre-seings de chaque côté des deux Seigneurs Rois.

XVIII.

Et au cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françoises se trouvent par les moyens suidits quelques marchandises & denrées de celles qui sont ci dessus déclarées de contrebande & défendues , elles seront déchargées , dénoncées & confiscuées pardevant les Juges de l'Amirauté d'Espagne , ou autres compétans ; sans que pour cela le Navire & Barque , ou autres biens , marchandises & denrées libres & permises , retrouvées au même Navire , puissent être en aucune façon saisies ni confiscuées.

X I X.

1659.

Il a été en outre accordé & convenu que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne, en un Navire des ennemis dudit Seigneur Roi Catholique, bien que ce ne fût marchandise de contrebande, sera confisqué, avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ni réserve : mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenant aux Sujets du Roi Très-Chrétien, encore que la charge ou partie d'icelle fût aux ennemis dudit Seigneur Roi Catholique, sauf les marchandises de contrebande, au regard desquelles on se réglera selon ce qui a été disposé aux articles précédens.

X X.

Tous les Sujets dudit Seigneur Roi Catholique, jouiront réciproquement des mêmes droits, libé-

1659.

tés & exemptions en leurs trafics & commerces dans les Ports , Rades, Mers & Etats de Sa Majesté Très-Chrétienne : ce qui vient d'être dit que les Sujets dudit Seigneur Roi Très-Chrétien , jouiront en ceux de Sa Majesté Catholique , & en haute mer , se devant entendre que l'égalité sera réciproque en toute maniere de part & d'autre ; & même en cas que ci-après ledit Seigneur Roi Catholique fût en paix , amitié & neutralité avec aucuns Rois , Princes & Etats qui deviussent ennemis dudit Seigneur Roi Très-Chrétien , chacun des deux Partis devant user réciproquement des mêmes conditions & restrictions exprimées aux articles du présent traité , qui regarde le commerce.

X X I.

En cas que de part ou d'autre il y ait quelque contravention auxdits articles concernans le commerce , par les Officiers de l'Amirauté de l'un desdits Seigneurs Rois , ou autres personnes quelconques , la
plainte

plainte en étant portée par les Parties intéressées à leurs Majestés mêmes, ou à leurs Conseils de Marine ; leursdites Majestés en feront aussitôt réparer le dommage, & exécuter toutes choses en la manière qu'il est ci-dessus arrêté. Et en cas que dans la suite du tems on découvrit quelques fraudes ou inconvéniens touchant ledit commerce & navigation, auxquels on n'eût pas suffisamment pourvû par lesdits articles ci-dessus, on pourra y ajouter de nouveau les autres précautions qui seront de part & d'autre jugées convenables, demeurant cependant le présent traité en sa force & vigueur.

1659.

X X I I.

Toutes les marchandises & effets arrêtés en l'un ou l'autre Royaume, sur les Sujets desdits Seigneurs Rois, lors de la déclaration de la guerre, seront rendus & restitués de bonne foi aux Propriétaires, en cas qu'ils se trouvent en nature, au jour de la publication du présent traité : & toutes les dettes contractées avant

T t

1659.

la guerre, qui se trouveront audit jour de la publication du présent traité, n'avoir point été actuellement payées à d'autres, en vertu des Jugemens donnés sur des lettres de confiscations ou repressailles, seront acquittées & payées de bonne foi; & sur les demandes & poursuites qui en seront faites, lesdits Seigneurs Rois ordonneront à leurs Officiers de faire aussi bonne & briève justice aux étrangers, qu'à leurs propres Sujets, sans aucune distinction de personnes.

X X I I I.

Les actions qui ont ci-devant été ou seront ci-après intentées pardevant les Officiers desdits Seigneurs Rois, pour prises, dépouilles & repressailles, contre ceux qui ne seront point Sujets du Prince, en la Jurisdiction duquel lesdites actions auront été intentées, seront renvoyées sans difficulté pardevant les Officiers du Prince, duquel les Défendeurs se trouveront Sujets.

X X I V.

1659.

Et pour mieux assûrer à l'avenir le commerce & l'amitié entre les Sujets desdits Seigneurs Rois , pour plus grand avantage & commodité de leurs Royaumes , il a été convenu & accordé , qu'arrivant ci-après quelque rupture entre les deux Couronnes (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujourns donné six mois de tems aux Sujets de part & d'autre , pour retirer & transporter leurs effets & personnes où bon leur semblera : ce qui leur sera permis de faire en toute liberté , sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement , ni procéder pendant ledit tems , à aucune saisie desdits effets , moins encore à l'arrêt de leurs personnes.

X X V.

Les Habitans & Sujets d'un côté & d'autre , pourront partout dans les Terres de l'obéissance desdits Seigneurs Rois , se faire servir de tels Avocats , Procureurs , Notai-

T t ij

res & Solliciteurs que bon leur semblera : à quoi aussi ils seront commis par les Juges ordinaires , quand il sera besoin , & que lesdits Juges en seront requis : Et sera permis auxdits Sujets & Habitans de part & d'autre , de tenir dans les lieux où ils feront leur demeure , les livres de leur trafic & correspondance , en la Langue que bon leur semblera , soit Françoisse , Espagnole, Flamannde, ou autres , sans que pour ce sujet ils puissent être inquiétés ni recherchés.

X X V I.

Lesdits Seigneurs Rois pourront établir , pour la commodité de leurs Sujets trafiquans dans les Royaumes & Etats de l'un & de l'autre , des Consuls de la Nation de leursdits Sujets , lesquels jouiront des droits , libertés & franchises qui leur appartiennent par leur exercice & emploi : & cet établissement sera fait aux lieux & endroits où de commun consentement il sera jugé nécessaire.

XXVI I.

Toutes Lettres de marque & de repressailles qui pourroient avoir été ci-devant accordées, pour quelque cause que ce soit, sont suspendues, & n'en pourra être ci-après donné par l'un desdits Seigneurs Rois, au préjudice des Sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de manifeste déni de Justice; duquel, & des sommations qui en auront été faites, ceux qui poursuivront lescdites Lettres, seront obligés de faire apparoir, en la forme & maniere requise par le Droit.

XXVII I.

Tous les Sujets d'un côté & d'autre, tant Ecclésiastiques que Séculariers, seront rétablis en leurs biens, honneurs & dignités, & en la jouissance des Bénéfices dont ils étoient pourvûs avant la guerre, soit par mort ou résignation, soit par forme de coadjutorerie ou autrement; auquel rétablissement dans

les biens , honneurs & dignités , s'entendent nommément compris tous les Sujets Napolitains du Seigneur Roi Catholique (à l'exception des Charges , Offices & Gouvernemens qu'ils possédoient) sans qu'on puisse de part ni d'autre refuser le Placet , ni empêcher la prise de possession à ceux qui auront été pourvûs de Prébendes , Bénéfices , ou Dignités Ecclésiastiques avant ledit tems , ni maintenir ceux qui en auront obtenu d'autres Provisions pendant la guerre , si ce n'est pour les Curés qui sont canoniquement pourvûs , lesquels demeureront en la jouïssance de leurs Cures. Les uns & les autres seront pareillement rétablis en la jouïssance de tous & chacuns leurs biens , immeubles , rentes perpétuelles , viagères & à rachat , saisies & occupées depuis ledit tems , tant à l'occasion de la guerre , que pour avoir suivi le parti contraire ; ensemble de leurs droits , actions & successions à eux survenues , même depuis la guerre commencée , sans toutefois pouvoir rien demander ni prétendre des

du Traité de Paix des Pyrén. 503
fruits & revenus perçus & échus dès
le saifissement desdits biens, im-
meubles, rentes & Bénéfices, jus-
qu'au jour de la publication du pré-
sent traité.

1659.

X X I X.

Ni semblablement des dettes, ef-
fets & meubles qui auront été con-
fisqués avant ledit jour, sans que ja-
mais les Créanciers de telles dettes,
& Dépositaires de tels effets, & leurs
héritiers ou ayans cause, en puissent
faire poursuite, ni en prétendre le
recouvrement; lesquels rétablisse-
mens en la forme avant dite, s'é-
tendront en faveur de ceux qui au-
ront suivi le parti contraire, en sorte
qu'ils rentreront par le moyen du
présent traité, en la grace de leurs
Rois & Princes Souverains, com-
me aussi en leurs biens, tels qu'ils
se trouveront existans à la conclu-
sion & signature du présent traité.

X X X.

Et se fera ledit rétablissement des-
dits Sujets de part & d'autre, selon

T t iiij

le contenu en l'Article XXVIII. précédent : nonobstant toutes donations , concessions , déclarations , confiscations , commises , sentences préparatoires , ou définitives , données par contumace en l'absence des Parties , & icelles non ouïes ; lesquelles Sentences & tous Jugemens demeureront nuls , & de nul effet , comme non donnés ni avenues , avec liberté pleine & entière auxdites Parties de revenir dans le Pays d'où elles se sont ci-devant retirées , pour jouir en personne de leurs biens , immeubles , rentes & revenus , ou d'établir leur demeure hors desdits Pays , en tel lieu que bon leur semblera , leur en demeurant le choix & l'élection , sans que l'on puisse user contr'eux d'aucune contrainte pour ce regard : & en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs , ils pourront députer & commettre telles personnes non suspectes que bon leur semblera , pour le gouvernement & jouissance de leurs biens , rentes & revenus ; mais non au regard des Bénéfices requérans résidence , qui devront être personnelle-

ment administrés & desservis , sans
toutefois que la liberté du séjour en
personne , dont il est parlé en cet
article , se puisse étendre en faveur
de ceux dont il est disposé au con-
traire par d'autres articles du présent
traité.

1659.

X X X I.

Ceux qui auront été pourvus d'un
côté ou d'autre, des Bénéfices étant
à la collation , présentation ou au-
tre disposition desdits Seigneurs
Rois , ou autres , tant Ecclésiasti-
ques que Laïques , ou qui auront
obtenu Provisions du Pape, de quel-
ques autres Bénéfices situés dans
l'obéissance de l'un desdits Seigneurs
Rois , par le consentement & per-
mission duquel ils en auront joui
pendant la guerre , demeureront en
la possession & jouissance desdits
Bénéfices , leur vie durant , com-
me bien & dûement pourvus , sans
que toutefois on entende faire au-
cun préjudice , pour l'avenir , au
droit des légitimes Collateurs qui
en jouiront & en useront comme
ils avoient accoutumé avant la guer-
re.

1659.

X X X I I.

Tous Prélats , Abbés , Prieurs & autres Ecclésiastiques qui ont été nommés à leurs Bénéfices , ou pourvus d'iceux par lesdits Seigneurs Rois , avant la guerre , ou pendant icelle , & auxquels leurs Majesté étoient en possession de pourvoir ou nommer avant la rupture entre les deux Couronnes , seront maintenus en la possession & jouissance desdits Bénéfices , sans pouvoir y être troublés , pour quelque cause & prétexte que ce soit : comme aussi en la libre jouissance de tous les biens qui se trouveront en avoir dépendre d'ancienneté , & au droit de conferer les Bénéfices qui en dépendent , en quelque lieu que lesdits biens & Bénéfices se trouvent situés , pourvu toutefois que lesdits Bénéfices soient remplis de personnes capables , & qui aient les qualités requises , selon les reglemens qui étoient observés avant la guerre sans que l'on puisse à l'avenir , de part ni d'autre , envoyer des Adm

nistrateurs pour régir lesdits Bénéfices & jouir des fruits , lesquels ne pourront être perçus que par les Titulaires qui en auront été légitimement pourvûs : comme aussi tous lieux qui ont ci-devant reconnu la Jurisdiction desdits Prélats , Abbés & Prieurs , en quelque part qu'ils soient situés , la devront aussi reconnoître à l'avenir , pourvû qu'il apparaisse que leur droit est établi d'ancienneté , encore que lesdits lieux se trouvassent dans l'étendue de la domination du parti contraire , ou dépendans de quelques Châtellenies ou Bailliages appartenans audit parti contraire.

XXXIII.

Et afin que cette paix & union , confédération & bonne correspondance soit , comme on le desire , d'autant plus ferme , durable & indissoluble , lesdits deux principaux Ministres , Cardinal Duc , & Marquis Comte Duc , en vertu du pouvoir spécial qu'ils ont eu à cet effet des deux Seigneurs Rois , ont ac-

1659.

cordé & arrêté en leur nom le Mariage du Roi Très-Chrétien avec la Sérénissime Infante, Dame Marie-Thérèse, Fille aînée du Roi Catholique : & ce même jour date des Présentes, ont fait & signé un traité particulier, auquel on se remet touchant les conditions réciproques dudit Mariage, & le tems de sa célébration ; lequel traité à part, & capitulation de mariage sont de la même force & vigueur que le présent Traité de la Paix, comme en étant la partie principale & la plus digne, aussi-bien que le plus grand & le plus précieux gage de la sûreté de sa durée.

X X X I V.

D'autant que les longueurs & difficultés qui se fussent rencontrées, si on fût entré en discussion de divers droits & prétentions desdits Seigneurs Rois, eussent pû beaucoup retarder la conclusion de ce Traité, & différer le bien que toute la Chrétienté en attend, & en recevra, il a été convenu & accordé, en con-

templation de la Paix , touchant la
rétention & restitution des conquê- 1659.
tes faites en la présente guerre ,
que tous les différends desdits Sei-
gneurs Rois seront terminés & ajus-
tés en la maniere qui ensuit.

X X X V.

En premier lieu , il a été conve-
nu & accordé , pour ce qui concer-
ne les Pays Bas , que le Seigneur
Roi Très-Chrétien demeurera saisi ,
& jouira effectivement des Places ,
Villes , Pays & Châteaux , Domai-
nes , Terres & Seigneuries qui en-
suivent.

Premierement , dans le Comté
d'Artois , de la Ville & Cité d'Ar-
as , de sa Gouvernance & Baillia-
ge , de Hesdin & son Bailliage , de
Bapaume & son Bailliage , de Bethu-
ne & sa Gouvernance ou Baillia-
ge , de Lillers & son Bailliage , de
Lens & son Bailliage , de la Comté
de Saint Pol , Téroüanne & son Bail-
liage , de Pas & son Bailliage : com-
me aussi de tous les autres Bailliages
& Châtellenies dudit Artois , quels

qu'ils puissent être , encore qu'ils ne soient pas ici particulièrement énoncés & nommés ; à la réserve seulement des Villes & Bailliages ou Châtellenies & Gouvernances d'Aire & de Saint Omer , & de leurs appartenances , dépendances & annexes , qui demeureront toutes à Sa Majesté Catholique ; comme aussi le lieu de Renty , en cas qu'il se trouve être desdites dépendances d'Aire ou de Saint Omer , & non d'autre manière.

X X X V I.

En second lieu , dans la Province & Comté de Flandre , ledit Seigneur Roi Très-Chrétien demeurera saisi , & jouira effectivement des Places de Graveline (avec les Forts Philippe , l'Ecluse & Hannüin) de Bourbourg & sa Châtellenie , & de Saint Venant , soit qu'il soit de Flandre ou d'Artois , & de leurs Domaines , appartenances , dépendances & annexes.

XXXVII.

1659.

En troisieme lieu, dans la Province & Comté de Haynaut, ledit Seigneur Roi Très-Chrétien demeurera faisi, & jouïra effectivement des places de Landrecy, & du Quesnoy, & de leurs Bailliages, Prevôtés ou Châtellenies, Domaines, appartenances & annexes.

XXXVIII.

En quatrieme lieu, dans la Province & Duché de Luxembourg, ledit Seigneur Roi Très-Chrétien demeurera faisi, & jouïra effectivement des Places de Thionville, Montmédy & Damvilliers, leurs appartenances, dépendances, annexes, Prevôtés & Seigneuries: & de la Ville & Prevôté d'Ivoy, de Chavancy le Château & sa Prevôté, & du lieu & Poste de Marville situé sur la petite riviere appelée Vezin, & de la Prevôté dudit Marville, lequel lieu & Prevôté avoient autrefois appartenu, partie aux Ducs de

X X X I X.

En cinquieme lieu, Sa Majesté Très-Chrétienne ayant fermement déclaré ne pouvoir jamais consentir à la restitution des Places de la Bassée, & de Berg-Saint-Vinox, Châtellenie dudit Berg & Fort Royal bâti sur le Canal, près de ladite Ville de Berg : Et Sa Majesté Catholique ayant condescendu qu'elles demeurassent à la France, si ce n'est que l'on pût convenir & ajuster un échange desdites Places, avec d'autres de pareille considération & commodité réciproque ; lesdits deux Seigneurs Plénipotentiaires sont enfin convenus que lesdites deux places de la Bassée & de Berg-Saint-Vinox, sa Châtellenie & Fort Royal dudit Berg seront échangées avec celles de Mariembourg & de Philippeville, située entre Sambre & Meuze, leurs appartenances, dépendances, annexes & Domaines : Et partant Sadite Majesté Très-Chrétienne rendant, comme il sera
dit

dit ci-après , à Sa Majesté Catholique , lefdites places de la Bassée, de Berg-Saint-Vinox & sa Châtellenie , & Fort Royal , avec leurs appartenances , dépendances , annexes & Domaines ; Sadite Majesté Catholique fera mettre en même tems entre les mains de Sa Majesté Très-Chrétienne lefdites places de Mariembourg & de Philippeville , pour en demeurer saisie Sadite Majesté Très-Chrétienne , & en jouïr effectivement , & de leurs appartenances , dépendances , annexes & Domaines , en la même maniere , & avec les mêmes droits de possession, Souveraineté & autres, avec lesquels Elle jouïra & pourra jouïr par le présent Traité , des Places que ses Armes ont occupées en cette guerre , & qui lui doivent demeurer par cette Paix : Et même en cas qu'à l'avenir Sa Majesté Très Chrétienne fût troublée en la possession & jouïssance desdites Places de Mariembourg & Philippeville , pour raison des prétentions que pourroient avoir d'autres Princes , Sa Majesté Catholique s'oblige de concourir à

1659.

leur défense , & de faire de sa part tout ce qui sera nécessaire , afin que Sa Majesté Très-Chrétienne puisse jouir paisiblement & sans contestation, desdites Places , en considération de ce qu'Elle les a cédées en échange desdits la Bassée & Berg-Saint-Vinox , que Sa Majesté Très-Chrétienne pouvoit retenir & posséder sans trouble & en toute sûreté.

X L.

En sixieme lieu , Sa Majesté Catholique , pour certaines considérations ci-après particulièrement exprimées dans un autre article du présent traité , s'oblige & promet de remettre entre les mains de Sa Majesté Très-Chrétienne la Ville & place d'Avennes , située entre Sambre & Meuse , avec ses appartenances, dépendances , annexes & Domaines , & toute l'Artillerie & munitions de guerre qui y sont présentement , pour demeurer Sadite Majesté Tres-Chrétienne saisie de ladite place d'Avennes , & en jouir effectivement , & desdites apparte-

nances, dépendances, annexes & Domaines, en la même maniere & avec les mêmes droits de possession, Souveraineté, & autres choses que Sa Majesté Catholique les possède à présent. Et d'autant que l'on a sù que dans ladite place d'Avennes & ses appartenances, dépendances, annexes & Domaines, la Jurisdiction ordinaire, les rentes & autres profits appartiennent au Prince de Chimay; il a été déclaré & convenu entre lesdits Seigneurs Rois, que tout ce que les murailles & Fortifications de ladite Place enferrent, demeurera à Sa Majesté Très-Chrétienne, en sorte que ledit Prince n'aura aucun droit, rente ni Jurisdiction au-dedans desdites murailles & fortifications, lui étant seulement réservé tout ce qui par le passé lui a appartenu hors ladite Ville. dans les Villages, plat-Pays & bois desdites dépendances & Domaines d'Avennes, & en la même maniere qu'il l'a possédé jusqu'à présent; bien entendu aussi, comme il a été dit que la Souveraineté & haut Domaine dans lesdits Villages, plat-

1659.

Pays & bois dépendans d'Avennes ;
appartiendra & demeurera à Sa Ma-
jesté Très-Chrétienne ; ledit Sei-
gneur Roi Catholique s'étant char-
gé de dédommager ledit Prince de
Climay , de ce qui peut importer
tout ce qui lui est ôté par le présent
traité , dans l'enclos de ladite Pla-
ce , comme il est dit ci-dessus.

X L I.

Lesdites places d'Arras , Hesdin,
Bapaume , Bethune , & les Villes
de Lillers , Lens , Comté de Saint
Pol, Tércüanne , Pas & leurs Bail-
liages ; comme aussi tous les autres
Bailliages & Châtellenies d'Artois ,
(à la réserve seulement , ainsi qu'il
a été dit , des Villes & Bailliages
d'Aire & de Saint Omer , leurs ap-
partenances , dépendances , annexes
& Domaines) comme aussi Renty,
en cas qu'il ne se trouve pas être
desdites dépendances d'Aire , ou de
Saint Omer , ensemble les places
de Gravelines (avec les Forts Phi-
lippines , l'Ecluse & Hannüin) Bour-
bourg & Saint Venant dans la Flan-

dre ; les places de Landrecy & le Quesnoy dans le Haynaut ; comme aussi celles d'Avennes, Mariembourg & Philippeville , qui seront mises entre les mains du Roi Très Chrétien , ainsi qu'il a été dit ci-devant ; ensemble les places de Thionville , Montmédy & Damvilliers , Ville & Prevôté d'Ivoy , Chavency le Château & sa Prevôté , & Marville dans le Luxembourg , leurs Bailliages , Châtellenies , Gouvernances , Prevôtés , Territoires , Domaines , Seigneuries , appartenances , dépendances & annexes , demeureront , par le présent traité de Paix , audit Seigneur Roi Très-Chrétien , & à ses successeurs & ayant cause irrévocablement & à toujours , avec les mêmes droits de Souveraineté , propriété , droits de Régale , Patronage , Gardienneté , Jurisdiction , nomination , prérogatives & prééminences sur les Evêchés , Eglises Cathédrales & autres Abbayes , Prieurés , Dignités , Cures & autres quelconques Bénéfices , étant dans l'étendue desdits Pays , Places & Bailliages cédés , de quelques Ab-

1659.

bayes que lesdits Prieurés soient
mouvans & dépendans, & tous autres droits qui ont ci-devant appartenu audit Seigneur Roi Catholique, encore qu'ils ne soient ici particulièrement énoncés, sans que Sa Majesté Très Chrétienne puisse être à l'avenir troublée ni inquiétée par quelconque voie que ce soit, de droit ni de fait, par ledit Seigneur Roi Catholique, ses Successeurs ou aucun Prince de sa Maison, ou par qui que ce soit, ou sous quelque prétexte ou occasion qui puisse arriver en ladite Souveraineté, propriété, Jurisdiction, ressort, possession & jouissance de tous lesdits Pays, Villes, Places, Châteaux, Terres, Seigneuries, Prevôtés, Domaines, Châtellenies & Bailliages ensemble de tous les lieux, & autres choses qui en dépendent. Et pour cet effet, ledit Seigneur Roi Catholique, tant pour lui que pour ses hoirs, Successeurs & ayans cause, renonce, quitte, cède & transporte, comme son Plénipotentiaire en son nom, par le présent traité de Paix irrévocable, a renoncé, qui

té, cédé & transporté perpétuellement & à toujours, en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Très-Chrétien, ses hoirs, successeurs & ayans cause, tous les droits, actions, prétentions, droits de Régale, Patronage, Gardienneté, Jurisdiction, nomination, prérogatives & prééminences sur les Evêchés, Eglises Cathédrales & autres Abbayes, Prieurés, Dignités, Cures & autres quelconques Bénéfices, étant dans l'étendue desdits Pays, Places & Bailliages cédés, de quelques Abbayes que lesdits Prieurés soient mouvans & dépendans; & généralement sans rien retenir ni réserver, tous autres droits que ledit Seigneur Roi Catholique, ou ses hoirs & successeurs ont & prétendent, ou pourroient avoir & prétendre, pour quelque cause & occasion que ce soit, sur lesdits Pays, Places, Châteaux & Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Châtellenies & Bailliages, & sur tous les lieux en dépendans, comme dit est : lesquels ensemble tous les Hommes, Vassaux, Sujets,

Bourgs, Villages, Hameaux, forêts, rivières, plat Pays & autres choses quelconques qui en dépendent, sans rien retenir ni réserver, ledit Seigneur Roi Catholique, tant pour lui que pour ses successeurs, consent être dès à présent & pour toujours, unis & incorporés à la Couronne de France, nonobstant toutes Loix, Coutumes, Statuts & Constitutions faites au contraire, même qui auroient été confirmées par serment; auxquelles & aux clauses déroatoires des déroatoires, il est expressement dérogé par le présent Traité pour l'effet desdites renonciations & cessions, lesquelles vaudront & auront lieu, sans que l'expression ou spécification particuliere déroge à la générale, ni la générale à la particuliere, excluant à perpétuité toutes exceptions, sous quelque droit, titre, cause ou prétexte qu'elles puissent être fondées: Déclare, consent, veut & entend ledit Roi Catholique, que lesdits Hommes, Vassaux & Sujets desdits Pays, Villes & Terres cédées à la Couronne de France,

France , comme il est dit ci-dessus , soient & demeurent quittes & absous , dès à présent & pour toujours , des foi , hommage , service & serment de fidélité , qu'ils pourroient tous & chacun d'eux , lui avoir fait , & à ses Prédécesseurs Rois Catholiques : ensemble de toute obéissance , subjection & vassalage , que pour raison de ce ils pourroient lui devoir : Voulant ledit Seigneur Roi Catholique , que lesdits foi & hommage & serment de fidélité , demeurent nuls & de nulle valeur , comme si jamais ils n'avoient été faits ni prêtés.

X L I I.

Et pour ce qui concerne les Pays & Places que les Armes de France ont occupé en cette guerre , du côté d'Espagne , comme l'on auroit convenu en la Négociation commencée à Madrid en l'année 1656. sur laquelle est fondé le présent Traité , que les Monts Pyrénées qui avoient anciennement divisé les Gaules des Espagnes , feront aussi

dorenavant la division des deux Royaumes ; il a été convenu & accordé que le Seigneur Roi Très-Chrétien demeurera en possession , & jouïra effectivement de tout le Comté & Viguerie de Roussillon , & du Comté & Viguerie de Conflans , Pays , Villes , Places & Châteaux , Bourgs , Villages & lieux qui composent lesdits Comtés & Vigueries de Roussillon & de Conflans : Et demeureront au Seigneur Roi Catholique le Comté & Viguerie de Cerdaña , & tout le Principat de Catalogne , avec les Vigueries , Places , Villes , Châteaux , Bourgs , Hameaux , lieux & Pays qui composent ledit Comté de Cerdaña & Principat de Catalogne ; bien entendu que s'il se trouve quelque lieu dudit Comté & Viguerie de Conflans seulement , & non du Roussillon , qui soient dans lesdits Monts Pyrénées , du côté d'Espagne , ils demeureront aussi à Sa Majesté Catholique : comme pareillement s'il se trouve quelques lieux dudit Comté & Viguerie de Cerdaña seulement , & non de Catalo-

gne , qui soient dans lesdits Monts Pyrénées du côté de France , ils demeureront à Sa Majesté Très-Chrétienne. Et pour convenir de la division , seront présentement députés des Commissaires de part & d'autre , lesquels ensemble de bonne foi déclareront quels sont les Monts Pyrénées , qui suivant le contenu en cet article , doivent diviser à l'avenir les deux Royaumes , & signaleront les limites qu'ils doivent avoir : & s'assembleront lesdits Commissaires sur les lieux , au plus tard dans un mois après la signature du présent Traité , & dans le terme d'un autre mois suivant auront convenu ensemble , & déclaré de commun concert ce que dessus ; bien entendu , que si alors ils n'en ont pû demeurer d'accord entr'eux , ils enverront aussi-tôt les motifs de leurs avis aux deux Plénipotentiaires des deux Seigneurs Rois , lesquels ayant eu connoissance des difficultés & différends qui s'y feront rencontrés , conviendront ensemble sur ce point , sans que pour cela on puisse retourner à la prise des armes.

1659.

Tout ledit Comté & Viguerie de Roussillon, Comté & Viguerie de Conflans (à la réserve des lieux qui se trouveront être dans les Monts Pyrénées, du côté d'Espagne, en la maniere ci-dessus dite, suivant la déclaration & ajustement des Commissaires qui seront députés à cet effet) comme aussi la partie du Comté de Cerdaña, qui se trouvera être dans les Monts Pyrénées, du côté de France (suivant la même déclaration des Commissaires) Pays, Villes, Places & Châteaux qui composent lesdites Vigueries de Roussillon & de Conflans, & partie du Comté de Cerdaña, en la maniere susdite, appartenances, dépendances & annexes, avec tous les Hommes, Vassaux, Sujets, Bourgs, Villages, Hameaux, forêts, rivières, plat-Pays & autres choses quelconques qui en dépendent, demeureront irrévocablement & à toujours, par le présent traité de paix, unis & incorporés à la

Couronne de France, pour en jouir par ledit Seigneur Roi Très - Chrétien, ses hoirs, successeurs & ayans cause, avec les mêmes droits de Souveraineté, propriété, Régale, Patronage, Jurisdiction, nomination, prérogatives & prééminences sur les Evêchés, Eglises Cathédrales & autres Abbayes, Prieurés, Dignités, Cures ou autres quelconques Bénéfices étant dans l'étendue dudit Comté de Roussillon, Viguerie de Conflans, & partie du Comté de Cerdaña, en la maniere ci-dessus dite (à la réserve pour le Conflans de ce qui se trouveroit dans les Monts Pyrénées, du côté d'Espagne) de quelques Abbayes que lesdits Prieurés soient mouvans & dépendans, & tous autres droits qui ont ci-devant appartenus audit Seigneur Roi Catholique, encore qu'ils ne soient ici particulièrement énoncés; sans que Sa Majesté Très-Chrétienne puisse être à l'avenir troublée ni inquiétée par quelconque voie que ce soit, de droit ou de fait, par ledit Seigneur Roi Catholique, ses successeurs ou aucun

Prince de sa Maison, ou par qui que ce soit, ou sous quelque prétexte & occasion qui puisse arriver en ladite Souveraineté, propriété, Jurisdiction, Ressort, possession & jouissance de tous lesdits Pays, Villes, Places, Châteaux, Terres, Seigneuries, Domaines, Châtellenies & Bailliages; ensemble de tous les lieux, & autres choses quelconques qui dépendent dudit Comté de Roussillon, Viguerie de Conflans, & partie du Comté de Cerdaña, en la maniere ci-dessus écrite (à la réserve pour le Conflans, de ce qui se trouveroit dans les Monts Pyrénées du côté d'Espagne.) Et pour cet effet, ledit Seigneur Roi Catholique, tant pour lui que pour ses hoirs, successeurs & ayans cause, renonce, quitte, cede & transporte, comme son Plénipotentiaire, en son nom, par le présent Traité de Paix irrévocable, a renoncé, quitté, cédé & transporté perpétuellement & à toujours, en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Très-Chrétien, ses hoirs, successeurs & ayans cause, tous les droits, actions, prétentions, droits de Régale, Pa-

tronage , Jurisdiction , nomination , prérogatives & prééminences sur les Evêchés , Eglises Cathédrales & autres Abbayes , Prieurés , Dignités , Cures ou autres quelconques Bénéfices étant dans l'étendue dudit Comté de Roussillon , Viguerie de Conflans , & partie du Comté de Cerdaña , en la maniere ci-dessus dite (à la réserve pour le Conflans , de ce qui se trouveroit dans les Monts Pyrénées du côté d'Espagne) de quelques Abbayes que lesdits Prieurés soient mouvans & dépendans , & généralement tous autres droits , sans rien retenir ni réserver , que ledit Seigneur Roi Catholique , ou sesdits hoirs & successeurs , ont & prétendent , ou pourroient avoir & prétendre pour quelque cause & occasion que ce soit , sur lesdits Comté de Roussillon , Viguerie de Conflans , & partie du Comté de Cerdaña , en la maniere ci-dessus dite (à la réserve pour le Conflans , de ce qui se trouveroit dans les Monts Pyrénées du côté d'Espagne) & sur tous les lieux en dépendans , comme dit est : les-

quels ensemble tous les hommes ; Vassaux , Sujets , Bourgs , Villages , Hameaux , forêts , rivières , plat-Pays & autres choses quelconques qui en dépendent , sans rien retenir ni réserver ; ledit Seigneur Roi Catholique , tant pour lui que pour ses successeurs , consent être dès à présent & pour toujours unis & incorporés à la Couronne de France , nonobstant toutes Loix , Coutumes , Statuts , constitutions & conventions faites au contraire , même qui auroient été confirmées par serment , auxquels & aux clauses dérogatoires des dérogatoires , il est expressément dérogé par le présent Traité , pour l'effet desdites renonciations & cessions ; lesquelles vaudront & auront lieu , sans que l'expression ou spécification particulière déroge à la générale , ni la générale à la particulière ; en excluant à perpétuité toutes exceptions , sous quelques droits , titres , causes ou prétextes qu'elles puissent être fondées , & nommément celle que l'on voulût ou pût prétendre à l'avenir , que la séparation dudit Comté de Roussil-

lon , Viguerie de Conflans , & partie du Comté de Cerdaña, en la maniere susdite (à la réserve pour le Conflans , de ce qui se trouveroit dans les Monts Pyrénées , du côté d'Espagne) & de leurs appartenances & dépendances , fût contre les constitutions du Principat de Catalogne ; & que partant ladite séparation n'a pû être résolue ni arrêtée sans le consentement exprès de tous les Peuples assemblés en Etats Généraux : Déclare , consent , veut & entend ledit Seigneur Roi Catholique , que lesdits hommes , Vassaux , Sujets dudit Comté de Roussillon , Viguerie de Conflans , & partie du Comté de Cerdaña , en la maniere ci-dessus dite (à la réserve pour le Conflans , de ce qui se trouveroit être dans les Monts Pyrénées , du côté d'Espagne) leurs appartenances & dépendances , soient & demeurent quittes & absous dès à présent , & pour toujours , des foi , hommage , service & serment de fidélité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux lui avoir faits , & à ses prédécesseurs Rois Catholiques ; en-

semble de toute obéissance, sujétion & vassalage, que pour cela ils pourroient lui devoir : voulant que lescdits foi, hommage & serment de fidélité demeurent nuls & de nulle valeur, comme si jamais ils n'avoient été faits ni prêtés.

XLIV.

Ledit Seigneur Roi Catholique rentrera en la possession & jouissance du Comté de Charrolois, pour en jouir lui & ses successeurs pleinement & paisiblement, & le tenir sous la Souveraineté du Roi Très-Chrétien, comme il le tenoit avant la présente guerre.

XLV.

Ledit Seigneur Roi Très-Chrétien restituera audit Seigneur Roi Catholique : Premièrement dans les Pays-Bas, les Villes & Places d'Ypre, Oudenarde, Dixmude, Furnes, avec les Postes fortifiés de la Fintelle & de la Quenoque, Merville sur la Lis, Menene & Comine,

leurs appartenances, dépendances & annexes. Comme aussi Sa Majesté Très-Chrétienne remettra entre les mains de Sa Majesté Catholique, les Places de Berg-Saint-Vinox & son Fort Royal, & celle de la Bastée, en échange de celles de Martienbourg & de Philippeville, comme il a été dit ci-dessus en l'article 39.

1659.

XLVI.

En second lieu, ledit Seigneur Roi Très-Chrétien restituera en Italie audit Seigneur Roi Catholique, les Places de Valence sur le Pô, & le Mortare, leurs appartenances, dépendances & annexes.

XLVII.

En troisième lieu, dans le Comté de Bourgogne, ledit Seigneur Roi Très-Chrétien restituera audit Seigneur Roi Catholique, les Places & Forts de Saint Amour, Bleterans & Joux, & leurs appartenances, dépendances & annexes, & tous les autres postes fortifiés ou non forti-

532 *Histoire des Négociations ;*
fiés , que les Armes de Sa Majesté
Très-Chrétienne auroient occupé
dans ledit Comté de Bourgogne ,
sans y rien réserver ni retenir.

XLVIII.

En quatrieme lieu , du côté d'Es-
pagne , ledit Seigneur Roi Très-
Chrétien restituera audit Seigneur
Roi Catholique les places & ports de
Roses , Fort de la Trinité , Cada-
gues , la Seau d'Urgel , Toxen , le
Château de la Bastide , la Ville &
place de Baga , la Ville & place de
Ripol , & le Comté de Cerdaña
dans lequel sont Beluer , Puicerdà ,
Carol & le Château de Cerdaña , en
l'état qu'ils se trouveront à présent
avec tous les Châteaux , postes for-
tifiés ou non fortifiés , Villes , Cités
Villages & autres lieux , appartenan-
ces , dépendances & annexes aux
dites places de Roses , Cadagues
Seau d'Urgel & Comté de Cerdaña
encore qu'ils ne soient ici nommés
& spécifiés ; bien entendu , que si
quelques-uns des Postes , Villes
Places & Châteaux ci-dessus nom-

du Traité de Paix des Pyrén. 533
nés, se trouvoient être dans la Vi-
guerie de Cerdaña, dans les Monts 1659.
Pyrénées, du côté de France, ils
demeureront à Sa Majesté Très-
Chrétienne, conformément & en
vertu de l'article quarante-deux du
présent Traité, nonobstant le con-
tenu en celui-ci, auquel en ce cas
il est dérogé pour ce regard.

X L I X.

Ledit Seigneur Roi Catholique
restituera audit Seigneur Roi Très-
Chrétien, les Villes & places de Ro-
croy, le Castelet & Linchamp, avec
leurs appartenances, dépendances
& annexes, sans que pour quelque
raison, cause ou excuse que ce
puisse être, prévue ou non pré-
vue, même celle que lesdites places
de Rocroy, le Castelet & Linchamp,
soient présentement au pouvoir &
d'autres mains que celles de Sa
Majesté Catholique, Elle puisse se
dispenser de faire ladite restitution
desdites trois Places audit Seigneur
Roi Très-Chrétien; Sadite Majes-
té Catholique se faisant fort, & pre-

L.

La restitution respective desdites places , ainsi qu'il est dit dans les cinq Articles immédiatement précédens , se fera par lesdits Seigneurs Rois , ou leurs Ministres , réellement & de bonne foi , & sans aucune longueur ni difficulté , pour quelque cause & occasion que ce soit , à celui ou à ceux qui seront députés par lesdits Seigneurs Rois respectivement , dans le tems , & en la manière qui sera ci-après dite , & en l'état que lesdites places se trouvent à présent , sans y rien démolir , affaiblir , diminuer ni endommager en aucune sorte , sans que l'on puisse prétendre ni demander aucun remboursement , pour les fortifications faites auxdites places , ni pour le paiement de ce qui pourroit être dû aux Soldats & Gens de guerre y étant.

Lesdits Seigneurs Rois restituant lesdites places respectivement, pourront faire tirer & emporter toute l'Artillerie, poudre, boulets, armes, vivres & autres munitions de guerre qui se trouveront dans lesdites Places au tems de la restitution. Pourront aussi les Officiers, Soldats, Gens de guerre & autres qui sortiront desdites Places, en tirer & emporter leurs biens meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible d'exiger aucune chose des Habitans desdites Places & du plat-pays, ni endommager leurs maisons, ou emporter aucune chose appartenant auxdits Habitans; comme aussi lesdits Seigneurs Rois seront obligés à payer auxdits Habitans des Places dont leurs Armes sortiront, & qu'ils restitueront tout ce qui justement leur pourra être dû par lesdits Seigneurs Rois, pour choses que les Gouverneurs desdites Places, ou autres Ministres desdits Seigneurs Rois, auront prises pour

1659.

employer à leur service , dont ils aient donné des récépissés & obligations aux personnes qui les auroient fournies : Comme aussi seront tenus les Officiers & Soldats desdites garnisons de payer ce qu'ils devront légitimement aux Habitans , par récépissés ou obligations ; bien entendu , que pour l'accomplissement de cette satisfaction des Habitans , on ne retardera point la remise & la restitution desdites Places , mais qu'elle sera faite dans le tems & jour qui sera convenu & prescrit ci-après en d'autres articles du présent Traité , demeurant en ce cas les créanciers dans tout le droit des justes prétentions qu'ils peuvent avoir.

L I I.

Comme la place de Hesdin & son Bailliage , par le présent Traité de Paix , doit demeurer au Roi Très-Chrétien , ainsi qu'il est dit ci-dessus , il a été convenu & accordé en considération des offices dudit Seigneur Roi Catholique , qui avoit
pri

pris sous sa protection les Officiers de guerre ou Soldats de la garnison dudit Hefdin, qui s'étoient soulevés dans la Place, & soustraits de l'obéissance dudit Seigneur Roi Très-Chrétien, depuis la mort du Gouverneur de ladite Place; qu'en conformité des Articles par lesquels lesdits Seigneurs Rois pardonnent chacun à tous ceux qui ont suivi le parti contraire, pourvû qu'ils ne se trouvent prévenus d'autres délits, & promettent les rétablir dans la possession & jouissance de leurs biens, Sa Majesté Très-Chrétienne fera expédier ses Lettres d'abolition & de pardon, en bonne forme, en faveur desdits Officiers de guerre & Soldats de la garnison dudit Hefdin; lesquelles Lettres étant offertes & mises entre les mains du Commandant dans la Place, au jour qui aura été désigné & résolu entre Leurs Majestés, pour la remise de ladite Place au pouvoir de Sa Majesté Très-Chrétienne, ainsi qu'il sera dit ci-après; le même jour & au même tems, ledit Commandant, Officiers & Soldats seront tenus de

1656.

sortir de ladite Place, sans aucun délai ni excuse, sous quelque prétexte que ce soit, prévu ou non prévu, & de remettre ladite place au même état qu'elle étoit quand ils se sont soulevés, au pouvoir de celui ou de ceux que Sa Majesté Très-Chrétienne aura commis pour la recevoir en son nom : & cela sans rien changer, affoiblir, endommager, démolir ou altérer en quelque maniere que ce soit en ladite Place. Et au cas que lesdites Lettres d'Abolition & de Pardon étant offertes audit Commandant, lui ou les autres Officiers & Soldats de ladite garnison dudit Hesdin, refusent ou different, sous quelque cause ou prétexte que ce puisse être, de remettre ladite Place dans le même état, au pouvoir de celui, ou de ceux que Sa Majesté Très-Chrétienne aura commis pour la recevoir en son nom ; lesdits Commandant, Officiers & Soldats seront déchus de la grace que Sa Majesté Catholique leur a procurée de leur pardon & abolition, sans que Sadite Majesté en veuille plus faire

aucune instance en leur faveur : & au même cas promet Sadite Majesté Catholique , en foi & parole de Roi, de ne donner directement ni indirectement , auxdits Commandant , Officiers & Soldats , ni permettre être donnée par qui que ce soit , dans ses Etats , aucune assistance d'hommes , d'armes , de vivres , de munitions de guerre , ni d'argent ; au contraire d'assister de ses troupes , si Elle en est requise , ledit Seigneur Roi Très-Chrétien , pour l'attaque de ladite Place , afin qu'elle soit plutôt réduite à son obéissance , & que le présent Traité forte plutôt son entier effet.

LIII.

Comme les trois places d'Aven-
nes , Philippeville & Marienbourg ,
avec leurs appartenances , dépen-
dances & annexes , sont cédées par
le présent Traité , ainsi qu'il a été
dit ci-dessus , au Seigneur Roi Très-
Chrétien , pour être unies & incor-
porées à la Couronne de France ; il
a été convenu & accordé, qu'en cas

1659.

qu'entre leſdites Places & la France, il ſe trouvât aucuns Bourgs, Villages, lieux, poſtes ou Pays, qui n'étant pas deſdites dépendances, appartenances ou annexes, duſſent demeurer en propriété & Souveraineté audit Seigneur Roi Catholique, Sadite Majeſté Catholique ni ſes ſucceſſeurs Rois, en aucun tems ne pourront fortifier leſdits Bourgs, Villages, poſtes ou Pays, ni faire auſſi aucunes fortifications nouvelles entre leſdites places d'Avennes, Philippeville & Marienbourg, par le moyen deſquelles fortifications, leſdites places d'Avennes, ou aucune d'icelles vinſſent à être coupées d'avec la France, ou leur communication entr'elles embarrasſée : comme pareillement a été accordé & convenu, qu'en cas que le lieu de Renty dans l'Artois demeure à Sa Majeſté Catholique, comme il a été dit qu'il lui demeurera, s'il ſe trouve être des dépendances d'Aire ou de Saint Omer, Sadite Majeſté Catholique, ni ſes ſucceſſeurs Rois en aucun tems ne pourront fortifier ledit Renty.

L I V.

1659.

Tous les papiers , titres & documens concernant les Pays , Terres & Seigneuries qui doivent demeurer audit Seigneur Roi Très-Chrétien , par le présent Traité de Paix , seront fournis & délivrés de bonne foi dans trois mois , après que les ratifications du présent Traité auront été échangées.

L V.

En vertu du présent Traité , tous les Catalans & autres Habitans de ladite Province , tant Prélats , Ecclésiastiques , Religieux , Seigneurs , Gentilshommes , Bourgeois , qu'autres Habitans , tant des Villes que du plat-Pays , sans nul excepter , pourront rentrer , rentreront & seront effectivement laissés ou rétablis en la possession & jouissance paisible de tous leurs biens , honneurs , dignités , privilèges , franchises , droits , exemptions , constitutions & libertés , sans pouvoir être recherchés ,

1659.

troublés ni inquiétés, en général ni en particulier, pour quelque cause & prétexte que ce soit, pour raison de tout ce qui s'est passé depuis la naissance de la présente guerre : Et à ces fins, Sa Majesté Catholique accordera & fera publier en bonne forme ses Déclarations d'Abolition & de Pardon en faveur des Catalans, laquelle publication se fera le même jour que celle de la Paix, en suite desquelles Déclarations il leur sera permis à tous & à chacun en particulier, ou de retourner en personne dans leurs maisons, en la jouissance de leurs biens, ou en cas qu'ils veuillent faire leur séjour ailleurs que dans la Catalogne, ils pourront faire, & envoyer au Pays de Catalogne leurs Agens & Procureurs, pour prendre en leur nom, & pour eux, la possession desdits biens, les faire cultiver & administrer, en percevoir les fruits & revenus, & les faire transporter par tout ailleurs où bon leur semblera, sans qu'ils puissent être forcés aller en personne prêter les hommages de leurs Fiefs, à quoi leurs Pro

seurs pourront satisfaire en leur
om , & sans que leur absence puisse
empêcher la libre possession &
puissance desdits biens ; qu'ils au-
ont aussi toute faculté & liberté d'é-
changer ou d'aliéner par vente , do-
nation ou autrement ; à la charge
néanmoins que ceux qui seront
commis pour le régime & culture
desdits biens , ne soient suspects
aux Gouverneur & Magistrats du
lieu où lesdits biens seront si-
tués ; auquel cas il sera pourvu par
les Propriétaires , d'autres person-
nes agréables & non suspectes : de-
meurant néanmoins à la volonté &
au pouvoir de Sa Majesté Catholi-
que , de prescrire le lieu de leur sé-
jour à ceux desdits Catalans dont
Elle n'aura pas le retour agréable
dans le Pays , sans toutefois que les
autres libertés & privilèges qui leur
auront été accordés , & dont ils
jouissoient , puissent être révoqués
ou altérés : Comme aussi il demeu-
ra à la volonté & au pouvoir
de Sa Majesté Très-Chrétienne de
prescrire le lieu de leur séjour à ceux
du Comté de Roussillon , apparte-

1659.

nances & dépendances , qui se sont retirés en Espagne , dont Elle n'aura pas le retour dans ledit Comté agréable , sans toutefois que les autres libertés & privilèges qui auroient été accordés auxdites personnes , puissent être révoqués ni altérés.

L V I.

Les successions testamentaires , ou autres quelconques donations entre vifs ou autres , des Habitans de Catalogne & du Comté de Roussillon réciproquement les uns aux autres leur demeureront également permises & inviolables : & en cas que sur le fait desdites successions , donations & autres actes & contrats , arrivât entr'eux différends sur lesquels ils fussent obligés de plaider & entrer en procès , la justice leur sera faite de chaque côté avec égalité & bonne foi , quoiqu'ils soient dans l'obéissance de l'autre parti.

L V I I.

Les Evêques , Abbés , Prélats
autre

autres pourvus pendant la guerre de Bénéfices Ecclésiastiques , avec approbation de Notre S. Pere le Pape , ou par autorité Apostolique , demeurans dans les Terres de l'un des Partis , jouiront des fruits, rentes & revenus desdits Bénéfices qui se trouveront être dans l'étendue des Terres de l'autre Parti , sans aucun trouble ni empêchement , pour quelque cause , raison , ou prétexte que ce puisse être ; & à cette fin , ils pourront commettre pour ladite jouissance & perception de fruits , des personnes non suspectes , après en avoir eu l'agrément du Roi (ou de ses Officiers & Magistrats) sous la nomination duquel se trouveront être situés lesdits fruits , rentes & revenus.

L V I I I.

Ceux des Habitans du Principat de Catalogne , ou Comté de Roussillon , qui auront joui par donation , ou confiscation accordée par l'un desdits Rois , des biens qui appartenoient à quelques personnes du Parti contraire , ne seront obli-

1659.

gés de faire aucune restitution aux Propriétaires desdits biens, des fruits qu'ils auront perçus en vertu desdites donations & confiscations pendant la durée de la présente guerre : bien entendu , que l'effet desdites donations & confiscations cessera le jour de la publication de la Paix.

L I X.

Il fera député des Commissaires de part & d'autre , deux mois après la publication du présent Traité , qui s'assembleront au lieu dont il sera respectivement convenu , pour y terminer à l'amiable tous les différends qui pourroient se rencontrer entre les deux Partis ; lesquels Commissaires auront l'œil à faire également bien traiter les Sujets de côté & d'autre , & ne permettront pas que les uns rentrent dans la possession de leurs biens , que lors & au même tems que les autres rentrent dans la possession des leurs : comme aussi travailleront lesdits Commissaires (si on le juge à propos de la sorte) à faire une juste

évaluation de part & d'autre des biens de ceux qui ne voudront pas retourner habiter dans le Pays qu'ils ont quitté, ou que l'un des deux Rois n'y voudra pas admettre, lui ayant prescrit ailleurs son séjour, suivant ce qu'il est dit ci-dessus; afin que ladite évaluation étant faite, les mêmes Commissaires puissent ménager en toute équité les échanges & compensations desdits biens, pour plus grande commodité, & avec égal avantage des Parties intéressées, prenant garde qu'aucune n'y soit lésée: Et enfin régleront lesdits Commissaires toutes les choses concernant le commerce & fréquentation des Sujets de part & d'autre, & toutes celles qu'ils estimeront pouvoir plus contribuer à l'utilité publique, & à l'affermissement de la Paix. Et tout ce qui a été dit dans les quatre articles immédiatement précédens, & dans celui-ci, touchant le Comté de Roussillon & ses Habitans, doit être entendu de la même manière, de la Viguerie de Conflans & de la partie du Comté de Cerdaña, qui peut, ou doit de-

1659.

meurer en propre par le présent
Traité à Sa Majesté Très-Chrétienne , par la déclaration des Commissaires ci-dessus dits , & des Habitans de ladite Viguerie de Conflans , & partie susdite du Comté de Cerdaña : comme aussi se doit entendre réciproquement des Habitans du Comté de Cerdaña , & de la partie de la Viguerie de Conflans qui peut ou doit demeurer à Sa Majesté Catholique par le présent Traité & déclaration desdits Commissaires.

L X.

Quoique Sa Majesté Très-Chrétienne n'ait jamais voulu s'engager, nonobstant les vives instances qui lui en ont souvent été faites , accompagnées même d'offres très-considérables , à ne pouvoir faire la Paix , sans l'inclusion du Royaume de Portugal , d'autant qu'Elle a prévu & appréhendé qu'un pareil engagement pourroit être un obstacle insurmontable à la conclusion de ladite Paix , & par conséquent réduire les deux Rois à la nécessité de

perpétuer la guerre : Néanmoins
Sadite Majesté Très - Chrétienne
souhaitant avec une passion extrême de voir le Royaume de Portugal jouir du même repos qu'acquerront tant d'autres Etats Chrétiens, par le présent Traité, auroit proposé à cette fin bon nombre de partis & d'expédiens, qu'Elle jugeoit pouvoir être de la satisfaction de Sa Majesté Catholique ; parmi lesquels même, nonobstant, comme il est dit ci-dessus, que Sa Majesté n'eût aucun engagement en cette affaire, Elle en est venue jusqu'à vouloir se priver du principal fruit du bonheur qu'ont eu ses Armes dans le cours d'une longue guerre, offrant, outre les places qu'elle restitue par le présent Traité à Sa Majesté Catholique, de lui rendre encore toutes les autres conquêtes généralement, que sesdites Armes ont faites en cette guerre, & de rétablir entierement Monsieur le Prince de Condé, pourvu & à condition que les affaires du Royaume de Portugal fussent laissées en l'état qu'elles se trouvent à présent : ce

1659.

que Sa Majesté Catholique n'ayant pas voulu accepter , auroit seulement offert , qu'en considération des puissans offices dudit Seigneur Roi Très-Chrétien , Elle consentiroit à remettre les choses audit Royaume de Portugal , au même état qu'elles étoient avant le changement qui y arriva au mois de Décembre de l'année mil six cens quarante , pardonnant & donnant une abolition générale de tout le passé , & accordant le rétablissement dans tous les biens , honneurs & dignités de tous ceux , sans distinction de personne ou personnes , qui retournant en l'obéissance de Sa Majesté Catholique , se mettroient en état de jouir de l'effet de la présente Paix. Enfin, en contemplation de la Paix , & vû l'absolue nécessité où Sa Majesté Très-Chrétienne s'est trouvée de perpétuer la guerre , par la rupture du présent Traité , qu'Elle a reconnue être inévitable , en cas qu'Elle eût voulu persister plus long-tems pour obtenir en cette affaire de Sa Majesté Catholique , d'autres conditions que celles qu'Elle avoit of-

fertes , ainsi qu'il est dit ci-dessus :
Et Sadite Majesté Très-Chrétienne
devant & voulant préférer (comme
il est juste) le repos général de la
Chrétienté à l'intérêt particulier du
Royaume de Portugal , pour l'avan-
tage & en faveur duquel Elle n'a-
voit déjà rien omis de ce qui pou-
voit dépendre d'elle , & étoit en son
pouvoir , jusqu'à faire des offres
aussi grandes qu'il a été dit ci-des-
sus , il a été finalement convenu &
arrêté entre lescits Seigneurs Rois ,
qu'il sera accordé à Sa Majesté Très-
Chrétienne trois mois de tems , à
compter du jour de l'échange des
ratifications du présent Traité, pen-
dant lesquels Elle puisse envoyer au-
dit Royaume de Portugal , pour tâ-
cher d'y disposer les choses , à ajus-
ter & réduire cette affaire , en sorte
que Sa Majesté Catholique en de-
meure pleinement satisfaite ; après
lesquels trois mois expirés , si les
soins & les offices de Sadite Majesté
Très-Chrétienne n'ont pû produire
l'effet qu'on se propose , Sadite Ma-
jesté ne se mêlera plus de ladite af-
faire , & promet , s'oblige & enga-

1659.

ge, sur son honneur, & en foi & parole de Roi, pour foi & ses successeurs, de ne donner audit Royaume de Portugal, ni en commun, ni à aucune personne, ou personnes d'icelui, en particulier, de quelque dignité, état, qualité ou condition qu'ils soient, à présent ni à l'avenir aucune aide ni assistance publique, ni secrete, directement ou indirectement, d'hommes, armes, munitions, vivres, vaisseaux ni argent, sous aucun prétexte, ni aucune autre chose que ce soit ou puisse être, par terre, ni par mer, ni en aucune autre maniere : comme aussi de ne permettre qu'il se fasse des levées en aucun endroit de ses Royaumes & Etats, ni d'y accorder le passage à aucunes qui pourroient venir d'autres Etats, au secours dudit Royaume de Portugal.

LXI.

Sa Majesté Catholique renonce par ce Traité, tant en son nom, que de ses hoirs, successeurs & ayans cause, à tous les droits & pré-

entions, sans rien réserver ni retenir, qu'Elle peut, ou pourroit ci-après avoir sur la Haute & Basse Alsace, le Zuntgau, le Comté de Ferrette, Brisac & ses dépendances, & sur tous les Pays, Places & droits qui ont été délaissés & cédés à Sa Majesté Très-Chrétienne par le Traité fait à Munster le vingt-quatre Octobre mil six cens quarante-huit, pour être unis & incorporés à la Couronne de France : Sa Majesté Catholique approuvant, pour l'effet de ladite renonciation, le contenu audit Traité de Munster, & non en aucune autre chose dudit Traité, pour n'y avoir intervenu. Moyennant laquelle présente renonciation, Sa Majesté Très-Chrétienne offre de satisfaire au paiement des trois millions de livres tournois qu'Elle est obligée par ledit Traité, de payer à Messieurs les Archiducs d'Inspruk.

1659.

LXII.

Monsieur le Duc Charles de Lorraine ayant témoigné grand dé-

1659.

plaisir de la conduite qu'il a tenue à l'égard du Seigneur Roi Très-Chrétien, & avoir ferme intention de le rendre plus satisfait à l'avenir de lui & de ses actions, que les tems & les occasions passées ne lui en ont donné le moyen : Sa Majesté Très Chrétienne, en considération des puissans offices de Sa Majesté Catholique, reçoit dès à présent ledit Sieur Duc dans sa bonne grace ; & en comtemplation de la Paix, sans s'arrêter aux droits qui pouvoient lui être acquis par divers Traités faits par le feu Roi son pere avec ledit Sieur Duc, après avoir fait préalablement démolir les fortifications des deux Villes de Nancy qui ne pourront plus être refaites & après en avoir retiré & fait transporter toute l'Artillerie, poudres, boulets, armes, vivres & munition de guerre, qui sont à présent dans les magasins dudit Nancy ; remettra ledit Sieur Duc Charles de Lorraine dans la possession du Duché de Lorraine, & même des Villes, Places & Pays qu'il a autrefois possédés, dépendans des trois Evêchés

du Traité de Paix des Pyrén. 555
Metz , Toul & Verdun ; à la
réserve premièrement & excep-
tion de Moyenvic , lequel , quoi-
qu'enclavé dans ledit Etat de Lor-
raine , appartenoit à l'Empire , &
a été cédé à Sa Majesté Très-Chré-
tienne par le Traité fait à Munster
le vingt-quatrième jour d'Octobre
mil six cens quarante-huit.

1659.

LXIII.

En second lieu , à la réserve &
exception de tout le Duché de Bar ,
Villes & Places qui le com-
posent , tant la partie qui est mou-
vante de la Couronne de France ,
comme celle qu'on peut prétendre
n'en être pas mouvante.

LXIV.

En troisième lieu , à la réserve &
exception du Comté de Clermont
& de son Domaine , & des Places,
Prévôtés & Terres de Stenay , Dun-
el Jametz , avec tout le revenu d'i-
celles , Villages & Territoires qui
en dépendent ; lesquels Moyenvic,

1659.

Duché de Bar (compris la partie lieu & Prévôté de Marville , laque partie , ainsi qu'il a été dit ci-dessus , appartenoit aux Ducs de Bar places , Comté , Prévôté , Terres & Domaines de Clermont , Stenay , Dun & Jametz , avec leurs appartenances , dépendances & annexes demeureront à jamais unis & incorporés à la Couronne de France.

L X V.

Ledit Sieur Duc Charles de Lorraine , avant son rétablissement dans les Etats ci-dessus spécifiés , & avant qu'aucune Place lui soit restituée donnera son consentement au contenu aux trois Articles immédiatement précédens : Et pour cet effet délivrera à Sa Majesté Très - Chrétienne , en la forme la plus valable & authentique qu'Elle pourra déterminer , les Actes de sa renonciation & cession desdits Moyenvic , Duché de Bar (compris la partie de Marville) tant partie mouvante que prétendue non mouvante de la Couronne de France , Stenay , Dun

metz , le Comté de Clermont , &
Domaine , appartenances , dé-
pendances & annexes , sans pou-
voir rien prétendre ni demander par
dit Sieur Duc , ou ses Successeurs,
présentement , ni en aucun tems
à venir , pour le prix que le feu
Roi Louis XIII. de glorieuse mé-
moire , s'étoit obligé de payer au
dit Sieur Duc , pour ledit Domaine
du Comté de Clermont , par le
Traité fait à Liverdun au mois de
juin mil six cens trente-deux , at-
tendu que l'Article où est contenue
cette obligation a été annullé par
les Traités subséquens & de nou-
veau , en tant que besoin seroit ,
entièrement annullé par celui-ci.

L X V I.

La Majesté Très-Chrétienne res-
tant audit Sieur Duc Charles, les
affaires de son Etat , ainsi qu'il est
ci-dessus , y laissera (à la résér-
& exception de celles qu'il est
venu devoir être démolies) tou-
te l'Artillerie , poudre , boulets, ar-
mes , vivres & munitions de guer-

558 *Histoire des Négociations* ,
1659. re , qui sont dans les Magasins de
dites Places , sans pouvoir les
foiblir , ni endommager en aucun
maniere que ce soit.

L X V I I.

Ledit Sieur Duc Charles de Lorraine , ni aucun Prince de sa Maison , ou de ses adhérens & dépendans , ne pourront demeurer armés , mais feront , tant ledit Duc que les autres ci-dessus dits , obligés de licencier leurs troupes , à la publication de la présente Paix.

L X V I I I.

Ledit Sieur Duc Charles de Lorraine , avant son rétablissement de ses Etats , fournira aussi acte en bonne forme à Sa Majesté Très-Chrétienne , qu'il se désiste & départ de toutes intelligences , ligue , alliances & pratiques qu'il auroit ou pourroit avoir avec quelque Prince , Etat & Potentat qui pourroit être , au préjudice de Sa Majesté & de la Couronne de France.

& du Traité de Paix des Pyrén. 559
e ; avec promesse , qu'à l'avenir
ne donnera aucune retraite dans 1659.
es Etats , à aucuns Ennemis ou
sujets rebelles ou suspects à Sa Ma-
jesté , & ne permettra qu'il s'y fasse
aucune levée , ni amas de Gens de
guerre contre son service.

L X I X.

Ledit Sieur Duc Charles de Lor-
raine donnera pareillement avant
son rétablissement susdit , un acte
en bonne forme à Sa Majesté Très-
Chrétienne , par lequel il s'oblige ,
tant pour lui que pour tous ses Suc-
cesseurs Ducs de Lorraine , d'ac-
corder en tout tems , sans difficul-
té aucune , sous quelque prétexte
qu'elle pût être fondée , les passa-
ges dans ses Etats , tant aux per-
sonnes qu'aux troupes de Cavalerie
& Infanterie , que Sadite Majesté
& ses Successeurs Rois de France ,
voudront envoyer en Alsace ou à
Brisac & à Philipsbourg , aussi sou-
vent qu'il en sera requis par Sadite
Majesté & sesdits Successeurs , & de
faire fournir auxdites troupes dans

lesdits Etats, les vivres, logemens & commodités nécessaires par étapes, en payant lesdites troupes leurs dépenses, au prix courant du Pays : bien entendu, que ce ne seront que simples passages, à journées réglées, & marches raisonnables, sans pouvoir séjourner dans lesdits Etats de Lorraine.

L X X.

Ledit Sieur Duc Charles, avant son rétablissement dans son Etat mettra entre les mains de Sa Majesté Très-Chrétienne, un acte en bonne forme, & à la satisfaction de Sadite Majesté, par lequel ledit Sieur Duc s'oblige pour lui & pour tous ses Successeurs, de faire fournir par les Fermiers & Administrateurs des Salines de Rosieres, Châteaues-Salins, Dieuze & Marsal, lesquels Sa Majesté lui restitue par le présent Traité toute la quantité de minots ou muids de sel, qui sera nécessaire pour la fourniture de tous les greniers qu'il sera besoin de remplir.

plir, pour l'usage & consommation ordinaire des Sujets de Sa Majesté, dans les trois Evêchés de Metz, Toul & Verdun, Duché de Bar, & Comté de Clermont, Stenay, Jametz & Dun; & cela au même prix pour chaque minot ou muid de sel, que ledit Sieur Duc Charles avoit accoutumé de les fournir aux greniers de l'Evêché de Metz, en tems de Paix, pendant la dernière année que ledit Sieur Duc a été en possession de tout son Etat, sans qu'il puisse, ni ses Successeurs, en aucun tems augmenter le prix desdits minots ou muids de sel.

1659.

L X X I.

Et d'autant que depuis que le feu Roi Très-Chrétien, de glorieuse mémoire, a conquis la Lorraine par ses Armes, grand nombre des Sujets de ce Duché ont servi Leurs Majestés, en suite des sermens de fidélité qu'Elles ont désiré d'eux; il a été convenu que ledit Sieur Duc ne leur en sauroit aucun mauvais gré, ni ne leur en fera aucun mau-

vais traitement , mais les considérera comme ses bons & fideles Sujets, & les payera des dettes & rentes auxquelles ses Etats peuvent être obligés: ce que Sa Majesté desire si particulierement, que , sans l'assurance qu'Elle prend de la foi que ledit Sieur Duc lui donnera sur ce sujet , Elle ne lui eût jamais accordé ce qu'Elle fait par le présent Traité.

L X X I I.

Il a été convenu en outre , que ledit Sieur Duc ne pourra apporter aucun changement aux provisions des Bénéfices qui ont été donnés par lesdits Seigneurs Rois jusqu'au jour du présent Traité: & que ceux qui en ont été pourvus, demeureront en paisible possession & jouissance desdits Bénéfices, sans que ledit Sieur Duc leur apporte aucun trouble ni empêchement, ou qu'ils en puissent être dépossédés.

L X X I I I.

1659.

Il a été arrêté en outre , que les confiscations qui ont été données par Sa Majesté , & le feu Roi son pere , des biens de ceux qui portoiént les Armes contre Elle , seront valables pour la jouïssance desdits biens , jusqu'au jour de la date du présent Traité , sans que ceux qui en ont jouï en vertu desdits dons , en puissent être recherchés ni inquiétés , en quelque maniere , & pour quelque cause que ce puisse être.

L X X I V.

En outre a été arrêté , que toutes procédures , Jugemens & Arrêts donnés par le Conseil , Juges & autres Officiers de Sa Majesté Très-Chrétienne , pour raison des différends & procès poursuivis , tant par les Sujets desdits Duchés de Lorraine & de Bar , qu'autres , durant le tems que lesdits Etats ont été sous l'obéissance dudit Seigneur Roi Très-Chrétien , & du feu Roi

A a a ij

1659.

son pere , auront lieu , & sortiront leur plein & entier effet , tout ainsi qu'ils feroient, si ledit Seigneur Roi demeueroit Seigneur & possesseur dudit Pays : Et ne pourront être lesdits Jugemens & Arrêts révoqués en doute , annullés , ni l'exécution d'iceux autrement retardée ni empêchée : Bien sera loisible aux Parties de se pourvoir par révision de la cause , & selon l'ordre & disposition du Droit , des Loix & Ordonnances , demeurant cependant les Jugemens en leur force & vertu.

L X X V.

De plus , est aussi accordé , que tous autres dons , graces , rémissions , concessions & aliénations faites par ledit Seigneur Roi Très-Chrétien , & le feu Roi son pere , durant ledit tems , des choses qui leur sont échues & avenues , ou leur auroient été adjudgées , soit par confiscation , pour cas de crime & commise (autre pourtant que de guerre , pour avoir suivi ledit Sieur Duc) ou réversion de Fiefs , ou

¶ *du Traité de Paix des Pyrén.* 565
faute de légitimes Successeurs , ou
autrement , seront & demeureront
bonnes & valables , & ne se pour- 1659.
ront révoquer , ni ceux auxquels
lesdits dons , graces & aliénations
ont été faites , être inquiétés ni
troublés en la jouïssance , en quel-
que maniere & pour quelque cause
que ce soit.

L X X V I.

Comme aussi , que ceux qui pen-
dant ledit tems auront été reçus à
foi & hommage par lesdits Sei-
gneurs Rois , ou leurs Officiers
ayant pouvoir , à cause d'aucuns
Fiefs & Seigneuries tenues & mou-
vantes des Villes , Châteaux , ou
lieux possédés par lesdits Seigneurs
Rois audit Pays , & d'iceux au-
roient payé les droits Seigneuriaux,
ou en auroient obtenu don & ré-
mission , ne pourront être inquiétés
ni troublés pour raison desdits droits
& devoirs , mais demeureront quit-
tes , sans qu'on en puisse rien de-
mander.

En cas que ledit Sieur Duc Charles de Lorraine ne veuille pas accepter & ratifier ce dont les deux Seigneurs Rois ont convenu, pour ce qui regarde ses intérêts, en la maniere qu'il est porté ci-devant ou que l'ayant accepté, il manquât à l'avenir à l'exécution & accomplissement du contenu au présent Traité; Sa Majesté Très-Chrétienne, au premier cas, que ledit Sieur Duc n'accepte pas le Traité, ne sera obligée à exécuter de sa part aucun des articles dudit Traité, sans que pour cette raison il puisse être dit ni censé qu'Elle y ait en rien contrevenu: comme aussi, au second cas, que ledit Sieur Duc, après avoir accepté les conditions susdites, manquât à l'avenir de sa part à leur exécution; Sadite Majesté s'est réservée & réserve tous les droits qu'Elle avoit acquis sur ledit Etat de Lorraine, par divers Traités faits entre le feu Roi son pere, d'heureuse mémoire, & le-

& du Traité de Paix des Pyrén. 567
t Sieur Duc, pour poursuivre les-
its droits en telle maniere qu'Elle
erra bon être. 1659.

L X X V I I I.

Sa Majesté Catholique consent
ue Sa Majesté Très-Chrétienne ne
oit obligée au rétablissement ci-
essus dit, dudit Sieur Duc Charles
e Lorraine, qu'après que l'Empe-
eur aura approuvé & ratifié par un
cte authentique, qui sera livré à Sa
Majesté Très-Chrétienne, tous les
rticles stipulés à l'égard dudit sieur
uc Charles de Lorraine, dans le
présent Traité, sans nul excepter,
s'oblige même Sadite Majesté
atholique, de procurer auprès de
Empereur la prompte expédition
délivrance dudit acte : comme
ussi en cas qu'il se trouve que des
tats, Pays, Villes, Terres ou Sei-
neuries qui demeurent à Sa Majes-
é Très-Chrétienne en propre, par
e présent Traité, de ceux ou cel-
es qui appartenoient ci-devant aux
Ducs de Lorraine, il y en eût qui
ussent Fiefs & relevassent de l'Em-

1659.

pire , pour raison de quoi Sa Majesté eût besoin & desirât d'en être investie , Sa Majesté Catholique promet de s'employer sincerement & de bonne foi , auprès de l'Empereur , pour faire accorder lesdites investitures audit Seigneur Roi Très-Chrétien , sans délai ni difficulté.

L X X I X.

Monsieur le Prince de Condé ayant fait dire à Monsieur le Cardinal Mazarini , Plénipotentiaire du Roi Très-Chrétien , son souverain Seigneur , pour le faire savoir à Sa Majesté , qu'il a une extrême douleur d'avoir depuis quelques années tenu une conduite qui a été désagréable à Sa dite Majesté , qu'il voudroit pouvoir racheter de la meilleure partie de son sang tout ce qu'il a commis d'hostilités dedans & hors de la France , à quoi il proteste que son seul malheur l'a engagé plutôt qu'aucune mauvaise intention contre son service ; & que si Sa Majesté a la générosité d'user envers lui de sa bonté Royale , oubliant tout le

le passé , & le retenant en l'honneur de ses bonnes graces , il s'efforcera tant qu'il aura de vie , de reconnoître ce bienfait par une inviolable fidélité, & de réparer le passé par une entière obéissance à tous ses commandemens : & que cependant pour commencer à faire voir par les effets qui peuvent être présentement en son pouvoir , avec combien de passion il souhaite de rentrer en l'honneur de la bienveillance de Sa Majesté ; il ne prétend rien en la conclusion de cette Paix, pour tous les intérêts qu'il y peut avoir , que de la seule bonté , & du propre mouvement dudit Seigneur Roi son souverain Seigneur , & desire même qu'il plaise à Sa Majesté de disposer pleinement , & selon son bon plaisir , en la maniere qu'Elle voudra , de tous les dédommagemens que le Seigneur Roi Catholique voudra lui accorder , & lui a déjà offert , soit en Etats & Pays , soit en Places ou en argent ; qu'il remet tout aux piés de Sa Majesté : En outre , qu'il est prêt de licencier & congédier toutes ses troupes , &

1659.

de remettre au pouvoir de Sa Majesté les places de Rocroy, le Castelet & Linchamp, dont les deux premières lui avoient été remises par Sadite Majesté Catholique : & qu'aussi-tôt qu'il en aura pû obtenir la permission, il enverra une personne expresse audit Seigneur Roi, son souverain Seigneur, pour lui protester encore plus précisément tous ces mêmes sentimens, & la vérité de ses soumissions, & donner à Sa Majesté tel acte ou écrit signé de lui, qu'il plaira à Sa Majesté, pour assurance qu'il renonce à toutes ligue, traités & associations qu'il pourroit avoir faites par le passé avec Sa Majesté Catholique, & qu'il ne prendra & recevra à l'avenir aucun établissement, pension ni bienfait d'aucun Roi ou Potentat étranger : & enfin, que pour tous les intérêts qu'il peut avoir, en quoi qu'ils puissent consister, il les remet entièrement au bon plaisir & disposition de Sa Majesté, sans prétention aucune : Sadite Majesté Très-Chrétienne ayant été informée de tout ce que dessus par son-

dit Plénipotentiaire, & touchée de ce procédé & soumission dudit Sieur Prince, a condescendu & consenti que ses intérêts soient terminés dans ce Traité, en la maniere qui suit, accordée & convenue entre les deux Seigneurs Rois.

1659.

L X X X.

Premierement, que ledit Sieur Prince désarmera au plus tard dans huit semaines, à compter depuis le jour & date de la signature du présent Traité, & licenciera effectivement toutes les troupes, tant de Cavalerie que d'Infanterie, Francoises ou Etrangères, qui composent le Corps d'Armée qu'il a dans les Pays-Bas, & cela en la maniere qu'il plaira à Sa Majesté Très-Chrétienne lui ordonner, à la réserve des garnisons de Rocroy, le Castellet & Linchamp, lesquelles seront licenciées au tems de la restitution desdites trois Places : Et sera ledit désarmement & licenciement fait par ledit Sieur Prince, réellement & de bonne foi, sans transport,

Bbb ij

1659.

prêt ni vente , vraie ou simulée ;
à d'autres Princes & Potentats quels
qu'ils puissent être , amis ou enne-
mis de la France , ou de ses Alliés.

L X X X I.

En second lieu , que ledit Sieur
Prince envoyant une personne ex-
presse à Sa Majesté , pour lui con-
firmer plus particulièrement toutes
les choses ci-dessus dites en son
nom , donnera un acte signé de lui
à Sadite Majesté , par lequel il se
soumettra à l'exécution de ce qui a
été arrêté entre les deux Seigneurs
Rois , pour le regard de sa Per-
sonne & de ses intérêts , & pour les
Personnes & intérêts de ceux qui
l'ont suivi : Et en conséquence dé-
clarera qu'il se départ sincèrement,
& renonce de bonne foi à toutes
ligues , intelligences & traités d'as-
sociation , ou de protection , qu'il
a pû faire & contracter avec Sa Ma-
jesté Catholique , ou quelconques
autres Rois , Potentats ou Princes
étrangers , & autres telles person-
nes que ce puisse être , tant au-de-

dans que hors le Royaume de France ; avec promesse de ne prendre ni recevoir en aucun tems à l'avenir desdits Rois ou Potentats étrangers, aucunes pensions, ni établissemens, ni bienfaits, qui l'obligent à avoir dépendances d'eux, ni aucun attachement à quelqu'autre Roi ou Potentat qu'à Sa Majesté, son souverain Seigneur ; à peine, en cas de contravention audit écrit, d'être déchu dès lors de la réhabilitation & rétablissement qui lui sont accordés par le présent Traité, & de retourner au même état qu'il étoit à la fin du mois de Mars de la présente année.

1659.

L X X X I I.

En troisieme lieu, que ledit Sieur Prince, en exécution de ce qui a été ci-devant arrêté & convenu entre les deux Seigneurs Rois, remettra réellement & de fait entre les mains de Sa Majesté Très-Chrétienne, les places de Rocroy, le Castelet & Linchamp, au tems & jour qui sera dit ci-après dans un autre article de ce même Traité.

Moyennant l'exécution de ce que dessus , Sa Majesté Très-Chrétienne , en contemplation de la Paix , & en considération des offices de Sa Majesté Catholique , usant de sa clémence Royale , recevra sincèrement & de bon cœur , ledit Sieur Prince en ses bonnes graces , lui pardonnera & oubliera avec la même sincérité tout ce qu'il a par le passé fait & entrepris contre son service , soit dedans ou hors le Royaume ; trouvera bon qu'il revienne en France , même où sera la Cour de Sa Majesté ; ensuite de quoi Sadite Majesté remettra & rétablira ledit Sieur Prince réellement & de fait , en la libre possession & jouissance de tous ses biens , honneurs , dignités & privilèges de premier Prince de son Sang , sans néanmoins , pour ce qui regarde lesdits biens , de quelque nature qu'ils soient , que ledit Sieur Prince puisse jamais rien prétendre pour le passé , à la restitution des fruits des-

Edits biens , quelques personnes qui en aient jouï par ordre de Sa Majesté , ni au payement & restitution de ses pensions , appointemens ou autres rentes & revenus qu'il avoit sur les Domaines , Fermes , ou Recettes générales dudit Seigneur Roi ; non plus que pour raison , ou sous prétexte de ce qu'il pouvoit prétendre lui être dû par Sa Majesté avant sa sortie du Royaume , ni pour les démolitions , dégradations , ou dommages faits par les ordres de Sa Majesté , ou autrement , en quelque maniere que ce soit , dans ses biens , Villes , Places fortifiées ou non fortifiées , Seigneuries , Châteaux , Terres & Maisons dudit Sieur Prince.

1659.

L X X X I V.

Et pour ce qui regarde les Charges & Gouvernemens de Provinces ou de Places , dont ledit Sieur Prince étoit pourvû , & qu'il possédoit avant sa sortie de France , Sa Majesté Très-Chrétienne auroit long-tems constamment refusé de l'y réta-

1659.

blir, jusqu'à ce qu'étant touchée du procédé, & de la soumission ci-dessus dite dudit Sieur Prince, quand il a remis pleinement à son bon plaisir & disposition, tous ses intérêts, sans prétention aucune, & tout ce qui lui étoit offert par Sa Majesté Catholique, pour son dédommagement; Sadite Majesté Très-Chrétienne s'est enfin portée à lui accorder ce qui ensuit, à certaines conditions ci-après spécifiées, dont lesdits Seigneurs Rois ont convenu & ainsi accordé: Savoir est, que moyennant que le Seigneur Roi Catholique de sa part (au lieu de ce qu'il avoit intention de donner audit Sieur Prince pour dédommagement) tire la Garnison Espagnole qui est dans la Ville, Place & Citadelle de Julliers, pour laisser ladite Place & Citadelle libres de ladite Garnison à Monsieur le Duc de Neubourg, aux conditions & en la maniere qui sera plus particulièrement ci-après spécifiée dans un autre article du présent Traité: comme aussi, moyennant que Sadite Majesté Catholique, outre la-

ladite sortie de la Garnison Espagnole de la Ville & Citadelle de Juliers, mette entre les mains de Sa Majesté Très-Chrétienne, la Ville & Place d'Avennes, située entre Sambre & Meuze, avec ses appartenances, dépendances, annexes & Domaines, en la maniere que Sadite Majesté Catholique s'y est ci-dessus obligée par un article du dit présent Traité : (laquelle place d'Avennes Sadite Majesté avoit aussi, entr'autre chose, intention de donner audit Sieur Prince) moyennant ce que dessus, comme il est dit ; c'est-à-dire, en compensation de ladite remise & cession d'une desdites Places faite audit Seigneur Roi Très-Chrétien, pour être unie & incorporée à jamais à la Couronne de France, & de la sortie de la Garnison Espagnole de l'autre, en faveur d'un Prince ami & Allié de Sa Majesté Très-Chrétienne, qu'Elle a désiré d'obliger en vertu du traité de ladite alliance : Sadite Majesté Très-Chrétienne, pour toutes choses généralement quelconques, qui peuvent concerner les

1659.

Charges & Gouvernemens que ledit Sieur Prince avoit possédés, ou que pouvoient avoir lieu d'espérer ceux qui lui appartiennent, sans nul excepter, donnera audit Sieur Prince le Gouvernement de la Province de Bourgogne & Bresse, sous lesquels s'entendent compris le Pays de Bugey, Gex & Veromey; comme aussi lui donnera les Gouvernemens particuliers du Château de Dijon, & de la Ville de Saint Jean-de-Lône, & à Monsieur le Duc d'Enguien son fils, la Charge de Grand Maître de France, & de sa Maison; avec des brevets d'assurance audit Sieur Prince, pour la conserver, en cas que ledit Sieur Duc d'Enguien vînt à décéder devant lui.

L X X X V.

Sadite Majesté fera expédier ses Lettres - Patentes d'abolition en bonne forme; de tout ce que ledit Sieur Prince, ses parens, serviteurs, amis, adhérens, & Domestiques, soit Ecclésiastiques ou Séculiers, ont & peuvent avoir

fait , ou entrepris par le passé contre son service , enforte qu'il ne lui puisse jamais , ni à eux , nuire ni préjudicier en aucun tems , ni à leurs héritiers , successeurs & ayans cause , non plus que s'il n'étoit jamais venu. Et ne fera Sadite Majesté en aucun tems , aucune recherche envers ledit Sieur Prince , ni les siens , ni envers ses serviteurs , amis , adhérans & Domestiques , soit Ecclésiastiques ou Séculiers , des deniers que lui ou eux ont pris dans les Recettes générales ou particulières , ou dans les Bureaux de ses Fermes : Et ne les obligera à aucune restitution desdits deniers , ni de toutes levées de contributions , impositions , exactions sur le Peuple , & actes d'hostilité commis dans la France , en quelque maniere que ce puisse être : ce qui sera plus particulièrement contenu dans lesdites Lettres d'abolition , pour l'entière sûreté dudit Sieur Prince , & de ceux qui l'ont suivi , de n'en pouvoir jamais être recherchés ni inquiétés.

L X X X V I.

Après que ledit Sieur Prince aura satisfait de sa part au contenu dans les trois Articles L X X X. L X X X I. & L X X X I I. du présent Traité, tous Duchés, Comtés, Terres, Seigneuries & Domaines, même ceux de Clermont, Stenay & Dun, comme il les avoit avant sa sortie de France, & celui de Jametz aussi, en cas qu'il l'ait eu, lesquels appartenoient ci-devant audit Sieur Prince ; ensemble tous & quelconques ses autres biens, meubles & immeubles, de quelque qualité qu'ils soient, en la manière ci-dessus dite, lui seront restitués réellement & de fait, ou à ceux que ledit Sieur Prince, étant en France, commettra & députera, pour prendre en son nom la possession desdits biens, & le servir en leur administration : comme aussi lui seront restitués, & à sesdits Députés, tous les titres, enseignemens & autres écritures délaissées au tems de sa sortie du Royaume,

ans les maisons de feldites Terres & Seigneuries, ou ailleurs : Et fera ledit Sieur Prince réintégré en la vraie & réelle possession & jouissance de feldits Duchés, Comtés, Terres, Seigneuries & Domaines, avec tels droits, autorités & Justice, Chancellerie, Cas Royaux, Greniers, Présentations & Collations de Bénéfices, Nominations d'Offices, graces & prééminences, dont lui & ses Prédécesseurs ont joui, & comme il en jouissoit avant sa sortie du Royaume : (bien entendu, qu'il laissera Bellegarde & Mont-rond en l'état qu'ils se trouvent à présent.) Sur quoi lui seront dépêchés en aussi bonne forme qu'il le desirera, toutes Lettres-Patentes de Sa Majesté à ce nécessaires, sans qu'il puisse être troublé, poursuivi ni inquiété en ladite possession & jouissance par ledit Seigneur Roi, ses hoirs, successeurs ou ses Officiers, directement ni indirectement, nonobstant quelconques donations, unions ou incorporations qui pour-roient avoir été faites desdits Duchés, Comtés, Terres, Seigneu-

1659.

ries & Domaines, biens, honneurs, dignités & prérogatives de premier Prince du Sang, & quelconques clauses déroatoires, constitutions & Ordonnances à ce contraires : Comme aussi ledit Sieur Prince, ni ses hoirs & successeurs, pour raison des choses qu'il peut avoir faites, soit en France, y étant, soit hors du Royaume, après sa sortie, ni pour quelconques Traités, intelligences ou diligences par lui faites & eues avec quelconques Princes & personnes, de quelque état & qualité qu'ils soient, ne pourront être molestés, ni inquiétés, ni tirés en cause : Mais toutes procédures, Arrêts, même celui du Parlement de Paris du vingt-sept Mars de l'année mil six cens cinquante-quatre, Jugemens, Sentences & autres Actes qui déjà auroient été faits contre ledit Sieur Prince, tant en matiere civile que criminelle, si ce n'est qu'en matiere civile il ait volontairement contesté, demeureront nulles, & de nulle valeur, & n'en fera jamais fait aucune poursuite, comme si jamais ils ne fussent

du Traité de Paix des Pyrén. 583
venus. Et à l'égard du Domaine
d'Albret, dont ledit Sieur Prince
jouissoit avant sa sortie de France,
duquel Sa Majesté a depuis dis-
posé autrement, Elle donnera au-
dit Sieur Prince le Domaine du
Mourbonnois, aux conditions que
l'échange desdits deux Domaines
avoit déjà été ajusté, avant que le-
dit Sieur Prince sortît du Royau-
me.

1652.

L X X X V I I.

Quant aux parens, amis, servi-
eurs, adhérens & Domestiques du-
dit Sieur Prince, soit Ecclésiasti-
ques ou Séculiers, qui ont suivi
son parti, ils pourront, en consé-
quence des Pardon & Abolition ci-
dessus dits en l'Article L X X X V.
revenir en France avec ledit Sieur
Prince, & établir leur séjour en tel
lieu qu'ils désireront : Et seront ré-
tablis comme les autres Sujets des
dix Seigneurs Rois, en la paisible
possession & jouissance de leurs
biens, honneurs & dignités, à
l'exception & réserve des Charges,
Offices & Gouvernemens qu'ils pos-

1659.

fédoient avant leur sortie du Royaume , pour jouir par eux desdits biens , honneurs & dignités , ainsi qu'ils les tenoient & possédoient sans pouvoir néanmoins prétendre aucune restitution des jouissances du passé , soit de ceux à qui Sa Majesté en auroit fait don , ou en quelque autre manière que ce soit. Comme pareillement seront rétablis en leurs droits , noms , raisons , actions , successions & héritages à eux survenus , ou aux enfans & veuves des défunts , pendant leur absence du Royaume , comme aussi leurs meubles délaissés leur seront restitués , s'ils se trouvent en nature. Et Sa Majesté , en contemplation de la Paix , déclare nulles & de nulle valeur & effet (hors pour le regard de leursdites Charges , Offices & Gouvernemens) toutes procédures , Arrêts , même celui du Parlement de Paris du vingt-sept Mars mil six cens cinquante-quatre , Sentences , Jugemens , adjudications , donations , incorporations & autres Actes , qui , contre eux ou leurs héritiers , pourroient avoir

avoir été faits , pour raison d'avoir
suivi le parti dudit Sieur Prince , &
ce tant en matiere civile que crimi-
nelle , si ce n'est en matiere civile,
qu'ils aient volontairement contes-
té , sans qu'eux , ni leurs hoirs puis-
sent jamais en être recherchés ,
troublés ou inquiétés. Sur toutes
lesquelles choses ci-dessus dites, Sa
Majesté Très-Chrétienne fera expé-
dier , tant audit Sieur Prince qu'à
ses parens , serviteurs , amis , adhé-
rans & Domestiques , soit Ecclé-
siastiques ou Séculiers , toutes Let-
tres-Patentes nécessaires contenant
ce que dessus , en bonne & sùre
forme ; lesquelles Lettres-Patentes
leur seront remises , quand ledit
Sieur Prince aura accompli de sa
part le contenu aux trois Articles
LXXX. LXXXI. & LXXXII. du
présent Traité.

LXXXVIII.

En conformité de ce qui est con-
tenu en l'Article LXXXIV. du pré-
sent Traité , par lequel Sa Majesté
Très-Chrétienne s'oblige de donner

1659.

audit Sieur Prince de Condé, & audit Sieur Duc d'Enguïen son fils, les Gouvernemens & la Charge qui y sont spécifiés ; Sa Majesté Catholique promet & s'oblige de sa part, en foi & parole de Roi, de faire sortir de la Ville, Citadelle ou Château de Julliers la Garnison Espagnole qui est dans ladite Ville, Citadelle ou Château, & les autres troupes qui y auroient entré depuis peu, ou y pourroient de nouveau entrer, pour renforcer la Garnison, laissant dans ladite Ville & Citadelle l'Artillerie qui sera marquée aux Armes de la Maison de Cleves, ou de Julliers, ou qui lui aura appartenu : & pour le reste de ladite Artillerie, armes, munitions & instrumens de guerre, que Sadite Majesté a dans ladite Ville & Citadelle, Elle les pourra faire tirer, laissant ladite Ville, Citadelle ou Château de Julliers à M. le Duc de Neubourg, ou à ceux qui auront charge de lui, de la recevoir en la même qualité qu'il a la possession de l'Etat de Julliers : Ledit Sieur Duc mettant auparavant entre les mains

de Sa Majesté Catholique un écrit en bonne forme, signé de sa main, & à la satisfaction de Sadite Majesté Catholique, par lequel il s'oblige de ne pouvoir vendre, aliéner ni engager ladite Ville, Citadelle ou Château à aucun, ni aucuns autres Princes, ou personnes particulieres, & qu'il n'y mettra, ni établira aucune Garnison que de ses propres forces : Comme aussi d'accorder à Sadite Majesté Catholique, quand elle en aura besoin, le passage de ses troupes, soit par ladite Ville, soit par l'Etat de Julliers; Sadite Majesté payant à ses frais la dépense des passages desdites troupes, qui se feront à journées réglées & marches raisonnables, sans pouvoir séjourner dans le Pays; & ledit Sieur Duc prenant en telles occasions les précautions nécessaires pour la sûreté de ladite Ville & Citadelle : Et en cas que ledit Sieur Duc manquât d'accomplir ce à quoi il se sera obligé, tant de n'aliéner que de ne mettre aucune autre Garnison dans ladite Place & Citadelle que la sienne propre, ou qu'il re-

fusât de donner passage aux troupes de Sa Majesté Catholique, en payant ledit Seigneur Roi Très - Chrétien promet, en foi & parole de Roi, de ne point assister ledit Sieur Duc d'argent, ni de Gens de guerre, ni en aucune autre maniere, par soi-même, ou par personnes interposées, pour soutenir ladite convention; & qu'au contraire, il donnera ses propres forces, s'il est nécessaire, pour l'accomplissement de ce qui a été dit ci-dessus.

L X X X I X.

Il a été expressément convenu & arrêté entre lesdits Plénipotentiaires, que les réservations contenues aux Articles XXI. & XXII. du Traité de Vervins, auront leur plein & entier effet, sans qu'on puisse apporter aucune explication contraire à leur véritable sens: & en conséquence d'icelle, qu'audit Seigneur Roi Très - Chrétien, de France & de Navarre, ses successeurs & ayans cause, sont réservés, nonobstant quelque prescription ou laps de

tems que l'on pût alléguer au contraire , tous les droits , actions & prétentions qu'il entend lui appartenir , à cause desdits Royaumes, Pays & Seigneuries , ou autrement ailleurs , pour quelque cause que ce soit , auxquels n'a été par lui , ou par ses Prédécesseurs expressement renoncé , pour en faire poursuite par voie amiable & de Justice , & non par les Armes.

X C.

Seront aussi réservés audit Seigneur Roi Catholique des Espagnes , ses successeurs & ayans cause , nonobstant quelque prescription & laps de tems qu'on pût alléguer au contraire , tous les droits , actions & prétentions qu'il entend lui appartenir , à cause desdits Royaumes , Pays & Seigneuries , ou autrement ailleurs , pour quelque cause que ce soit , auxquels n'auroit été par lui ou par ses Prédécesseurs Rois expressement renoncé , pour aussi en faire poursuite par voie amiable , & de Justice , & non par les Armes.

Comme ledit Sieur Cardinal Mazarini, Plénipotentiaire de Sa Majesté Très-Chrétienne, auroit remontré, que pour mieux parvenir à une bonne Paix, il est nécessaire que Monsieur le Duc de Savoie, lequel s'est mêlé en cette guerre, joignant ses Armes à celles de la Couronne de France, dont il est Allié, soit compris au présent Traité : Sa Majesté Très-Chrétienne affectionnant le bien & la conservation dudit Sieur Duc, comme la sienne propre, pour la proximité du Sang & Alliance dont il lui appartient ; & Sa Majesté Catholique ayant trouvé raisonnable que ledit Sieur Duc soit compris en cette Paix, sur les instances & par l'interposition de Sa Majesté Très-Chrétienne : Il a été arrêté & convenu qu'il y aura à l'avenir cessation de toutes sortes d'actes d'hostilités, tant par mer & autres eaux, que par terre, entre Sa Majesté Catholique, & ledit Sieur Duc de Savoie, leurs enfans, &

héritiers , successeurs nés & à naître , leurs Etats , Dominations & Seigneuries , rétablissement d'amitié , navigation & commerce , & bonne correspondance entre les Sujets de Sadite Majesté & dudit Sieur Duc , sans distinction de lieux ni de personnes : & seront lesdits Sujets rétablis , sans difficulté ni délai , dans la libre & paisible possession & jouissance de tous les biens , droits , noms , raisons , pensions , actions , immunités & privilèges , de quelque nature qu'ils soient , qu'ils possédoient dans les Etats l'un de l'autre , avant la présente guerre , ou qui leur seroient échûs pendant qu'elle a duré , & qui leur auroient été saisis à l'occasion d'icelle , sans pouvoir néanmoins prétendre , ni demander aucune restitution des jouissances du passé pendant la guerre.

X C I I.

En conséquence de ladite Paix , & en considération des offices de Sa Majesté Très-Chrétienne , ledit Seigneur Roi Catholique restituera

1659.

audit Sieur Duc de Savoie, réellement & de fait, la Ville, Place & Château de Vercell, & tout son Territoire, appartenances, dépendances & annexes, sans qu'on puisse rien démolir, ni endommager des fortifications qui y ont été faites, & au même état, pour l'Artillerie, munitions de guerre, vivres & autres choses, qu'étoit ladite Place, lorsque ledit Vercell fut pris par les Armes de Sa Majesté Catholique. Et pour le lieu de Cencio dans les Langues, il sera aussi rendu audit Sieur Duc de Savoie, en l'état qu'il se trouve présentement, avec ses dépendances & annexes.

X C. I I I.

Quant à la dot de la feuë Sérénissime Infante Catherine, pour raison de laquelle il y a différend entre les Maisons de Savoie & de Modene; Sa Majesté Catholique promet & s'oblige de faire payer effectivement à Monsieur le Duc de Savoie les arrerages qui peuvent être dûs à sa Maison, depuis que
ladite

ladite dot fut constituée jusqu'au dix-sept Décembre de l'année mil six cent vingt , que le feu Duc Charles Emmanuel de Savoie , donna en apanage ladite dot au feu Prince Philibert son fils , suivant ce qui sera vérifié de cette dette , par les Livres de la Chambre Royale du Royaume de Naples. Et pour le paiement à l'avenir du courant de ladite dot & d'autres arrérages , il en sera usé ainsi qu'il est disposé plus bas , par autre Article du présent Traité.

1659.

X C I V.

Et d'autant que les divisions ou prétentions contraires des Maisons de Savoie & de Mantoue , ont plusieurs fois excité des troubles dans l'Italie , pour les assistances que lesdits Seigneurs Rois ont données en divers tems , chacun à son Allié , afin de ne laisser à l'avenir aucun sujet ni prétexte , qui puisse de nouveau altérer la bonne intelligence & amitié de Leurs Majestés: Il a été convenu & accordé , pour

D d d

1652.

le bien de la Paix , que les Traités faits à Querasque en l'année mil six cent trente & un , sur les différends desdites Maisons de Savoie & de Mantoue , seront exécutés selon leur forme & teneur : Et Sa Majesté Catholique promet & engage sa foi & parole Royale , de ne s'opposer jamais , ni faire chose contraire en aucune maniere auxdits Traités , ni à leurs exécutions , pour quelque raison , action & prétexte que ce puisse être , & de ne donner aucune assistance ni faveur , directement ni indirectement , de quelque sorte que ce soit , à aucun Prince qui voulût contrevénir auxdits Traités de Querasque : Dont Sa Majesté Très - Chrétienne pourra soutenir l'observation & exécution , de son autorité , & s'il est nécessaire , de ses Armes , sans que Sa Majesté Catholique puisse employer les siennes pour l'empêcher ; nonobstant le contenu au troisieme Article du présent Traité , auquel il est expressément dérogé par celui-ci , pour ce regard seulement.

Comme le différend qui reste entre lesdits Sieurs Ducs de Savoie & de Mantoue, sur la dot de la feue Princesse Marguerite de Savoie, ayeule dudit Sieur Duc de Mantoue, n'a pû être accommodé en diverses conférences, que les Commissaires desd. Sieurs Ducs ont eues sur cette matiere, tant en Italie qu'en ce lieu-ci, en présence desdits Sieurs Plénipotentiaires de Leurs Majestés, à raison du trop grand éloignement des prétentions de l'un & des exceptions de l'autre, en sorte qu'ils n'ont pu convenir avant la conclusion de cette Paix qui n'a pas dû être retardée pour ce seul intérêt : Il a été arrêté & accordé que lesdits Sieurs Ducs feront assembler leurs Commissaires en Italie dans trente jours après la signature de ce Traité (& plutôt s'il se peut) au lieu qui sera concerté entre le Sieur Duc de Navailles, & en son absence l'Ambassadeur du Roi Très-Chrétien en Piémont, & le

D d d ij

1659.

Sieur Comte de Fuenfaldaña , ou en la maniere, qu'ils jugeront plus à propos , afin qu'avec l'intervention des Ministres des deux Seigneurs Rois , qui pourra contribuer beaucoup à faciliter & avancer cet Accord , ils travaillent à l'ajustement de cette affaire , en sorte que dans quarante jours depuis qu'ils se seront assemblés , ledit ajustement soit conclu , & que les Parties aient convenu de la somme qui est dûe. Et en cas que cette nouvelle conférence ne produise pas l'effet qu'on prétend , avant le Printems , que les deux Plénipotentiaires des deux Seigneurs Rois se trouveront encore ensemble en cette même frontière des deux Royaumes ; Leurs Majestés alors ayant la connoissance que leur auront donnée leurs Ministres , des raisons de part & d'autre , & des expédiens qui auront été proposés , prendront celui qui leur semblera juste & raisonnable , pour moyenner l'accommodement de cette affaire à l'amiable , & en sorte que lesdits Sieurs Ducs puissent & doivent demeurer avec satisfaction

commune : Et Leursdites Majestés concourront après , uniformement à procurer que ce qu'Elles auront déterminé s'exécute , afin qu'il ne reste aucun motif qui puisse altérer la tranquillité publique d'Italie.

1659.

X C V I.

Et d'autant que depuis le décès de feu Monsieur le Duc de Modene, arrivé en Piémont l'année dernière mil six cent cinquante-huit , Sa Majesté Catholique a été informée par ses Ministres en Italie , que Monsieur le Duc de Modene son Successeur , a témoigné déplaisir des choses qui se sont passées durant cette guerre , & avoit ferme intention de rendre Sadite Majesté satisfaite de lui & de ses actions , & de mériter par sa conduite sa bienveillance Royale , ayant fait ledit Sieur Duc à cette fin divers offices près du Sr. Comte de Fuenfaldaña, Gouverneur & Capitaine Général dans l'Etat de Milan : En cette considération , & de l'entremise du Roi Très-Chrétien , Sa Majesté Ca-

D d d iij

1659.

tholique reçoit dès à présent en sa bonne grace, la Personne & Maison dudit Sieur Duc, lequel d'oresnavant vivra & procédera en bonne & libre neutralité avec les deux Couronnes de France & d'Espagne, & ses Sujets pourront avoir & tenir dans les Etats de chacune desdites Couronnes, un commerce libre; & jouiront ledit Sieur Duc & sesdits Sujets, des rentes & graces qu'ils auroient obtenues, ou pourroient ci-après obtenir de Leurs Majestés, comme ils avoient accoustumé d'en jouir, sans difficulté, avant le mouvement des Armes.

X C V I I.

De la même maniere Sa Majesté Catholique a consenti & accordé, de ne plus envoyer dans la place de Correggio, la Garnison qu'elle avoit accoustumé par le passé d'y tenir; en sorte que la possession de ladite place de Correggio, demeure libre de ladite Garnison: & même pour plus grande sûreté & avantage dudit Sr. Duc, Sa Majesté Catholique pro-

met de faire des offices très-pref-
sans auprès de l'Empereur , à ce
qu'il ait agréable d'accorder audit
Sieur Duc , à sa satisfaction , l'in-
vestiture dudit Etat de Correggio,
comme l'avoient les Princes dudit
Correggio.

1659.

X C V I I I.

Quant à la dot de la feue Sérénissime Infante Catherine , assignée sur la Douane de Foya , dans le Royaume de Naples , en quarante-huit mille ducats de revenu annuel, ou telle autre quantité qui paroîtra par les Livres de la Chambre Royale de ce Royaume-là , pour raison de laquelle dot il y a différend entre M. le Duc de Savoie & M. le Duc de Modene; Sa Majesté Catholique demeurant d'accord , sans aucune difficulté , de la devoir , & ayant intention de la payer à celui desdits Sieurs Ducs auquel la propriété de ladite dot sera adjudgée par Justice , ou à qui elle demeurera par convention particuliere qu'ils pourroient faire entr'eux : Il a été ac-

1659.

cordé & convenu que Sadite Majesté Catholique remettra présentement les choses concernant ladite dot , au même état qu'elles étoient lors que le payement de ladite dot a cessé de courir , à l'occasion de la prise des Armes ; c'est-à-dire , que si en ce tems-là les deniers de ladite dot étoient séquestrés , ils le seront encore à l'avenir , jusqu'à ce que le différend desdits Sieurs Ducs soit terminé par Jugement définitif en Justice , ou par accord entre eux : Et si au tems susdit ledit feu Sieur Duc de Modene se trouvoit en possession de jouir de ladite dot, sans que les deniers en fussent séquestrés , Sa Majesté Catholique continuera dès à présent à la faire payer audit Sieur Duc de Modene son fils , tant les arrérages qui se trouveront être dûs par le passé que le courant , à l'avenir , du revenu de ladite dot ; rabattant néanmoins sur lesdits arrérages toute la jouissance du tems que la Maison de Modene a eue les Armes à la main contre l'Etat de Milan. Et en ce dernier cas , demeureront cepen-

dant audit Sieur Duc de Savoie toutes ses raisons , droits & actions pour les poursuivre en Justice , & faire déclarer à qui appartient la propriété de lad. dot : après lequel Jugement ou convention particulière qui pourroit intervenir entre lesdits Sieurs Ducs , Sa Majesté Catholique payera sans difficulté le revenu de ladite dot à celui d'entr'eux à qui elle se trouvera appartenir par Sentence définitive en Justice , ou par accommodement volontaire fait entre lesdits deux Sieurs Ducs de Savoie & de Modene.

1659.

X C I X.

Et d'autant que les deux Seigneurs Rois ont considéré que les différends des autres Princes leurs amis & adhérens , les ont souvent tiré malgré eux , & les Rois leurs Prédécesseurs , de glorieuse mémoire , à la prise des Armes ; Leurs Majestés desirant , autant qu'il est en leur pouvoir , d'ôter par la présente Paix , en toutes parts , les moindres sujets de dissension , afin d'en

1659.

mieux affermir la durée , & notamment le repos de l'Italie , qui a souvent été troublé par des différends particuliers arrivés entre les Princes qui y possèdent des Etats : Les deux Seigneurs Rois ont convenu & accordé qu'ils interposeront de concert , sincèrement & pressamment leurs offices & leurs supplications auprès de Notre Saint Pere le Pape , jusqu'à ce qu'ils aient pû obtenir de Sa Sainteté qu'Elle ait pour agréable de faire terminer sans délai , par accord ou par Justice , le différend que ledit Sieur Duc de Modene a depuis si long-tems avec la Chambre Apostolique , touchant la propriété & la possession des Vallées de Comarchio : se promettant lesdits Seigneurs Rois , de la souveraine équité de Sa Sainteté qu'elle ne refusera pas la juste satisfaction qui sera dûe à un Prince dont les Ancêtres ont tant mérité du Saint Siège , & lequel dans un très-considérable intérêt , a consenti jusqu'ici de prendre ses Parties mêmes pour ses Juges.

Lesdits deux Seigneurs Rois , par la même considération d'arracher la semence de tous les différends qui pourroient troubler le repos de l'Italie , ont aussi convenu & accordé qu'ils interposeront , de concert , sincerement & pressamment , leurs offices & leurs supplications auprès de Notre Saint Pere le Pape , jusqu'à ce qu'ils aient pû obtenir de Sa Sainteté , la grace que Leurs Majestés lui ont assez souvent demandée séparément , en faveur de M. le Duc de Parme , à ce qu'il ait la faculté d'acquitter en divers intervalles convenables de tems , la dette qu'il a contractée envers la Chambre Apostolique , en la même maniere de différens intervalles , & que par ce moyen , & avec l'engagement ou l'aliénation de partie de ses Etats de Castro & de Ronciglione , il puisse trouver l'argent qui lui est nécessaire pour se conserver la possession du reste desdits Etats : Ce que Leurs Ma-

1659.

jestés esperent de la bonté de Sa Sainteté, non moins pour le desir qu'Elle aura de prévenir toutes les occasions de discorde dans la Chrétienté, que de sa disposition à favoriser une Maison qui a tant mérité du Saint Siège Apostolique.

C I.

Lesdits Seigneurs Rois estimant ne pouvoir mieux reconnoître envers Dieu la grace qu'ils ont reçue de sa seule souveraine bonté, qui leur a inspiré le desir, & ouvert les moyens de se pacifier ensemble, & de donner le repos à leurs Peuples, qu'en s'appliquant & travaillant de tout leur pouvoir à procurer & conserver le même repos à tous les autres Etats Chrétiens, dont la tranquillité est troublée, ou est à la veille de s'altérer ; Leurs Majestés voyant avec grand déplaisir la disposition présente de l'Allemagne, & des autres Pays du Nord, où la guerre est allumée, & qu'elle peut encore s'enflammer dans l'Empire par les divisions de ses Princes &

Etats ; ont convenu , demeuré d'accord & résolu d'envoyer sans délai leurs Ambassadeurs , ou faire agir ceux qu'ils ont déjà dans l'Empire , de commun concert , pour ménager à leur nom & par leur entremise un bon & prompt accommodement , tant de tous les différends qui peuvent troubler le repos de l'Empire , que de ceux qui depuis quelques années ont causé la guerre dans les autres parties du Nord.

C I I.

Et d'autant que l'on apprend , que nonobstant l'accommodement qui fut fait il y a quelques années , des divisions survenues alors , entre les Cantons des Liges de Suisse Catholiques & Protestans , il reste encore sous la cendre des étincelles de ce feu , qui pourroient , si on ne les éteint entierement , se renflammer , & causer de nouveaux troubles & dissensions entre ces Peuples. là alliés avec les deux Couronnes ; les deux Seigneurs Rois ont jugé nécessaire de s'appliquer de leur part,

1659.

à la prévention de ce danger , autant qu'il sera en leur pouvoir , avant que les choses empirent. Partant il a été accordé & convenu entre Leurs Majestés , qu'Elles enverront sur ce sujet des Ministres particuliers , chacun aux Cantons de ses Alliances (si ce n'est qu'ils jugent que ceux qu'ils y tiennent d'ordinaire, suffisent pour la fin qu'ils se proposent) avec ordre , qu'après s'être exactement informés des motifs & causes qui donnent lieu à la mésintelligence & désunion de ladite Nation , ils s'assemblent après & travaillent uniformement & de concert , à y procurer la concorde & à faire que toutes choses y retournent à la Paix , au repos & à la fraternité , avec laquelle lesdits Cantons avoient accoutumé de vivre ensemble par le passé : Faisant entendre à leurs Supérieurs la satisfaction que Leurs Majestés recevront pour l'affection qu'Elles portent à leur Etat , & combien c'est un rétablissement d'union leur sera agréable , pour le desir qu'Elles ont de leur bien & de la tranquillité publique.

C I I I.

1659.

Les différends survenus aux Pays des Grisons , sur le fait de la Val-teline , ayant diverses fois obligé les deux Rois & plusieurs autres Prin-ces de prendre les armes. Pour éviter qu'à l'avenir ils ne puissent altérer la bonne intelligence de Leurs Majestés , il a été accordé , que dans six mois après la publica-tion du présent Traité , & après qu'on aura été informé de part & d'autre , de l'intention des Grisons touchant l'observation des Traités ci-devant faits , il sera convenu amiablement , entre les deux Cou-ronnes, de tous les intérêts qu'el-les peuvent avoir en cette affaire , & que pour cet effet chacun desdits Seigneurs Rois donnera pouvoir suffisant d'en traiter , à l'Ambassa-deur qu'il enverra à la Cour de l'autre , après la publication de la Paix.

C I V.

Monsieur le Prince de Monaco

1659.

sera remis sans délai , en la paisible possession de tous les biens , droits & revenus qui lui appartiennent , & dont il jouïssoit avant la guerre , dans le Royaume de Naples , Duché de Milan & autres de l'obéissance de Sa Majesté Catholique , avec liberté de les aliéner comme bon lui semblera , par vente , donation ou autrement , sans qu'il puisse être troublé ni inquiété en la jouissance d'iceux , pour s'être mis sous la protection de la Couronne de France , ni pour quelque autre sujet ou prétexte que ce soit.

C V.

Il a été pareillement accordé & convenu que Sa Majesté Catholique payera comptant à la Dame Duchesse de Chevreuse , la somme de cinquante-cinq mille Philippes , de dix réaux piece , qui valent cent soixante-cinq mille livres , monnoie de France , & ce pour le prix des Terres & Seigneuries de Kerpen & Lommersein , avec les aides & dépendances desdites Terres , que
ladite

ladite Duchesse avoit acquises de
Sa Majesté Catholique , suivant les
Lettres-Patentes de Sadite Majesté,
du deuxieme Juin mil six cent qua-
rante-six , desquelles Terres & Sei-
gneuries , ladite Dame a été depuis
dépossédée par les Ministres de Sa
Majesté Catholique , à l'occasion
de la présente guerre , & Sadite
Majesté en a disposé en faveur de
Monsieur l'Electeur de Cologne ;
& se fera ledit payement de cin-
quante-cinq mille Philippes , de dix
reaux piece , par Sa Majesté Catho-
lique , à la Dame Duchesse de
Chevreuse , en deux termes , le
premier dans six mois , à compter
du jour & date des présentes , &
le second six mois après , en sorte
que dans un an elle ait reçu tou-
te la somme.

1659.

C V I.

Tous les Prisonniers de guerre ,
de quelque condition & Nation
qu'ils soient , étant détenus de part
& d'autre , seront mis en liberté ,
payant leur dépense , & ce qu'ils

E c e

1659.

pourroient d'ailleurs justement devoir , sans être tenus payer aucune rançon , si ce n'est qu'ils en aient convenu : auquel cas les Traités faits avant ce jour , seront exécutés selon leur forme & teneur.

C V I I.

Tous autres Prisonniers & Sujets desdits Seigneurs Rois , qui par la calamité de guerre pourroient être détenus aux Galeres de Leurs Majestés , seront promptement délivrés & mis en liberté , sans aucune longueur , pour quelque cause & occasion que ce soit , & sans qu'on leur puisse demander aucune chose pour leur rançon , ou pour leur dépense : Comme aussi seront mis en liberté , en la même maniere , les Soldats François qui se trouveront être Prisonniers dans les Places que Sa Majesté Catholique possède aux Côtes d'Afrique , sans qu'on leur puisse demander , comme il est dit , aucune chose pour leur rançon , ou pour leur dépense.

C V I I I.

1659.

Moyennant l'entiere observation de tout ce que dessus , il a été convenu & accordé que le Traité fait à Vervins en l'an mil cinq cent nonante-huit , est de nouveau confirmé & approuvé par lesdits Plénipotentiaires , en tous ses points , comme s'il étoit inféré ici de mot à mot , & sans innover aucune chose en icelui , ni aux autres précédens , qui tous demeureront en leur entier , en tout ce à quoi il n'est point dérogé par le présent Traité.

C I X.

Et pour le regard des choses contenues audit Traité de mil cinq cent nonante-huit , & au précédent fait en l'année mil cinq cent cinquante-neuf , qui n'ont été exécutés suivant ce qui est porté par iceux , l'exécution en sera faite & parachevée , en ce qui reste à exécuter : Et pour cet effet , seront députés Commissaires de part & d'au-

E e e ij

1659.

tre , dans deux mois , avec pouvoir suffisant pour convenir ensemble , dans le délai qui sera accordé d'un commun consentement , de toutes les choses qui resteront à exécuter , tant pour ce qui concerne l'intérêt desdits Seigneurs Rois , que pour celui des Communautés & particuliers leurs Sujets , qui auront à faire quelques demandes ou plaintes d'un côté ou d'autre.

C X.

Lesdits Commissaires travailleront aussi , en vertu de leursdits pouvoirs , à régler les limites , tant entre les Etats & Pays qui ont appartenu d'ancienneté auxdits Seigneurs Rois , pour raison desquels il y a eu quelque contestation , qu'entre les Etats & Seigneuries qui doivent demeurer à chacun d'eux par le présent Traité , dans les Pays-Bas : Et sera particulièrement faite par lesdits Commissaires , la séparation des Châtellenies & autres Terres & Seigneuries qui doivent demeurer audit Seigneur Roi

Très-Chrétien, d'avec les autres Châtellenies, Terres & Seigneuries qui demeureront audit Seigneur Roi Catholique, en sorte qu'il ne puisse arriver ci-après de contestation pour ce sujet, & que les Habitans & Sujets de part & d'autre ne puissent être inquiétés. Et en cas qu'on ne puisse s'accorder sur le contenu au présent article & au précédent, il sera convenu d'Arbitres, lesquels prendront connoissance de tout ce qui sera demeuré indécis entre lesdits Commissaires; & les Jugemens qui seront rendus par lesdits Arbitres, seront exécutés de part & d'autre, sans aucune longueur ni difficulté.

1652.

C X I.

Pour la satisfaction & payement de ce qui se peut devoir de part ou d'autre, pour les rançons des Prisonniers, & pour les dépenses qu'ils ont faites durant leur prison, depuis la naissance de cette guerre, jusqu'au jour de la présente Paix, en conformité des Traités qui ont été faits d'échange desdits Prison-

1659.

niers, & nommément celui de l'année mil six cent quarante-six, qui se fit à Soissons, le Marquis de Castel-Rodrigo étant Gouverneur des Pays-Bas; il a été convenu & accordé que l'on payera comptant présentement de part & d'autre, les dépenses des Prisonniers qui sont déjà sortis, ou doivent sortir, en vertu de la présente Paix, sans rançon; & qu'à l'égard des autres Prisonniers qui sont sortis, en vertu des Traités particuliers d'échanges qui ont été faits pendant la guerre, avant ledit présent Traité, il sera nommé des Commissaires de part & d'autre, un mois après l'échange des ratifications du présent Traité, lesquels s'assembleront dans le lieu dont on conviendra, du côté de Flandre; où l'on portera aussi les comptes touchant les Prisonniers qui ont été faits aux Royaumes de Naples & de Sicile, & leurs dépendances, dans l'Etat de Milan & le Piémont, dans la Principauté de Catalogne & Comtés de Roussillon & de Cerdaña, & autres endroits d'Espagne, outre ce qui re-

garde les frontieres de France, avec les Pays - Bas ; & les comptes étant par eux ajustés & arrêtés, tant de leurs dépenses pour leur nourriture, que pour leurs rançons, en la maniere qui a été pratiquée aux autres Traités de cette nature ; celui des deux Seigneurs Rois, qui se trouvera par l'arrêté desdits comptes, être débiteur de l'autre, s'oblige de payer comptant, de bonne foi & sans délai, à l'autre desdits Seigneurs Rois, les sommes d'argent dont il sera demeuré débiteur envers lui, pour les dépenses & rançons desdits Prisonniers de guerre.

CXII.

Comme il pourra arriver que les Personnes particulieres intéressées des deux côtés, en la restitution des biens, dans la jouissance & propriété desquels ils doivent rentrer, en vertu du présent Traité, rencontrent sous divers prétextes des difficultés & de la résistance en leur rétablissement, de la part de ceux qui sont aujourd'hui en possession

1659.

desdits biens , ou qu'il naiffe d'autres embarras à l'entiere exécution de ce qui a été dit ci-dessus , il a été convenu & accordé que lesdits Seigneurs Rois députeront chacun un de leurs Ministres en la Cour de l'autre , & en d'autres endroits , s'il est nécessaire , afin qu'entendant conjointement , au lieu où s'assembleront lesdits Ministres , les personnes qui s'adresseront à eux sur cette matiere , & prenant connoissance du contenu aux articles de ce Traité , & de ce que les Parties leur représenteront , ils déclarent ensemble de bon accord , brievement & sommairement , sans autre forme de Justice , ce qui devra être exécuté , donnant l'acte & instrument nécessaire de leur déclaration ; lequel acte devra être accompli , sans admettre ni laisser lieu à aucune contradiction ou réplique.,

C X I I I.

L'exécution de la présente Paix ; en ce qui regarde la restitution ou remise des Places que les deux Seigneurs

gneurs Rois se doivent rendre , & mettre en main , respectivement l'un à l'autre , ou à leurs Alliés, en vertu & en conformité de ce Traité , se fera au tems & à la maniere suivante.

1652.

C X I V.

Premièrement , sans attendre l'échange des ratifications du présent Traité , afin que les troupes qui composent l'armée du Roi Très-Chrétien , & les garnisons des Places qu'il tient en Italie , puissent repasser les Monts avant que les glaces en bouchent les passages ; lesdits deux Plénipotentiaires ont convenu & accordé qu'ils se chargent de faire envoyer incessamment par Couriers exprès , les ordres de Leurs Majestés , respectivement au Sieur Duc de Navailles , & au Sieur Comte de Fuenfaldaña ; comme aussi au Sieur Marquis de Caracene , pour ce qui le regarde , pour faire le trentieme jour du présent mois de Novembre , les restitutions suivantes , à savoir : Seront ledit

F f f

1659.

jour rendues par le Seigneur Roi Très-Chrétien à Sa Majesté Catholique , les Places de Valence sur le Pô , & de Mortare dans l'Etat de Milan : Comme pareillement le même jour trentieme Novembre , seront rendues par le Seigneur Roi Catholique à M. le Duc de Savoie, la Place & Citadelle de Verceil dans le Piémont : & du côté des Pays-Bas , la Place du Catelet , à Sa Majesté Très - Chrétienne. Lesdits Seigneurs Plénipotentiaires ayant pris sur eux , en vertu des ordres particuliers qu'ils ont eus de Leurs Majestés sur ce sujet , la ponctuelle exécution de cet article avant comme il est dit , l'échange des ratifications du présent Traité.

C X V.

L'échange des ratifications ayant été faite dans le jour qui sera dit ci-après , le vingt-septieme jour de Décembre de la présente année , seront par ledit Seigneur Roi Très-Chrétien , rendues à Sa Majesté Catholique , les places d'Oudenar-

de , Marville , Menene & Comine
sur la Lis , Dixmude & Furnes ,
avec les Postes de la Fintelle & de
la Quenoque : Comme pareillement
le même jour vingt-septieme Dé-
cembre , seront par ledit Seigneur
Roi Catholique , rendues à Sa Ma-
jesté Très-Chrétienne , les places de
Rocroy & Linchamp.

1659.

C X V I.

Huit jours après, qui sera le qua-
trieme Janvier de l'année prochai-
ne mil six cent soixante , seront ren-
dus par ledit Seigneur Roi Très-
Chrétien à Sa Majesté Catholique ,
les places d'Ypre , la Bassée , Berg-
Saint-Vinox & son Fort Royal , &
tous les Postes , Villes , Forts &
Châteaux que les Armes de France
ont occupé dans le Principat de
Catalogne , à la réserve de Roses ,
Fort de la Trinité & Capdaquez :
Comme pareillement le même jour
quatrieme Janvier , seront par ledit
Seigneur Roi Catholique , rendues
& mises entre les mains , & au pou-
voir de Sa Majesté Très-Chrétien-

620 *Histoire des Négociations*;
ne, les places d'Hesdin & de Phi-

1659.

lippeville & de Marienbourg.

C X V I I.

Après que Monsieur le Prince de Condé aura rendu ses respects au Roi Très Chrétien, son souverain Seigneur, & été rétabli en l'honneur de ses bonnes graces, les places d'Avennes & de Julliers seront par ledit Seigneur Roi Catholique, remises entre les mains & au pouvoir de Sa Majesté Très-Chrétienne, & de M. le Duc de Newbourg. Et le même jour ledit Seigneur Roi Très-Chrétien restituera à Sa Majesté Catholique les Postes, Villes, Forts & Châteaux que la France a occupés en la Comté de Bourgogne, en la maniere & au tems que Leursdites Majestés en ont plus particulièrement convenu.

C X V I I I.

Présupposé, & à condition que les Commissaires qui auront été députés pour déclarer les lieux qui de-

vront appartenir à chacun des deux Seigneurs Rois , dans les Comtés & Vigueries de Conflans & de Cerdaña , auront auparavant convenu & fait de commun accord la déclaration qui doit régler à l'avenir les limites des deux Royaumes : Comme aussi que toutes les restitutions ci-dessus dites , auront été ponctuellement accomplies , Sa Majesté Très-Chrétienne , le cinquième jour de Mai de l'année prochaine mil six cents soixante , restituera à Sa Majesté Catholique les Places & Ports de Roses , Fort de la Trinité & Capdaquez , aux conditions plus particulièrement accordées entre Leurs Majestés.

1659.

CXIX.

Il a été accordé pareillement & convenu , que dans l'échange ci-dessusdit qui sera fait de la Bassée & de Berg-Saint-Vinox & son Fort Royal , avec Philippeville & Mariembourg , il sera laissé dans lesdites Places , autant d'Artillerie , tant en nombre que de même poids &

1659.

calibre dans les unes que dans les autres ; comme aussi autant de munitions de guerre de toutes sortes , & de bouche , dont des Commissaires députés de part & d'autre , conviendront de bonne foi , & le feront exécuter ; de maniere que ce qui se trouvera de plus dans les unes que dans les autres , pourra être tiré desdites Places , & transporté ailleurs , où bon semblera aux Commissaires de celui des deux Seigneurs Rois , à qui cette plus grande quantité de choses susdites se trouvera appartenir.

C X X.

Leursdites Majestés ont pareillement convenu , acordé , résolu & promis , sur leur foi & parole Royale , d'envoyer chacune de sa part , leurs ordres aux Généraux de leurs Armées , ou Gouverneurs de leurs Armes , Provinces & Pays , afin qu'ils tiennent la main à l'exécution desdites restitutions respectives de Places , aux jours certains qui ont été ci-dessus préfix , concertant

Et du Traité de Paix des Pyrén. 623
ensemble de bonne foi les moyens
& toutes autres choses qui peuvent
regarder la fidele exécution de ce
qui a été promis & arrêté entre
Leursdites Majestés , en la maniere
& au tems qui a été dit.

1659.

C X X I.

Monfieur le Duc Charles de Lorraine acceptant , pour ce qui le regarde , la présente Paix , aux conditions ci-deffus ftipulées entre lefdits deux Seigneurs Rois , & non autrement , Sa Majesté Très-Chrétienne rétablira dans quatre mois , à compter du jour de l'échange des ratifications du présent Traité , ledit Sieur Duc dans les Etats , Pays & Places qu'il a été dit ci-deffus ; à la réserve de ce qui doit demeurer à Sadite Majesté en propre & souveraineté par ledit présent Traité : bien entendu , que ledit Sieur Duc, avant ce rétablissement, outre son acceptation des conditions qui le regardent en la présente Paix , aura fourni à Sa Majesté Très-Chrétienne , & à sa satisfaction tous les

1659.

divers actes & obligations qu'il doit lui mettre en main , en vertu & en conformité de ce Traité , en la maniere qu'il a été stipulé & spécifié ci-dessus.

C X X I I.

Outre Messieurs le Duc de Savoie , Duc de Modene & Prince de Monaco , lesquels comme Alliés de la France , sont principaux Contractans en ce Traité , ainsi qu'il est porté ci-dessus , en cette Paix , alliance , & amitié , de commun accord & consentement desdits Seigneurs Rois Très-Chrétien & Catholique , seront compris (si compris y veulent être) de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne : Premièrement , Notre Saint Pere le Pape , le Saint Siège Apostolique , Messieurs les Electeurs & autres Princes de l'Empire , alliés & confédérés avec Sa Majesté , pour la manutention de la Paix de Munster : A savoir Messieurs les trois Electeurs de Mayence , de Cologne , & Comte Palatin du Rhin , le Duc de Newbourg , les Ducs

Auguste Christian , Louis & George Guillaume de Brunswic & de Lunebourg , le Lantgrave de Hesse-Cassel , & le Lantgrave de Darmstât ; comme aussi le Roi de Suede , le Duc & Seigneurie de Venise , & les treize Cantons des Lignes de Suisses , & leurs Alliés & Confédérés , & tous autres Rois , Potentats , Princes , Etats , Villes & Personnes particulieres , à qui Sa Majesté Très-Chrétienne , sur la décente réquisition qu'ils lui en feront , accordera de sa part d'être compris en ce Traité , & les nommera dans un an depuis la publication de la Paix , à Sa Majesté Catholique , par déclarations particulieres , pour jouir du bénéfice de ladite Paix , tant les ci-dessus nommés , que les autres qui seront par Elle nommés dans ledit tems : Leurs Majestés donnant leurs Lettres déclaratoires & obligatoires , en tel cas requises , respectivement , le tout avec déclaration expresse , que ledit Seigneur Roi Catholique ne pourra directement , ni indirectement travailler par soi ou par autres , aucun de

1659. ceux qui de la part dudit Seigneur Roi Très Chrétien , ont ci-dessus été , ou seront ci-après compris par déclarations particulieres ; & que si ledit Seigneur Roi Catholique prétend aucune chose à l'endroit d'eux, il les pourra seulement poursuivre par droit , devant les Juges compétans , & non par la force , en maniere que ce soit.

CXXIII.

Et de la part dudit Seigneur Roi Catholique seront compris à ce Traité (si compris y veulent être) Notre Saint Pere le Pape , le Saint Siège Apostolique , l'Empereur des Romains , tous les Archiducs d'Autriche , & tous les Rois, Princes , Républiques , Etats & particulieres Personnes , qui , comme Alliés de sa Couronne , furent nommés en la Paix faite à Vervins , l'année mil cinq cent nonante-huit, & se seront conservés & se conservent aujourd'hui en son Alliance : auxquels s'ajoutent maintenant les Provinces-Unies des Pays Bas , &

le Duc de Gastalle : Comme aussi
seront compris tous les autres, que
de commun consentement desdits
Seigneurs Rois, on voudra nom-
mer dans un an depuis la publica-
tion du présent Traité : auxquels
(comme aussi ceux ci-dessus nom-
més, s'ils le veulent en particulier)
seront données des Lettres de no-
mination, obligatoires respective-
ment, pour jouir du bénéfice de
cette Paix, & avec expresse déclara-
tion, que ledit Seigneur Roi
Très-Chrétien ne pourra directe-
ment ni indirectement, par soi ou
par autres, travailler aucun d'eux,
& que s'il prétend quelque chose
contr'eux, il les pourra seulement
poursuivre par droit, devant les
Juges compétans, & non par la
force, en aucune maniere que ce
soit.

C X X I V.

Et pour plus grande sûreté de ce
Traité de Paix, & de tous les points
& articles y contenus, sera ledit
Traité vérifié, publié & enregistré
en la Cour de Parlement de Paris,

& en tous autres Parlemens du Royaume de France , & Chambre des Comptes dudit Paris : Comme semblablement sera ledit Traité vérifié , publié & enregistré , tant au Grand Conseil & autres Conseils , & Chambre des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique , aux Pays-Bas , qu'aux autres Conseils des Couronnes de Castille & d'Arragon ; le tout suivant & en la forme contenue au Traité de Vervins , de l'an mil cinq cent nonante-huit , dont seront baillées les expéditions de part & d'autre , dans trois mois après la publication du présent Traité.

Lesquels points & articles ci-dessus énoncés , ensemble tout le contenu en chacun d'iceux , ont été traités , accordés , passés & stipulés entre les susdits Plénipotentiaires desdits Seigneurs Rois Très-Chrétien & Catholique , aux noms de Leurs Majestés : Lesquels Plénipotentiaires , en vertu de leurs pouvoirs , dont les copies sont insérées au bas du présent Traité , ont promis & promettent , sous l'obli-

gation de tous & chacun les biens
& Etats présens & à venir des Rois
leurs Maîtres, qu'ils feront par Leurs
Majestés inviolablement observés &
accomplis , & de les leur faire rati-
fier purement & simplement , sans
y rien ajoûter , diminuer ni retran-
cher , & d'en bailler & délivrer ré-
ciproquement l'un à l'autre , Lettres
authentiques & scellées , où tout le
présent Traité sera inséré de mot à
autre , & ce dans trente jours , du
jour & date de ces Présentes , &
plutôt si faire se peut. En outre ont
promis & promettent lesdits Pléni-
potentiaires , auxdits noms , que
lesdites Lettres de ratification étant
échangées & fournies , ledit Sei-
gneur Roi Très-Chrétien, le plutôt
que faire se pourra , & en présence
de telle personne , ou personnes
qu'il plaira audit Seigneur Roi Ca-
tholique députer , jurera solemnel-
lement sur la Croix , Saints Evangi-
les , Canon de la Messe , & sur son
honneur , d'observer & accomplir
pleinement, réellement & de bon-
ne foi , tout le contenu aux articles
du présent Traité : Et le semblable

1659.

sera fait aussi le plutôt qu'il sera possible , par ledit Seigneur Roi Catholique , en présence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Très-Christien députer. En témoin desquelles choses , lesdits Plénipotentiaires ont souscrit le présent Traité , de leurs noms , & fait apposer le cachet de leurs Armes. Ratifié par le Roi de France à Toulouse , le 24. Novembre 1659. & par le Roi d'Espagne à Madrid , le 10. Décembre 1659.



Suivent les Articles arrêtés en explication du quarante-deuxieme Article dudit traité.

L OUIS par la grace de Dieu,
Roi de France & de Navarre :
A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné en notre Conseil le quarante-deuxieme Article du Traité de Paix fait entre les deux Couronnes de France & d'Espagne, & signé le septieme jour de Novembre de l'année dernière 1659. dans l'Isle appelée des Faifans, en la Riviere de Bidassoa, aux confins des Pyrénées, ce qui fut convenu & arrêté le jour d'hier en explication dudit Article, par notre très-cher & très-amié Cousin le Cardinal Mazarini, en notre nom, d'une part; & le Seigneur Dom Louis Mendez de Haro, au nom de notre très-cher & très-amié Frere & Oncle, le Roi Catholique des Espagnes, d'autre: En conséquence de leurs mêmes

1659.

pouvoirs respectifs , en vertu desquels ils ont ci-devant conclu & arrêté le susdit Traité de Paix : Duquel Article quarante - deuxieme , & ensemble de son explication , la teneur ensuit.

Comme dans le Traité de Paix ; fait entre les deux Couronnes de France & d'Espagne , & signé le septieme jour de Novembre de l'année derniere 1659. par Monsieur le Cardinal Mazarini, & le Seigneur Dom Louis Mendez de Haro, dans l'Isle appelée des Faisans, en la Riviere de Bidassoa , aux confins des Pyrénées, en vertu des pleins pouvoirs qu'ils ont eu respectivement des Rois leurs Maîtres : Lequel Traité a été depuis ratifié par Leurs Majestés , & les ratifications échangées ; il y ait un Article , le quarante - deuxieme en nombre , dont la teneur est celle qui suit.

ARTICLE XLII.

Et pour ce qui concerne les Pays & Places, que les Armes de France

ce ont occupé en cette guerre du côté d'Espagne , comme l'on auroit convenu en la négociation commencée à Madrid en l'année 1656. sur laquelle est fondé le présent Traité , que les Monts Pyrénées , qui avoient anciennement divisé les Gaules , des Espagnes , feront aussi d'oresnavant la division des deux mêmes Royaumes : Il a été convenu & accordé , que le Seigneur Roi Très-Chrétien demeurera en possession , & jouïra effectivement de tout le Comté & Viguerie de Roussillon , & du Comté & Viguerie de Conflans , Pays , Villes , Places , Châteaux , Bourgs , Villages & lieux qui composent lesdits Comtés & Vigueries de Roussillon & de Conflans : Et demeureront au Seigneur Roi Catholique le Comté & Viguerie de Cerdaña , & tout le Principat de Catalogne , avec les Vigueries , Places , Villes , Châteaux , Bourgs , Hameaux , lieux & Pays qui composent ledit Comté de Cerdaña , & Principat de Catalogne : Bien entendu , que s'il se trouve quelques lieux dudit Comté &

1659.

Viguerie de Conflans seulement , & non du Roussillon , qui soient dans lefdits Monts Pyrénées du côté d'Espagne , ils demeureront aussi à Sa Majesté Catholique ; comme pareillement s'il se trouve quelques lieux dudit Comté & Viguerie de Cerdania seulement , & non de Catalogne , qui soient dans lefdits Monts Pyrénées du côté de France , ils demeureront à Sa Majesté Très-Chrétienne. Et pour convenir de la division , seront présentement députés des Commissaires de part & d'autre , lesquels ensemble de bonne foi , déclareront quels sont les Monts Pyrénées , qui suivant le contenu en cet article , doivent diviser à l'avenir les deux Royaumes , & signaleront les limites qu'ils doivent avoir ; & s'assembleront lefdits Commissaires sur les lieux , au plus tard dans un mois , après la signature du présent Traité , & dans le terme d'un autre mois suivant auront convenu ensemble , & déclaré d'un commun concert ce que dessus : Bien entendu , que si alors ils n'ont pû demeurer d'accord entr'eux , ils

enverront aussi-tôt les motifs de leurs avis aux deux Plénipotentiaires des deux Seigneurs Rois , lesquels ayant eu connoissance des difficulés & différends qui s'y seront rencontrés , conviendront ensemble sur ce point , sans que pour cela on puisse retourner à la prise des Armes.

1659.

Et d'autant qu'avant le tems que les susdits Plénipotentiaires des deux Seigneurs Rois , se sont de nouveau rencontrés en ce même confin des Pyrénées , pour l'occasion du mariage du Seigneur Roi Très-Chrétien , & de la Sérénissime Infante d'Espagne , Dame Marie-Thérèse : les Commissaires députés par les deux Seigneurs Rois , s'étant assemblés en la Ville de Ceret , du Comté de Roussillon , n'ont pû convenir sur la susdite division des Monts , & en conséquence s'il y avoit quelques lieux du Comté & Viguerie de Conflans , & du Comté & Viguerie de Cerdaña , d'un côté ou d'autre desdits Monts , qui dussent respectivement demeurer

1059.

aux deux Rois , selon le contenu en l'Article du Traité : Lefdits Plénipotentiaires , après avoir ouï le rapport desdits Commissaires , en vertu de leurs mêmes pleins pouvoirs , ont par le présent article , (lequel sera ratifié par Leurs Majestés , & aura la même force & vigueur que tous les autres dudit Traité , comme faisant partie d'icelui) convenu & accordé en la maniere qui suit.

Que le Seigneur Roi Très-Chrétien demeurera en possession , & jouïra effectivement de tout le Comté & Viguerie de Roussillon , & de tout le Comté & Viguerie de Conflans , en quelque part que soient situées les Villes , Places , Bourgs , Hameaux & lieux qui composent lesdits Comtés & Vigueries de Roussillon , & de Conflans : & pour éviter toutes contestations & difficultés , ont déclaré que le lieu de Baniulz-del-Maresme , & tout son détroit est des appartenances dudit Comté de Roussillon.

Et qu'audit Seigneur Roi Catho-

lique, demeureront tout le Principat de Catalogne, & tout le Comté & Viguerie de Cerdaña, en quelque part que soient situées les Villages, Places, Bourgs, Hameaux & lieux qui composent ledit Principat de Catalogne, & ledit Comté de Cerdaña, à la réserve de la Vallée de Carol (dans laquelle se trouve le Château de Carol, & la Tour Cerdaña) & d'une continuation de Territoire, laquelle donne communication depuis ladite Vallée de Carol jusqu'au Capfir de la Viguerie de Conflans, ensemble trente-trois Villages, lesquels demeureront à Sa Majesté Très-Chrétienne, & doivent être composés de ceux qui seront dans ladite Vallée de Carol, & de ceux qui se trouveront dans ladite communication de Carol au Capfir; & s'il n'y a pas tant de Villages en ladite Vallée, & en ladite communication; ledit nombre de trente-trois sera suppléé par d'autres Villages dudit Comté de Cerdaña, qui se trouveront être les plus contigus: Et afin qu'il ne puisse arriver de

1659.

contestation sur la qualité desdits Villages , on est demeuré d'accord que pour Villages , se doivent entendre ceux qui ont été censés de-là , par le passé , & avec Jurisdiction , en cas qu'ils se trouvaient présentement détruits , pourvu que chacun desdits Villages ait quelques maisons qui soient habitées ; laquelle susdite Vallée de Carol , avec le Château de Carol , & la Tour Cerdana , comme aussi lesdits Villages jusqu'au nombre de trente-trois , en la maniere ci-dessusdite , demeureront au Seigneur Roi Très-Chrétien & à la Couronne de France, pour y être unis & incorporés à jamais; aux mêmes clauses & conditions de cession & renonciation de la part de Sa Majesté Catholique , contenus dans l'Article quarante-troisième du traité de paix , comme si elles étoient ici particulièrement spécifiées & énoncées mot à mot.

Fait en l'Isle dite des Faisans , en la Riviere de Bidassoa , aux confins des Pyrénées , le trente-unième Mai mil six cent soixante. Signé , LE CARDINAL NAZARINI , & DOM LOUIS MENDEZ DE HARO.

Ratifié par le Roi de France à S. Jean de Luz le 1. Juin 1660.



CONTRAT DE MARIAGE

D U

ROI TRES-CHRETIEN,

E T

DE LA SERENISSIME INFANTE
Fille aînée du Roi Catholique.

Le 7. Novembre 1659.



OUIS, par la grace
de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous
ceux qui ces présentes
Lettres verront, Salut.
Comme ainsi soit que le Traité de
Mariage d'entre Nous, & la Sérénissime Infante d'Espagne Dona

1652.

1659.

Maria-Theresa , Fille aînée de notre très-cher & très-amé Frere & Oncle , le Roi des Espagnes Dom Philippe IV. de ce nom , ait été conclu , arrêté & signé par notre très-cher & très-amé Cousin le Cardinal Mazarini , de notre part ; Et le Seigneur Dom Louis Mendez de Haro , de la part dudit Roi d'Espagne , le septieme jour de Novembre , dans l'Isle dite des Faisans , dans la Riviere de Bidassoa , aux confins des deux Royaumes de France & d'Espagne , en vertu de leurs pouvoirs & commissions : Par le dernier Article duquel Traité , notredit Cousin & Cardinal Mazarini ayant promis & stipulé , en notre nom , de faire fournir nos Lettres de ratification , en la forme & maniere accoûtumée , & de la faire délivrer dans trente jours , avec les dérogations à quelconques Loix, Coûtumes & dispositions qui seroient au contraire dudit Traité , duquel la teneur ensuit.

AU Nom de la Très-Sainte Trinité, Pere, Fils & Saint Esprit, trois Personnes en un seul Dieu véritable, à son honneur & gloire, & au bien de ces Royaumes; Soit notoire à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, & cet accord de Mariage: Que comme en l'Isle appelée des Faisans, située dans la Riviere de Bidassoa, à demi-lieue du Bourg d'Andaye, Province de Guyenne, & autant de la Ville d'Irun, en la Province de Guipuscoa, & dans la Maison qui a été cette année bâtie en ladite Isle, pour y traiter de Paix entre Leurs Majestés Très-Chrétienne & Catholique, ce jourd'hui septieme du mois de Novembre, de l'année que l'on compte depuis la naissance de Jesus-Christ, notre Seigneur & Rédempteur, mil six cent cinquante-neuf; Pardevant moi Pedro Coloma, Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, Seigneur des Villes de Chozas, de Cavales & d'Yuncilliers, du Conseil des Indes, Secrétaire d'Etat, Ecrivain & Notaire de la Catholique Royale Ma-

H h h

1659.

jesté ; Ont comparu très-éminent
Seigneur Messire Jules Mazarini ,
Cardinal de la Sainte Eglise Romaine , Duc de Mayenne , Chef de tous les Conseils de très-haut , très-excellent & très - puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi Très-Chrétien de France & de Navarre , en vertu du pouvoir qu'il a de Sa Majesté Très-Chrétienne , écrit en Langue Françoisse , signé de sa Royale main , & scellé de son Sceau Royal , contresigné par son Secrétaire d'Etat , le Sieur de Lomenie ; donné à Paris le vingt & unieme jour de Juin 1659. lequel pouvoir est demeuré en mes mains , & dont la copie sera insérée à la fin des Présentes , d'une part : Et de l'autre , très-excellent Seigneur Dom Louis Mendez de Haro , & Gusman , Marquis de Carpio, Comte Duc d'Olivarez , Gouverneur perpétuel des Palais Royaux , & Arsenal de Seville , Grand Chancelier Perpétuel des Indes , du Conseil d'Etat de Sa Majesté Catholique , Grand Commandeur de l'Ordre d'Alcantara , Gentilhomme de

la Chambre de Sadite Majesté , &
son Grand Ecuyer. Et au nom de
très-haut , très - excellent & très-
puissant Prince PHILIPPE I V. aus-
si par la grace de Dieu , Roi de
Castille , Leon , Arragon , des deux
Sicules , de Jerusalem , de Portu-
gal , de Navarre & des Indes , &c.
Archiduc d'Autriche, Duc de Bour-
gogne , de Brabant & de Milan ,
Comte de Hasburg , de Flandres &
de Tirol , &c. Et en vertu du pou-
voir qu'il a de Sa Majesté Catholi-
que , par Acte signé de sa main
Royale , scellé de son Sceau Royal,
& contresigné par Dom Fernand de
Fonseca , Ruiz de Contreras son
Secrétaire d'Etat ; fait à Madrid le
cinquieme jour de Juillet de la pré-
sente année. Comme le Roi , Pere
& légitime Administrateur de la
Sérénissime Infante Dame Marie-
Thérèse , sa fille aînée , & de la
Majesté de la feue Reine Elisabeth,
sa légitime Epouse : Et ledit Sei-
gneur Cardinal Mazarini , au nom
de Sa Majesté Très-Chrétienne : Et
Marquis Comte d'Olivarez , au
nom de Sa Majesté Catholique ,

1659.

usant de leurs pouvoirs susdits, ont dit & déclaré que leurs Maîtres, comme Rois Très-Chrétien, & Catholique, qui ont fort à cœur le bien de leurs Royaumes, & d'affermir la Paix, qui s'établit aujourd'hui entre les deux Couronnes ; désirant que la durée de cette Paix ne s'étende pas seulement à celle de la vie de Leurs Majestés, mais passe avec la même fermeté à leurs successeurs & descendans ; & jugeant que le plus efficace moyen pour parvenir à cette sainte fin, est de renoüer étroitement leurs Alliances par le bien d'un Mariage : Leurs Majestés, avec la grace de Dieu, & à son service, ont traité & accordé les Epousailles & Mariage de Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, avec la Sérénissime Infante Dame Marie-Thérèse, fille aînée de Sa Majesté le Roi Catholique, afin de confirmer davantage par ce nouveau nœud, l'amour, l'amitié & l'union qui est, & que l'on desire conserver entre Leursdites Majestés. Et pour cet effet, lesdits Seigneurs Plénipotentiaires, aux noms sus-

aits, ont traité & accordé les Articles qui ensuivent.

1659.

Qu'avec la grace & bénédiction de Dieu, préalablement obtenue dispense de Sa Sainteté, à raison de la proximité & consanguinité qui est entre le Roi Très-Chrétien, & la Sérénissime Infante; ils fassent célébrer leurs Epousailles & Mariage, par parole de présent, selon la forme & solemnité prescrite par les Sacrés Canons & Constitutions de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine. Et se feront lesdites Epousailles & Mariage en la Cour de Sa Majesté Catholique, où elle sera, avec la Sérénissime Infante Dame Marie-Thérèse; & ce en vertu du pouvoir & commission du Roi Très-Chrétien, qui le ratifiera & accomplira en personne, quand la Sérénissime Infante Dame Marie-Thérèse sera amenée & arrivée en France; Sa Majesté se joignant avec son Altesse, & recevant les Bénédictions de l'Eglise: Et la conclusion & ratification dudit Mariage, soit par pouvoir spécial, ou en présence, se fera quand

1652.

& dans le tems accordé & concerté entre Leurs Majestés.

Que Sa Majesté Catholique promet & demeure obligée de donner, & donnera à la Sérénissime Infante Dame Marie-Thérèse, en dot & en faveur de Mariage, avec le Roi Très-Chrétien de France, & payera à Sa Majesté Très-Chrétienne, ou à celui qui aura pouvoir & commission d'elle, la somme de cinq cens mille écus d'or sol, ou leur juste valeur, en la Ville de Paris. Et ladite somme sera payée en la maniere suivante : Le tiers, au tems de la consommation du Mariage ; l'autre tiers, à la fin de l'année, depuis ladite consommation ; & la dernière troisième partie, six mois après : En sorte que l'entier payement de ladite somme de cinq cens mille écus d'or sol, ou leur juste valeur, sera fait en dix-huit mois de tems, aux termes & portions qui viennent d'être spécifiées.

Que Sa Majesté Très-Chrétienne s'oblige d'assurer & assurera la dot de la Sérénissime Infante Dame

Marie-Thérèse , sur rentes bonnes & bien assurées , & sur fonds & assignats valables , au contentement de Sa Majesté Catholique , ou des personnes qu'Elle nommera pour cet effet , à mesure & à proportion de ce que Sadite Majesté aura reçu des cinq cens mille écus d'or sol , ou leur juste valeur , dans les termes ci-dessus dits , & enverra aussi-tôt à Sa Majesté Catholique , les Actes de ladite assignation & consignation de rentes : Et en cas de dissolution du Mariage , & que de droit la restitution de la dot ait lieu , il sera rendu à la Sérénissime Infante , ou à celui qui aura charge ou droit de son Altesse ; & pendant le tems qui courra qu'on ne lui rendra point sadite dot , son Altesse , ou ses héritiers & successeurs jouiront des revenus à quoi se monteront lesdits cinq cens mille écus d'or sol , à raison du denier vingt , qui seront payés en vertu desdites assignations.

Que moyennant le payement effectif fait à Sa Majesté Très - Chrétienne desd. cinq cens mille écus d'or

H h h iij

1659.

sol , ou leur juste valeur , aux termes qu'il a été ci-devant dit , ladite Sérénissime Infante se tiendra pour contente , & se contentera de la susdite dot , sans que par ci-après elle puisse alléguer aucun sien autre droit , ni intenter aucune autre action ou demandes , prétendant qu'il lui appartienne , ou puisse appartenir autres plus grands biens , droits , raisons & actions , pour cause des héritages & plus grandes successions de Leurs Majestés Catholiques ses pere & mere ; ni pour contestation de leurs personnes , en quelque autre maniere , ou pour quelque cause & titre que ce soit , soit qu'elle le fût , ou qu'elle l'ignorât , attendu que de quelque qualité & condition que lescrites actions & choses ci-dessus soient , elle en doit demeurer excluse ; & avant l'effectuation de ses Epousailles , elle en fera la renonciation en bonne & dñe forme , & avec toutes les assurances , formes & solemnités qui y sont requises & nécessaires : laquelle dite renonciation elle fera avant que d'être mariée , par parole de pré-

sent ; qu'elle , aussi-tôt après la célébration du Mariage , approuvera & ratifiera conjointement avec le Roi Très-Chrétien , avec les mêmes formes & solemnités qu'elle aura fait à la susdite première renonciation , voire avec les clauses qu'ils verront être les plus convenables & nécessaires : A l'effet & accomplissement de laquelle renonciation , Sa Majesté Très-Chrétienne , & son Altesse demeureront & demeurent dès à présent , comme pour-lors obligés ; & au cas qu'elles ne fassent ladite renonciation & ratification , en vertu du présent Contrat, par capitulation , iceux susdits traités , renonciation & ratification seront tenus & censés dès à présent , comme pour-lors , pour bien & dûment faits , passés & octroyés ; ce qui se fera en la forme la plus authentique & efficace que faire se pourra , pour être bonnes & valides ; ensemble avec toutes les clauses dérogatoires des dérogatoires de quelqueconque Loi , Jurisdiction , Coutume , droits & constitutions à ce contraires , ou qui empêchassent

1659.

du tout ou en partie, lesdites renonciations & ratifications : auxquelles, à l'effet & validité que dessus, Leurs Majestés Très-Chrétienne & Catholique dérogeront, & dès à présent elles y dérogent entièrement : Et pour l'approbation & ratification qu'elles feront de ce présent Contrat & capitulation, dès à présent comme dès-lors, elles entendront & entendent avoir dérogé à toutes exceptions ci-dessus.

Que d'autant que Leurs Majestés Très-Chrétienne & Catholique sont venus & viennent à faire le mariage, afin de tant plus perpétuer & assurer par ce nœud & lien la paix publique de la Chrétienté, & entre Leurs Majestés, l'amour & la fraternité que chacun espere entre Elles; & en contemplation aussi des justes & légitimes causes qui montrent & persuadent l'égalité & convenance dudit mariage, par le moyen duquel, & moyennant la faveur & grace de Dieu, chacun en peut espérer de très-heureux succès, au grand bien & augmentation de la Foi & Religion Chrétienne, au

bien & bénéfice commun des Royaumes , Sujets & Vassaux des deux Couronnes ; comme aussi pour ce qui touche & importe au bien de la chose publique & conservation desdites Couronnes ; qu'étant si grandes & puissantes , elles ne puissent être réunies en une seule , & que dès à présent on prévienne les occasions d'une pareille jonction : Doncques , attendu la qualité des susdits , & autres justes raisons , & notamment celle de l'égalité qui se doit conserver : Leurs Majestés accordent & arrêtent , par contrat & pacte conventionnel entr'Elles , qui sortira & aura lieu , force & vigueur de Loi ferme & stable à tout jamais , en faveur de leurs Royaumes , & de toute la chose publique d'iceux ; que la Sérénissime Infante d'Espagne Dame Marie-Thérèse , & les enfans procréés d'elle , soit mâles ou femelles & leurs descendans , premiers ou seconds , trois ou quatre nés ci-après , en quelque degré qu'ils se puissent trouver , voire à tout jamais , ne puissent succéder , ni succèdent ès Royaumes , Etats ,

1659.

Seigneuries & Dominations qui appartiennent & appartiendront à Sa Majesté Catholique , & qui sont compris au-dessous des titres & qualités mentionnées en cette présente capitulation , ni en aucun de ses autres Royaumes, Etats, Seigneuries, Provinces, Isles adjacentes, Fiefs, Capitaineries, ni ès frontieres que Sa Majesté Catholique possède de présent, ou qui lui appartiennent, ou pourront appartenir, tant dedans que dehors le Royaume d'Espagne, & qu'à l'avenir Sadite Majesté Catholique, ou ses Successeurs auront, posséderont & leur appartiendront, ni en tous ceux qui sont compris en iceux, ou dépendans d'iceux, ni même en tous ceux qui par ci-après, en quelque tems que ce soit, Elle pourroit acquérir, ou accroître & ajoûter aux susdits siens Royaumes, Etats & Dominations, ou qu'Elle pourroit retirer, ou qui lui pourroit échoir par dévoluts ou par quelques autres titres, droits ou raisons que ce puisse être, encore que ce fût durant la vie de ladite Séréniss.

lme Infante Dame Marie-Thérese, ou après sa mort, en celle de qui que ce soit de ses descendans, premiers, seconds, troisiemes nés ou ultérieurs, que le cas, ou les cas par lesquels, ou de droit, ou par les Loix & Coûtumes desdits Royaumes, Etats & Dominations, soit par dispositions de titres, par lesquels ils puissent succéder, ou prétendre pouvoir succéder esdits Royaumes, Etats ou Dominations, leur dût appartenir : La succession en tous lesquels susdits cas, dès à présent ladite Dame Marie-Thérese Infante, dit & déclare être & demeurer bien & dûment excluse, ensemble tous ses enfans & descendans mâles ou femelles, encore qu'ils se voulussent ou pussent dire & prétendre, qu'en leurs personnes ne courent, ni ne se peuvent & doivent considérer lescdites raisons de la chose publique, ni autres esquelles ladite exclusion se pourroit fonder, ou qu'ils voulussent alléguer (ce qu'à Dieu ne plaise) que la succession du Roi Catholique, ou de ses Sérénissimes Princes & Infantes,

1659.

& d'abondant des mâles qu'il a & pourra avoir pour ses légitimes successeurs , eût manqué & défailli ; parce que , comme il a été dit en aucun cas , ni en aucun tems , ni en quelque maniere qui peut advenir , ni elle , ni eux , ses hoirs & ses descendans n'ont à succéder , ni prétendre pouvoir succéder , nonobstant toutes Loix , Coûtumes , Ordonnances & dispositions , en vertu desquelles on a succédé en tous lesdits Royaumes , Etats & Seigneuries : Et nonobstant aussi toutes les Loix & Coûtumes de la Couronne de France , qui au préjudice des Successeurs en icelle , s'opposent à cette susdite exclusion , aussi-bien à présent , comme aux tems à venir , & aux cas qui auroient long-tems différé lesdites successions : A toutes lesquelles considérations , ensemble & à chacune en particulier d'icelles , Leurssdites Majestés dérogent , en ce qu'elles contrariaient ou empêchent le contenu en ce Contrat , ou l'accomplissement & exécution d'icelui : Et que pour l'approbation & ratification de

cette présente capitulation, elles y dérogent, & les tiennent pour déro-
gées : Veulent & entendent que la Sérénissime Infante, & les descendans d'icelle, demeurent à l'avenir, & pour jamais exclus de pouvoir succéder en aucun tems, ni en aucun cas, ès Etats du Pays de Flandres, Comté de Bourgogne & de Charolois, leurs appartenances & dépendances. Pareillement aussi ils déclarent très-expressément, qu'en cas que la Sérénissime Infante demeurât veuve (ce qu'à Dieu ne plaise) sans enfans de ce mariage, qu'elle demeurera libre & franche de ladite exclusion; & partant déclarée personne capable de ses droits, & pouvoir succéder en tout ce qui lui pourra appartenir, ou échoir en deux cas seulement : L'un si elle demeurant veuve de ce mariage, sans enfans, venoit en Espagne; l'autre, si par raison d'Etat, pour le bien public, & pour justes considérations, elle se remariât par la volonté du Roi Catholique son pere, ou Prince son frere : Esquels deux cas elle demeurera capable &

habile à pouvoir succéder & hériter.

Que la Sérénissime Infante Dame Marie-Thérèse , avant que célébrer le mariage , par parole de présent , donnera , promettra & détruira son Ecrit , par lequel elle s'obligera , tant pour elle que pour ses successeurs héritiers , à l'accomplissement & observation de tout ce que dessus , & de son exclusion , & de celle de ses descendans , approuvera le tout selon comme il est contenu en cette présente capitulation , avec les clauses & juremens nécessaires & requis. Et en inférant la susdite obligation & ratification , que Son Altesse aura donnée & faite à la présente capitulation , elle en fera une autre pareille & semblable , conjointement avec le Roi Très-Chrétien , si-tôt qu'elle sera épousée & mariée , laquelle sera enregistrée au Parlement de Paris , selon la forme accoutumée , avec les autres clauses nécessaires. Comme aussi de la part de Sa Majesté Catholique , elle fera approuver & ratifier la renonciation & ratification en

en la forme & force accoûtumée, avec les autres clauses nécessaires ; la fera aussi enregistrer en son Conseil d'Etat. Et soit que lesdites renonciations , ratifications , & approbations soient faites, ou non faites ; dès-à-présent , en vertu de cette présente Capitulation , & du Mariage qui s'en ensuivra , & en contemplation de toutes les susdites choses , elles seront tenues & censées pour bien & dûement faites & octroyées, & pour passées & registrées dans le Parlement de Paris , par la publication de la paix dans le Royaume de France.

1659.

Que Sa Majesté Très-Chrétienne donnera à la Sérénissime Infante Dame Marie-Thérèse , pour ses bagues & bijoux , la valeur de cinquante mille écus d'or sol , lesquelles , & toutes autres qu'elle portera avec soi , lui appartiendront sans difficulté, comme étant biens de son patrimoine , propres à Son Altesse , & à ses héritiers & successeurs , ou à ceux qui auront son droit & cause.

Que Sa Majesté Très-Chrétienne, suivant l'ancienne & louable coûtume

me de la Maison de France , assignera & constituera à la Sérénissime Infante Dame Marie-Thérèse, pour son doüaire , vingt mille écus d'or sol , chacun an , qui seront assignés sur revenus & Terres , où y aura Justice , dont le principal lieu aura titre de Duché, & consécutivement jusqu'à la concurrence de ladite somme de vingt mille écus d'or sol , chacun an : desquels lieux & Terres ainsi données & assignées , ladite Sérénissime Infante jouïra par ses mains , & de son autorité , & de celles de ses Commissaires & Officiers , & aura la Justice , comme il a été touÿours pratiqué. Davantage, à elle appartiendra la provision de tous les Offices vacans , comme ont accoûtumé d'avoir les Reines de France. Bien entendu néanmoins que lesdits Offices ne pourront être donnés qu'à naturels François, comme aussi l'administration & les Fermes desdites Terres , conformément aux Loix & Coûtumes du Royaume de France. De laquelle susdite assignation , ladite Sérénissime Infante Dame Marie-Thérèse

entrera en possession & jouissance, sitôt que douaire aura lieu, pour en jouir toute sa vie, soit qu'elle demeure en France, ou qu'elle se retirât ailleurs hors de France.

1659.

Que Sa Majesté Très-Chrétienne donnera & assignera à la Sérénissime Infante Dame Marie-Thérèse, pour la dépense de sa chambre, & entretenement de son Etat & de sa Maison, somme convenable, telle qu'appartient à femme & fille de si grands & si puissans Rois, la lui assignant en la forme & maniere qu'on a accoutumé en France de donner assignations pour tels entretenemens.

Que le Roi Très-Chrétien, & la Sérénissime Infante Dame Marie-Thérèse s'épouseront & marieront par Procureur, qu'enverra le Roi Très-Chrétien, à la Sérénissime Infante, par parole de présent. Ce qu'étant fait, Sa Majesté Catholique la fera mener à ses frais & dépens, jusqu'à la frontiere du Royaume de France, avec la dignité & appareil qui appartient à femme & fille de si grands Rois; & avec le

1659. même appareil, elle sera reçue par le Roi Très-Chrétien.

Qu'en cas que le mariage se dissolve entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & la Sérénissime Infante Dame Marie-Thérèse, & que Son Altesse survive Sa Majesté Très-Chrétienne, en ce cas elle s'en pourra retourner librement, & sans autre empêchement quelconque, au Royaume d'Espagne, & aux lieux & endroits qu'elle choisira plus convenables hors de France, toutes fois & quantes que bon lui semblera, avec tous ses biens, dot & douaire, bagues, joyaux & vêtemens, vaisselle d'argent, & tous autres meubles quelconques, avec ses Officiers & Serviteurs de sa Maison, sans que pour aucune chose que ce soit, ou seroit survenue, on lui puisse donner aucun empêchement quelconque, ni arrêter son départ directement, ni indirectement, empêcher la jouissance & recouvrement de sesdits dot & douaire, ni autres assignations qu'on lui auroit données, ou dû donner. Et pour cet effet, Sa Majesté Très-Chré-

tienne donnera à Sa Majesté Catholique , pour ladite Sérénissime Infante Dame Marie-Thérèse sa fille, telles Lettres de sûreté qui seront nécessaires , signées de sa propre main , & scellées de son scel ; & dès à présent comme dès-lors , Sa Majesté Très-Chrétienne le leur assurera, & promettra, pour soi & pour ses successeurs Rois, en foi & parole de Roi.

1659a

Ce Traité & concert de mariage a été fait , avec dessein de supplier Notre Saint Pere le Pape , comme dès à présent Leurs Majestés l'en supplient , qu'il ait agréable de l'approuver , & lui donner sa Bénédiction Apostolique ; comme aussi d'en approuver les Capitulations & les Ratifications qu'en auront faites Leurs Majestés , & Son Altesse , & les écritures & juremens qui se feront & octroyeront pour son accomplissement , les insérant en ses Lettres d'approbation & Bénédiction : Que Leurs Majestés Très-Chrétienne & Catholique approuveront & ratifieront cette présente capitulation , & tout ce qu'elle contient ; promet-

1659.

tront & s'obligeront sur leur foi & parole Royale, de la garder & accomplir inviolablement ; délivreront à cet effet leurs Brevets ou Lettres, en la forme accoutumée, avec les déroatoires de quelconques Loix, Justices & Coûtumes qui seroient à ce contraires, & auxquelles il convient déroger : Lesquels susdits Brevets ou Lettres de ratification de la présente Ecriture, ils se délivreront l'un à l'autre, respectivement, dans trente jours, à compter du jour & date de la présente, par le moyen des Ambassadeurs ou Ministres qui résideront dans les Cours de Leurs Majestés Très-Chrétienne & Catholique ; avec l'obligation & lieu de leur foi & parole Royale, qu'ils l'effectuèrent & garderont, commanderont qu'il soit observé & accompli entièrement, sans que en tout, ou en partie, il y manque chose quelconque ; & qu'ils n'iront, ni viendront, ni consentiront aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, ni en autre façon, ni manière aucune ; car ainsi l'ont promis & stipulé lesdits

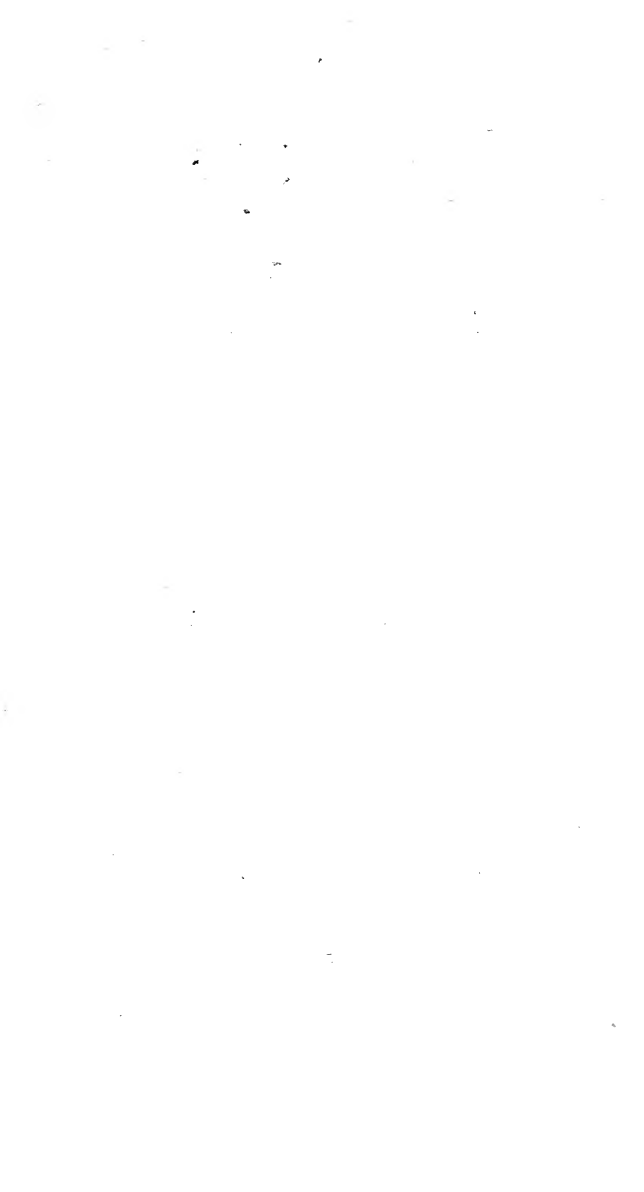
Seigneurs Plénipotentiaires , en vertu des pouvoirs qu'ils ont de Leurs Majestés. A quoi furent présens de la part de la France , Messieurs le Duc de Guise , Comte d'Harcourt , Grand Ecuyer de France , & Gouverneur d'Alsace & de Philisbourg ; Maréchal de Clérembaud , Gouverneur de Berry ; Duc de Crequy , premier Gentilhomme de la Chambre dudit Seigneur Roi Très-Chrétien ; Bailli de Souvré Comte d'Olonne ; Marquis de Vardes , Capitaine des cent Suisses de la Garde de Sadite Majesté ; Marquis de Soyecourt , Maître de la Garderobe de Sadite Majesté ; De Lyonne Ministre d'Etat ; Courtin l'un des Maîtres des Requêtes de l'Hôtel de Sadite Majesté ; Davaux aussi Maître des Requêtes dudit Hôtel , & plusieurs autres Seigneurs & Cavaliers. Et de la part d'Espagne , Messieurs le Marquis de Mondejar Gentilhomme de la Chambre dudit Seigneur Roi Catholique ; Duc de Mazara & de Maqueda ; Marquis de Balbazez , Capitaine Général de Gendarmes de l'Etat de Milan ; Le Licencié Dom Joseph Gonzalez , du Conseil

1659.

& Chambre de Sad. Majesté, & Président de ses Finances ; le Licencié Dom Francisco Ramos de Mançano, du Conseil de Sad. Majesté, dans le Souverain de Castille ; le Baron de Bateuille, du Conseil de guerre de Sad. Majesté, & son Capitaine général dans la Province de Guipuscoa ; Dom Rodrigo de Maxica, du Conseil de guerre de Sad. Majesté, & Mestre de Camp Général de l'Armée d'Estremadura, & plusieurs autres Seigneurs & Cavaliers. Et lesdits Seigneurs Contractans l'ont signé de leurs mains, & noms ; & me requièrent que de toute cette Capitulation je leur en baillasse copie, & de toutes celles qui seront traduites & translatées, qui leur seront nécessaires. *Signé*, LE CARDINAL MAZARINI, & DOM LOUIS MENDEZ. Fait & passé pardevant moi Secrétaire ci-dessusd. Ecrivain & Notaire public, les an & jour susd. *Signé*, PEDRO COLOMA, pour témoignage de vérité, Pedro Coloma, avec paraphe.

Ratifié par le Roi de France à Toulouse le 24. Nov. 1659. & par le Roi d'Espagne le 10. Déc. suivant à Madrid.

F I N.





8x

0





